N°352 décembre
2007 - 4,60€ - 7 FS

s!lence

écologie • alternatives • non-violence

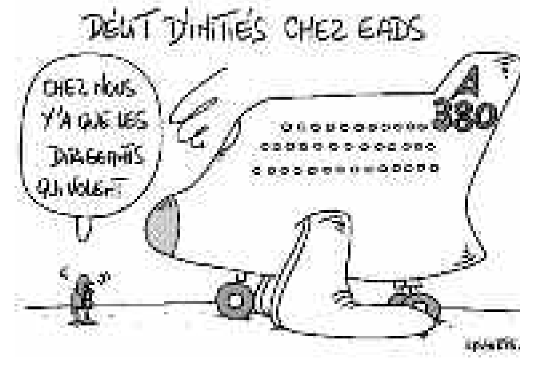
Sortir de l'industrialisme

Inspections citoyennes Un festival "missile mi-raisin"

Grenelle Des promesses pour plus tard… ou pour jamais

Le mois de Lasserpe









3 questions à... Stéphane Lhomme

porte-parole du Réseau *Sortir du nucléaire*


P-E Weck

Stéphane Lhomme.

Pourquoi le Grenelle de l'environnement a-t-il fait le silence sur le nucléaire ?

Avant même de commencer, le "Grenelle de l'environnement" était caduc sur la question de l'énergie : MM Sarkozy et Juppé (puis Borloo) avaient fait savoir qu'il était hors de question de remettre en cause le nucléaire en général et la construction du réacteur EPR en particulier. Avec la signature le 25 juillet 2007 par M. Sarkozy d'un accord nucléaire avec le dictateur libyen Kadhafi, et les déclarations pronucléaires du même Sarkozy à l'ONU le 24 septembre 2007 ("La France est prête à aider tout pays qui veut se doter de l'énergie nucléaire civile"), cela faisait plusieurs bonnes raisons pour refuser de participer au Grenelle. Pourtant, le Réseau *Sortir du nucléaire* avait fait preuve de modération en demandant seulement que soit abrogé le décret qui autorise EDF à construire le réacteur nucléaire EPR. Ce décret a été pris en catimini dix jours avant l'élection présidentielle par le gouvernement Villepin. La réponse du gouvernement,"Nous ne pouvons remettre en cause une décision déjà prise", est ridicule : comment croire que M.Sarkozy, qui a fait sa campagne présidentielle sur le thème de la "rupture", se sente subitement engagé par la signature de son "ami" Villepin ?
Et pourtant, une fois de plus en France, le nucléaire est resté au-dessus des lois et de la démocratie. Autant dire que le Grenelle n'a pas été démocratique.

Quelles sont les priorités du Réseau pour l'année à venir ?

Le Réseau *Sortir du nucléaire* va continuer à agir pour essayer de contrecarrer les projets de l'industrie nucléaire, et tout particulièrement trois chantiers majeurs :
- le projet de réacteur EPR (fission nucléaire), prévu à Flamanville (Manche). La pose de la première pierre est annoncée pour début décembre 2007.
- le projet de réacteur ITER (fusion nucléaire), prévu à Cadarache (Bouches du Rhône). La construction d'un "itinéraire grand gabarit" est annoncée, pour amener jusqu'à Cadarache les pièces géantes du réacteur, qui arriveront par la mer. Cette voie spéciale va défigurer une partie de la Provence.
- le site d'enfouissement des déchets radioactifs de Bure (Meuse)

Un quatrième chantier de taille, la construction de l'usine d'enrichissement d'uranium de Pierrelatte (Drôme), est hélas déjà avancé, mais mérite tout autant d'être combattu.
Simultanément, il s'agira de porter devant l'opinion publique la question de la fermeture des réacteurs actuels, à commencer par les plus anciens : Fessenheim (Alsace), Bugey (Ain), Tricastin (Drôme).

quoi de neuf ?

Venez nous voir le 13 décembre !

- Vous pouvez venir discuter avec nous lors des expéditions de la revue. Cela se passe un jeudi de 17 h à 20 h et c'est suivi par un repas pris ensemble offert par Silence. Et naturellement, vous repartez avec le nouveau numéro qui vous est offert. Prochaines expéditions : **13 décembre, 24 janvier, 21 février...**
- Vous pouvez également vous investir dans le comité de lecture de la revue où nous décidons des prochains dossiers, des articles que l'on passe, des réponses à apporter aux courriers... Les prochains comités de lecture se tiendront à 14 h les samedis **24 novembre** (pour le numéro de janvier 2008), **15 décembre** (pour le numéro de février), 2 février (pour le numéro de mars) **23 mars** (pour le numéro d'avril)...
- Vous pouvez proposer des articles à ce comité de lecture jusqu'au mercredi qui le précède, avant 16 h.
- Vous pouvez proposer des informations destinées aux pages brèves jusqu'au mercredi qui le suit, avant 12 h.


Michel Bernard

L'expédition de janvier 2007.

Faire peur ou faire rêver

Nous envisageons la publication d'un numéro sur ce thème, courant 2008. Nous en appelons aux lecteurs et lectrices pour participer à ce débat et nous envoyer des contributions. La question est de savoir si pour convaincre de nos idées, il faut choisir la peur (que certains appellent la "théorie des catastrophes") ou le rêve (montrer qu'"un autre monde est possible"). Faut-il sortir du nucléaire parce que nous avons peur d'un autre Tchernobyl ou bien parce que le recours aux énergies renouvelables permet d'envisager une société plus décentralisée, moins policière, donc plus démocratique ? Ou bien faut-il l'un pour parler de l'autre ? Quelle importance ont les alternatives concrètes sur notre discours militant ? Quel est le rôle des projets utopiques ? etc. A vous de jouer en nous envoyant vos réflexions, vos exemples... avant fin janvier 2008. Les textes





D'ailleurs, le Réseau vient de publier, pour en débattre avec les citoyens, deux scénarios de "sortie du nucléaire", en 5 ans et en 10 ans.

Faut-il quitter EDF ?

Les nombreux citoyens qui sont opposés à l'énergie nucléaire ont, c'est le moins que l'on puisse dire, de lourds griefs à l'encontre des dirigeants d'EDF qui imposent cette industrie depuis 50 ans. Pour autant, la situation reste complexe et le Réseau *Sortir du nucléaire* ne saurait proposer à ses adhérents et sympathisants des réponses "clé en main". En premier lieu, le Réseau *Sortir du nucléaire* rappelle qu'il a développé depuis plusieurs années une campagne intitulée "Pour un vrai service public de l'électricité... sans nucléaire". Attaché aux valeurs de respect des citoyens et de solidarité, le Réseau se prononce en faveur du service public, tout en exigeant qu'il soit démocratisé, décentralisé, déconcentré. Et donc dénucléarisé.
Ceci dit, de nombreux citoyens se posent aujourd'hui la question de quitter ou non EDF au profit d'un autre opérateur comme par exemple la coopérative *Enercoop* qui propose des offres "vertes", c'est-à-dire l'achat d'électricité d'origine renouvelable. Cependant, des associations de consommateurs déconseillent vivement de "quitter EDF" car la première conséquence de ce choix serait la perte définitive du tarif dit "administré", c'est-à-dire du prix de l'électricité fixé par l'Etat. Le risque pour les "audacieux" est de voir tôt ou tard leurs factures augmenter brutalement, contrairement à celles des "prudents" qui bénéficieront encore (mais pour combien de temps ?) de la protection de l'Etat. C'est donc… à chacun de faire son choix. ■

sommaire

peuvent nous parvenir sur papier, sur disquette, éventuellement par courriel en nous téléphonant d'abord pour avoir une adresse internet.

Tout augmente

Nous n'avions pas augmenté le prix de la revue depuis septembre 2001… et depuis nous sommes passés de 48 à 56 pages. Et comme tout augmente, notre budget est devenu déséquilibré début 2007 d'où la nécessité de revoir à la hausse nos tarifs, lesquels entrent en vigueur à partir du 1er décembre 2007.

Librairie par correspondance

Pendant quelques années Silence a proposé des livres par correspondance. Après avoir stoppé ce service, parce qu'il s'est avéré assez lourd pour l'équipe de la revue, nous avons réfléchi à une solution pour relancer cette activité. Après avoir pris contact avec la librairie **Quilombo** à Paris et en accord avec eux, vous allez pouvoir désormais vous adresser à eux pour commander les livres de votre choix parmi ceux chroniqués dans les numéros. Vous trouverez dorénavant les modalités d'acquisition, et les coordonnées de **Quilombo**, au début des pages livres à chaque parution. Pour l'instant, seuls les livres et bd référencés sont à disposition (pas de cd, ni dvd, ni vidéo), et les commandes se passent exclusivement par courrier postal.

Bénévoles

Nous avons besoin de bénévoles pour tenir un stand (présentation et vente de la revue) :
- du 14 au 16 décembre à **Pau** (Pyrénées atlantiques) pour Asphodèle
- du 18 au 28 janvier 2008, pour les Rencontres de l'écologie au quotidien à **Die** (Drôme)

Contactez Dorothée le mardi ou laissez vos coordonnées les autres jours au *04 78 39 55 33*. Merci d'avance.

Habits neufs

La mise en page évolue. Vous découvrirez ces changements et améliorations (comme le texte des articles en plus gros caractère par exemple) dans ce numéro de décembre.

Erratum

Dans le numéro 349, page 40, nous critiquions une manifestation de beach-volley qui utilisait du sable venant du Canada. Les organisateurs nous ont précisé que le sable venait de Fontainebleau, mais que des échantillons ont été analysés au Canada pour en vérifier la conformité liée à ce genre de sport. Donc seule une petite quantité de ce sable a fait le voyage.

Les infos contenues dans ce numéro ont été arrêtées le 31 octobre 2007.



Esteban


Esteban

Pourquoi critiquer les techniques ?

page 12


DR

Des techniques industrielles aux techniques conviviales

page 17

editorial

Pris dans l'engrenage ?

Nous vivrions dans une société "post-industrielle". Une société de l'information et des services, qui baserait sa croissance économique sur des éléments immatériels au détriment de la part matérielle (matières premières et machines). Une économie qui axe sa plus-value sur la phase de conception des nouveaux produits et sur leur commerce.

Si l'on y regarde d'un peu plus près, l'étape intermédiaire de fabrication existe toujours : la part des ouvriers dans la population active en France est tout de même de 24,6% auxquels il faut ajouter ceux "externalisés" par nos empires néo-coloniaux notamment pour fournir les précieuses matières premières.

Au fur et à mesure que cette économie prétendument "immatérielle" augmente et s'universalise, la pression sur les ressources naturelles et les impacts écologiques globaux de nos activités n'ont cessé de s'accroître. Nous vivons donc bien dans une société industrielle et dans une économie matérielle ; nous avons simplement masqué cet industrialisme sur lequel repose notre société.

Dans le même genre, des démarches dites d'"écologie industrielle" prétendent optimiser l'activité de groupes d'entreprises, de filières, de régions voire du système industriel dans son ensemble et favoriser la transition vers un système plus viable, en s'inspirant du fonctionnement quasi-cyclique des écosystèmes naturels (1).

Cette démarche ne remet pas en cause le paradigme industriel dominant : elle ne vient que le renforcer en l'améliorant.

C'est pourtant ce paradigme lui-même (production mécanique et de masse), qui s'est étendu peu à peu à tous les domaines (agricole, culturel, et même humain), qui est à remettre en cause. C'est ce à quoi s'emploie ce dossier en donnant la parole aux défricheurs d'alternatives à taille humaine, conviviales, écologiques, démocratiques et décentralisées pour l'organisation de la production et avec elle, de l'ensemble des rapports sociaux.

Guillaume Gamblin ■

(1) Voir Erkman Suren, *Vers une écologie industrielle*, ECLM, Paris, 2004.

dossier

DR

Comment sortir de l'industrialisme ?

Que faut-il garder de l'industrie pour retrouver un juste milieu entre la réponse à nos besoins et les capacités de la planète ?

Encouragée, ne l'oublions pas, par ceux qui achètent ses produits, séduits par le grand vent de la publicité, l'industrie multiplie l'efficacité des facteurs de destruction de la biosphère. Même si l'île de Pâques a été désertifiée par des hommes munis de haches de pierre, des bûcherons équipés de tronçonneuses seraient allés seulement beaucoup plus vite mais le résultat aurait été le même. Et nous utilisons couramment aujourd'hui des équipements à l'échelle des montagnes, qui font les dégâts au niveau géologique. Faut-il donc arrêter toute l'industrie ou seulement freiner ce train qui ne va nulle part mais de plus en plus vite ? N'y a-t-il pas un juste milieu, une juste mesure, permettant de créer du bonheur de vivre tout en préservant la planète le plus longtemps possible ? Nous allons esquisser quelques pistes de réponse dans les lignes qui suivent.

La nature de l'industrialisation

Le traitement industriel peut s'appliquer à toute activité de l'économie, y compris celles qui ne sont pas considérées a priori comme industrielles : les activités de service. Il commence par simplifier la réalité pour mieux l'appréhender et la maîtriser mais lui applique ensuite des processus de plus en plus techniques et complexes, ce qui fait que les conséquences n'en sont plus totalement prévisibles. Cela génère de nouveaux problèmes, auxquels l'industrie tentera de répondre en analysant plus finement le réel, mais aussi en en complexifiant davantage le traitement, ce qui gènèrera encore d'autres difficultés, et ainsi de suite.
Il y a donc à l'entrée deux démarches principales : une segmentation du traitement en processus parallèles analysés en opérations successives, et simultanément une approche numérique, ce qui aboutit immanquablement, d'une part à une création de catégories au sein des objets traités, et donc le plus souvent à leur tri, et éventuellement leur hiérarchisation ; d'autre part à une massification des données relatives à chaque catégorie, qui seront traitées uniformément. Le tout favorise la mise en exergue de la productivité du processus, flambeau de son développement et de sa diffusion, qui font oublier la mise à l'écart des cas trop particuliers, renvoyés à leur insatisfaction dans la proportion classique de 20 %. Dans certains cas, des filières distinctes se créent (par exemple bois d'œuvre et bois pour pâte à papier). Dans d'autres, il y a seulement tri et rejet (par exemple le tri des blessés à l'entrée du bloc chirurgical d'un hôpital de guerre). Le problème est que cette simplification méthodologique n'est jamais satisfaisante à 100 %, sauf quand l'industrie se l'applique à elle même, par exemple pour des produits intermédiaires, puisqu'elle est alors à la fois le concepteur et le bénéficiaire du test, et qu'elle assume éventuellement le coût du rejet dans sa totalité.

L'évolution du processus industriel conduit à la complexité, à la spécialisation, à l'opacité, à l'uniformisation. Il est efficace parce que simplifié.

Dans l'évolution du processus, on observe au fil des ans une complexité croissante des équipements, issue des perfectionnements et corrections successifs. Cela génère de l'opacité même pour les professionnels et, du fait de la division du travail, une spécialisation grandissante de ces derniers, qui est elle-même un deuxième générateur d'opacité, chacun d'entre eux ignorant de plus en plus ce que font ses collègues, d'autant plus que leur activité est éloignée de la sienne verticalement et horizontalement. Le résultat du processus est en principe précis, uniforme, efficace et économique, mais il est aussi simplifié, sans nuance, sans aléas et pour ainsi dire froid.
La massification/simplification qui a permis cette efficacité, accompagnée de l'opacité des processus, aboutit à un certain degré d'inadaptation du produit industriel et d'étrangeté de son abord premier. Alors que l'industriel s'est voulu au service de l'utilisateur (évoquant le dévouement de l'artisan auquel il succède souvent), c'est ce dernier qui doit s'adapter au produit, en accepter les règles normatives, en apprendre la mise en œuvre et accepter les contingences du résultat.



Quelques questions raisonnables à (se) poser à propos de n'importe quelle technique.

Pratique

Qu'est-ce que ça produit ?

A qui cela profite ?

Quel en est le but ?

Où est-ce que ça a été produit ?

Où est-ce que c'est utilisé ?

Qu'en fait-on quand c'est hors d'usage ?

Quel en est le coût ?

Peut-on le réparer ?

Est-ce réparable par quelqu'un d'ordinaire ?


DR

Mais il y a différents degrés d'industrialisation et différentes manières de l'organiser : on peut observer parfois une activité principale très industrialisée dont les périphériques le sont très peu (par exemple dans l'agroalimentaire) ou, au contraire, une activité principale très peu industrialisée dont les périphériques le sont énormément (bloc chirurgical), et bien sûr toutes les combinaisons envisageables de ces tendances, depuis l'usine entièrement automatisée jusqu'à l'organisation intégralement artisanale mais déjà industrieuse. On peut donc imaginer de créer des cartes des degrés d'industrialisation de l'ensemble des processus concourant à une production. Mais il restera à évaluer comme nul, faible, moyen, fort, exagéré ou insupportable le degré d'industrialisation de chaque phase, et à déterminer d'abord comment construire la grille de ce classement.

Le pouvoir par l'industrialisation, l'industrialisation par le pouvoir

Le problème de l'industrialisation est qu'elle fait système, à la différence de l'artisanat, et donc, comme tout système, qu'elle tend à s'étendre, à développer sa cohérence, à chercher à s'appliquer verticalement, du prélèvement de matière première dans la nature jusqu'au rejet des déchets dans cette même nature, et, horizontalement, à tout processus, à tout lieu, à toute activité. On peut dire qu'elle constitue un outil idéal mis à la disposition d'un processus capitalistique mais, ce dernier étant devenu spéculatif (et lui même industrialisé au moyen de l'informatisation des marchés), et donc entré dans une spirale destructrice, elle l'accompagne et le soutient dans cette recherche des limites qui, une fois dépassées, marqueront la fin de la société humaine.

Faisons ici un petit détour par la neurologie.

Antonio Damasio explique dans deux livres publiés chez Odile Jacob, *L'Erreur de Descartes* et *Le Sentiment même de soi*, qu'il existe dans le cerveau un centre des émotions et que, quand ce centre est détruit (ou isolé), le sujet devient incapable de prendre de bonnes décisions. Ces dernières étant définies fort modestement par les spécialistes comme les décisions favorables à la survie de l'individu.

On peut en déduire que le technocrate qui prétend apprécier objectivement une politique et prendre sans émotions les bonnes décisions est soit un menteur (cas le plus probable), soit quelqu'un d'éminemment dangereux pour la structure qu'il pilote. Au-delà de la question de savoir si les ordinateurs seront un jour intelligents, ce qui est en quelque sorte exclu par construction, on peut être certain qu'ils ne sont aucunement en mesure de "prendre" de bonnes décisions, puisqu'ils ne ressentent aucune émotion (ils peuvent seulement les simuler si on les a programmés dans ce but), et que leur centre émotionnel est non seulement isolé de leur processeur, mais inexistant.

C'est pourquoi les marchés spéculatifs, où beaucoup de décisions doivent être prises très vite – et sont donc confiées à des ordinateurs (l'homme ne faisant alors que décider des paramètres de l'action) – ne peuvent pas, et de moins en moins, au fur et à mesure que l'homme s'efface devant la technique, prendre de bonnes décisions (favorables à leur survie et à la nôtre).

Là où le capital traditionnel, apporté par des proches ou, à la rigueur, par une banque locale ou par appel à un marché réunissant des intervenants humains, restait ainsi relié au réel de l'activité, à la solidité de son opportunité, au coût éventuel de ses erreurs écologiques ou sociales, le capital spéculatif, géré à partir d'algorithmes mathématiques, libéré de la réalité de quelque lieu que ce soit, affranchi de toute réalité sociale ou écologique, est l'instrument parfait du suicide de l'humanité. Les plus lourdes décisions, impliquant l'ensemble de la planète, à travers le travail des milliers de lobbyistes, opérant dans tous les domaines, politique, législatif, et bien sûr industriel, sont prises sous son égide, déchargées de toute émotion réelle comme de responsabilité.

Bien sûr les technocrates jurent, la main sur le cœur, que la Banque mondiale et l'OMC sont au service de toute l'humanité, l'industrie des OGM nous promet une nourriture parfaite pour tous et la guérison des maladies les plus retorses, les gouvernements affichent la définition du développement durable en tête de tous leurs documents un peu importants, mais nous savons que ces phrases sont vides, aussi vides que celles de l'ordinateur programmé à dire "je vous remercie" dès qu'on a validé la manœuvre prévue par le logiciel activé, et qu'elles visent seulement l'acceptabilité (nouveau terme de la novlangue) des mesures évoquées.

La réalité est que cette machine, la mégamachine, a pris le pouvoir, tout le pouvoir, ou plutôt que l'homme ne le lui a donné, au terme d'un processus assez complexe, assez bien décrit par Ellul par exemple. A côté d'un imaginaire noyauté sur le plan politique par la notion de progrès, et sur le plan économique par le credo de la croissance, le bras armé de ce pouvoir est *l'industrialisme*, sorte de fanatisme que nous définirions comme consistant à confier à l'industrie,

peu à peu, et si possible en verrouillant toute possibilité de revenir en arrière, l'ensemble des activités humaines, y compris les plus intimes, les plus émotionnelles, les plus proches de notre nature originelle. Ce fanatisme, meurtrier par son excès même, après avoir obtenu de nous une adhésion massive à travers la religion du progrès axée sur la notion de croissance indéfinie, est sur le point de détruire l'humus même au sein duquel nous avons pris naissance après quelques millions d'années d'évolution : la biosphère.

Pour nous sauver, il nous faut à tout prix reprendre le contrôle de cette "machine"

Pour nous sauver, il nous faut à tout prix reprendre le contrôle de cette "machine", résister à cette invasion exponentielle en reprenant d'abord le contrôle de nous mêmes, en décolonisant à la fois notre propre imaginaire et notre propre pensée rationnelle, que le système a investie avec notre propre énergie en la privant peu à peu de son bienfaisant contrepoids émotionnel.

Sortir de l'industrialisme

Certains parmi nous auraient tendance à préconiser un retour massif à l'artisanat, mais il ne s'agit pas de revenir au passé, ce qui est en fait impossible, comme de parcourir le temps en marche arrière ou de revenir tous à l'état d'*homo faber*. Il faut d'ailleurs remarquer que la fabrication d'un produit, fût-il apparemment simple et d'une utilité universellement évidente, comme le vélo, passe par celle de ses composants et met parfois immanquablement en jeu, à certains stades, des processus industriels. Quelquefois même intervient une très haute technologie, opaque, dévoreuse de moyens et génératrice de désordres sociaux et de pollutions à l'autre bout de la planète. Parfois il existe une ou plusieurs alternatives, parfois aucune.

Remarquons ici que l'absence d'industrie n'a pas empêché les habitants de l'île de Pâques de détruire leur biotope. C'est donc bien en amont que se situe ce fanatisme qui, à des échelles différentes, nous amène à la catastrophe quel que soit l'outil que nous utilisons. Où se situe donc la limite à ne pas dépasser ? Comment remettre l'industrie à sa place de serviteur efficace et obéissant ? Qu'est-ce qu'on accepte ? Qu'est-ce qu'on refuse ? Qu'est-ce qu'on a le droit d'accepter ? Qu'est-ce qu'on a le devoir de refuser ?

Pour s'en faire une opinion, il faut d'abord savoir. Le point de départ incontournable de la réflexion, c'est le fait que ce monde est fini et que l'empreinte écologique d re doit redescendre à 1 Les pays qui sont au-de sorte de dette envers ceu te inférieure à 1. On a p démographique, qui est l'empreinte écologique, l moine géographique du étant son train de vie, c'es son intensité d'usage des son territoire.

Ainsi, plus son territoi preinte du pays sera fail est importante, plus son forte ; plus son train de plus son empreinte sera

Pour chaque produit, demander s'il est vraim saire ou s'il est sup sachant que déjà ici la interviendra, que ce s niveau local, national, ou dial. Il faudra ensui demander soit s'il est gén lisable à tous, comme bicyclette ; soit si sa fab tion doit être exclue po cause de coût écologiqu et social exagéré, comm probablement, tout ce qu touche au tourisme spatial ; soit s'il peut légitimement être fabriqué pour un certain nombre, en fonction d'une passion assez exclusive (par exemple le char à voile), d'une profession (un véhicule pour un commerçant), d'un handicap (un ordinateur pour un aveugle), au moins pour tous ceux qui le souhaitent, ce qui renvoie à une empreinte écologique tantôt individuelle, tantôt moyenne, donc – osons le mot – à une sorte de rationnement polymorphe.

Ce terme de rationnen évoque une limitation, c'était donc un gros mot qu'à ces dernières an même si cette limitation ni les gains de productiv prélèvements plafonnés sources naturelles, ni améliorations immatér


DR

lesquelles certains aimeraient sauvegarder la croissance, qui serait alors en quelque sorte dématérialisée. On sait que ce projet est discutable, puisque le moindre acte immatériel met en jeu malgré tout de l'énergie et des ressources naturelles.
On comprend que mettre un terme à l'industrialisme soit dans ce contexte un vaste chantier. Si l'on veut remettre la création du bonheur de vivre au centre de l'économie, dont c'était le but premier d'après Georgescu-Roegen, il est nécessaire de fixer des limites au champ industriel et de faire rentrer l'industrie dans ce périmètre, soit au niveau de la nature des biens ou services produits (par exemple chaussures, vêtements, soins médicaux), soit au niveau de l'opportunité d'industrialiser tout ou partie des processus de production de ces biens ou services et des biens ou services intermédiaires entrant dans leur composition (par exemple, pour les cycles : les roulements à billes, pneus, accessoires, mécanismes, carénages), soit au niveau du caractère tolérable ou non de cette activité :

1) par rapport aux travailleurs eux-mêmes compte tenu de leur degré d'épanouissement dans le processus, et de l'organisation même de ce dernier face au sens qu'ils peuvent lui donner dans leurs vies : par exemple, jusqu'à quel point le ramassage et le traitement des déchets doit-il être effectué par des professionnels qui y consacrent toute leur carrière ou à tour de rôle pendant un à trois mois par des jeunes effectuant un service civique aussi universel que l'allocation du même nom ?

2) par rapport aux populations environnantes dans le cadre d'une gestion concertée du territoire : par exemple, jusqu'à quel point une activité à risque mais jugée démocratiquement nécessaire peut-elle être implantée quelque part, où et selon quelles modalités et en prenant quelles précautions ?

Proposition d'une démarche

Il faudrait mettre au point la démarche pour quelques produits ou services et, si elle parait intéressante, essayer ensuite de trouver les moyens de la systématiser à l'ensemble de l'économie, afin, par exemple de pouvoir faire des propositions d'objectifs au niveau du tableau d'échanges interindustriel (TEI). Compte tenu du fait que certaines matières premières ne se trouvent que dans des lieux très localisés de la planète, que certaines productions sont plus facilement envisageables sous d'autres latitudes, il ne serait pas réaliste de nous limiter à la France, et il faudra donc envisager ultérieurement de trouver comment nous concerter avec les représentants d'autres pays afin que, la biosphère étant planétaire, ces choix réfléchis puissent aussi être effectués au niveau planétaire.

Analyse de la situation actuelle

Elle doit se faire :
- branche par branche,
- secteur par secteur,
- produit par produit (y compris les produits intermédiaires).

Il faut faire un repérage des filières de production où l'industrialisme se déchaîne ou tend à se déchaîner ; un repérage des filières générant une empreinte écologique :
- supérieure à 3 (moyenne française) : justifiant le blocage de tout nouveau projet d'installation puisqu'il augmenterait l'empreinte écologique du pays.
- supérieure à 1 (moyenne mondiale tolérable à long terme) : recherche de moyens de réduire l'activité ou de lui trouver des alternatives moins prégnantes,

Il faut également faire une recherche documentaire des alternatives et calculs de leurs empreintes écologiques respectives,
- au niveau d'une opération,
- au niveau d'un processus,
- au niveau d'une filière,

(par exemple par simplification des appareils, renonciation à des sophistications inutiles, etc.)
Il faudrait ensuite se pencher aussi sur l'aspect quantitatif des productions industrielles.
Il serait intéressant, en utilisant au maximum les documentations existantes (comme l'étude sur le pot de yaourt pour lequel sont effectués 8 000 km), de créer un tableau matriciel chiffrant les échanges énergétiques et matériels (et non financiers) inter-branches selon trois modes : éventualité la plus catastrophique pour l'environnement, situation actuelle, économie de matière et d'énergie la plus performante en l'état actuel des connaissances. On pourrait ainsi, en faisant varier les paramètres, calculer l'importance du bénéfice écologique espéré de tel ou tel processus alternatif (artisanal ou non), de tel gain de producti-



Ecologique

Quels en sont les effets sur la planète, et sur les personnes ?
Est-ce que cela préserve ou détruit la biodiversité ?
Est-ce que cela préserve ou bien réduit l'intégrité de l'écosystème ?
Quelles en sont les conséquences sur le paysage ?
Quelles en sont les conséquences sur la vie sauvage ?
Combien, et quel type de déchets cela génère-t-il ?
Est ce que cela préserve ou bien réduit la diversité des cultures ?
Quelle en sont les retombées en matière écologique ?



vité, de telle diminution suggérée de l'offre dans tel ou tel secteur.

Il est possible qu'il faille consulter pour cela des professionnels, cadres ou syndicalistes, dans chaque branche, des spécialistes de la comptabilité nationale, des informaticiens, mais :

1) cette réflexion deviendrait ainsi politiquement plus crédible et capable de structurer un débat.

2) le fait que nous ne puissions pas mener à bien une telle tâche aujourd'hui n'exclut pas que nous dressions un plan de recherche afin d'en chercher ultérieurement le financement.

Le plus envisageable est sans doute, dans un premier temps, de commencer par traiter complètement quelques produits emblématiques et reconnus indispensables comme le vélo, le fauteuil du dentiste, le livre...



Social

Est-ce que ça sert la communauté ?

Est-ce que ça affecte notre perception ou nos besoins ?

Est-ce que c'est compatible avec la création d'une économie commune et humaine ?

Quels sont les effets sur les relations ?

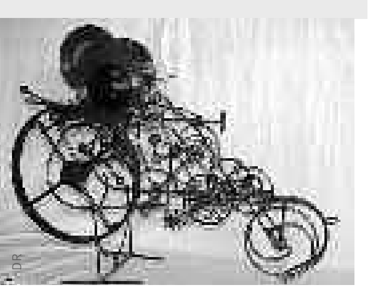
Est-ce que ça va détériorer la convivialité ?

Dans quelle mesure cela va affecter notre façon de voir et d'expérimenter le monde ?

Est-ce que cela génère une diversité des formes de savoirs ?

Est-ce que cela sert à l'échange des savoirs et des relations ?

Dans quelle mesure cela redéfinit la réalité ?



DR

Recommandations normatives

Comme cela a déjà été soulevé dans des débats de niveau national, le programme politique des objecteurs de croissance reste peu développé. Ce travail permettrait de suggérer diverses mesures d'encadrement de l'industrie, action incontournable pour *sortir de l'industrialisme* au niveau de l'offre, et mettre fin à la dictature des producteurs. Il ne serait pas inutile de rédiger même des propositions de textes, sur *l'affichage de l'énergie grise, la réparabilité, le suivi des pièces détachées, la compatibilité, la modularité des produits industriels.*

L'affichage de l'énergie grise de tout bien et service et de tout produit intermédiaire semble une chose indispensable et urgente si l'on veut lutter contre l'emballement de l'effet de serre. Pour que cette mesure soit efficace et dissuasive, il faut, d'une part que les acheteurs-citoyens soient sensibilisés à l'utilité de cette information, d'autre part qu'elle soit universellement donnée, y compris, même avec une approximation, pour les produits artisanaux, de sorte que les comparaisons les plus éclatantes soient établies.

La réparabilité est en quelque sorte le contraire de l'obsolescence programmée, pratique industrielle dévorante de ressources naturelles, puisqu'elle permet de prolonger la vie des produits. Elle implique d'autres attitudes lors de leur conception, d'autres choix de composants (vis au lieu de rivets, joints au lieu de soudure, etc.) mais, permettant de faire durer les produits éventuellement à travers plusieurs carrières, elle économise les prélèvements à la nature et ralentit les émissions de déchets. Elle facilite aussi le recyclage partiel, voire la mise à niveau des composants, tout en contribuant à créer des emplois plutôt qualifiés.

Le suivi des pièces détachées implique que la gestion de ces dernières ne soit pas instrumentalisée pour accélérer l'obsolescence des produits. Des seuils de durée minimale pourraient être établis, en distinguant selon qu'il s'agit d'un élément consommable, d'une pièce d'usure, d'un composant structurel. Par ailleurs, à l'image de l'édition des livres, où la copie est autorisée à partir du moment où l'éditeur déclare l'ouvrage épuisé, on pourrait décider que la fabrication des composants est libre et les brevets correspondants suspendus (ou retombés dans le domaine public) quand le vendeur du produit ne veut plus assurer le suivi des pièces détachées en assurant la réparabilité.



Bouilleur industriel

La compatibilité est aussi très limitée par l'industrie quand elle tente de conserver une exclusivité sur ses gammes de produits, ou d'organiser tout simplement leur obsolescence par refus de vente des composants. Mais ce sera au contraire son intérêt de favoriser la compatibilité si on l'oblige à assurer de longs suivis de pièces détachées, car elle pourra alors limiter ainsi le nombre de références en stock. Cette problématique est flagrante dans le secteur automobile, où il semble normal de changer de véhicule quand on veut seulement en changer le moteur (voir tout le discours actuel sur les véhicules hybrides), mais où certaines pièces restent discrètement identiques sur tous les modèles de la marque.

La compatibilité entre fabricants et entre filières soulève un problème plus délicat, celui des normes, puisqu'on dépasse alors les choix internes à une entreprise, et que l'on bride la liberté mythique de l'entrepreneur. Nous pensons toutefois qu'il s'agit avant tout de volonté politique. Le procès Microsoft est emblématique de la façon dont la compatibilité est envisagée par les grandes entreprises : un moyen d'asservir l'ensemble de leur secteur. Pour en rester à l'automobile, c'est bien une culture néfaste qui nous fait admettre qu'il faut changer tout le véhicule alors que c'est d'abord le moteur qui est remis en question. Il n'en a pas toujours été ainsi, puisqu'au début du siècle on pouvait composer son véhicule en choisissant ici un moteur, là un train avant, etc. Ceci nous amène justement à la piste suivante.

La modularité des produits correspond à une nouvelle liberté de l'utilisateur. La souplesse d'utilisation et d'affectation d'un composant, rendue possible par la compatibilité, est envisagée dès sa conception quand la modularité devient un objectif. Il peut alors, en cours de carrière, être réaffecté dans un autre équipement, puis un autre au besoin, jusqu'à la fin de sa durée de vie. Alvin Toffler prévoyait dans les années 1970 que la modularité, par exemple dans le bâtiment, autoriserait les utilisateurs des produits industriels à une grande créativité qui ferait contrepoids à l'uniformisation que l'on redoutait déjà de l'industrialisation. Mais les dirigeants d'entreprise, comme ils l'ont fait souvent face aux normes, y ont vu des avantages donnés à la concurrence, et la modularité, sauf quand elle est utilisée en interne, reste de l'ordre d'un bricolage plutôt désavoué par les fabricants. Même en informatique, où elle est vantée par certains commerciaux, elle se limite souvent aux matériels ayant moins de trois ans, ce qui favorise l'obsolescence.

Comme on l'a sans doute compris, ces différentes contraintes, que nous proposons de confirmer à la fois par le haut, par la voie législative, et par le bas, par les boycotts des acheteurs, visent à augmenter la durée de vie des produits, de sorte que leur réforme, qui devrait aboutir à leur démontage et leur recyclage, soit librement décidée par l'utilisateur, si possible après un calcul visant la plus grande économie de ressources naturelles, et non imposée techniquement par le fabricant, dont la stratégie marketing ne vise qu'à dégager le plus gros profit, sans aucun souci des générations futures.

Recommandations concrètes

Il faut donc déterminer : que produire ? combien produire ? comment produire ? par des voies industrielles ? artisanales ? en autoproduction ?

On peut distinguer :

a) ce qui peut être produit pour tous (mais en quelle quantité ?) avec le processus ayant l'empreinte écologique minimale. Notons que si la population de référence est multipliée par deux, des limites à cette "démocratisation" peuvent être imposées par le caractère fini de la ressource ou de la base qui lui permet de se renouveler. On peut envisager de classer dans cette catégorie les produits nécessaires à la satisfaction des besoins basiques fondamentaux (eau, nourriture, vêtements, logements) mais aussi les grands services publics (éducation, santé, transports collectifs, organisation des débats publics, gestion administrative, etc.) ;





Bouilleur artisanal installé chez Franswa Tibère, tisaneur à La Réunion.

b) ce qui ne devrait être produit pour personne, car non généralisable, puisque, dans l'idéologie actuelle, tout produit tend à se diffuser, par l'action pernicieuse des mass médias, vers des publics de plus en plus nombreux, et que cette diffusion future, parfois totalement hypothétique, justifie l'accaparement par les plus fortunés de ressources naturelles à l'accès desquelles leur argent ne devrait leur donner aucun droit supplémentaire. Nous pensons ici à l'exemple typique du tourisme spatial, dont la démocratisation n'est même pas évoquée mais dont les comptes-rendus triomphants sont une injure à la face du monde, ou plus banalement au Paris-Dakar, hideux flambeau de l'idéologie occidentale et du gaspillage énergétique, qui devrait au minimum être interdit de toute médiatisation nationale ou internationale ;

Pourquoi critiquer les techniques ?

Il n'est pas nécessaire d'être un spécialiste de la philosophie, de l'histoire ou de la sociologie des techniques pour comprendre les motivations des luttes anti-industrielles. L'objectif de ce texte est de rendre accessibles les rudiments de pensée qui permettent de justifier, à notre époque et publiquement, le refus des techniques industrielles à partir de motivations politiques.



Moral

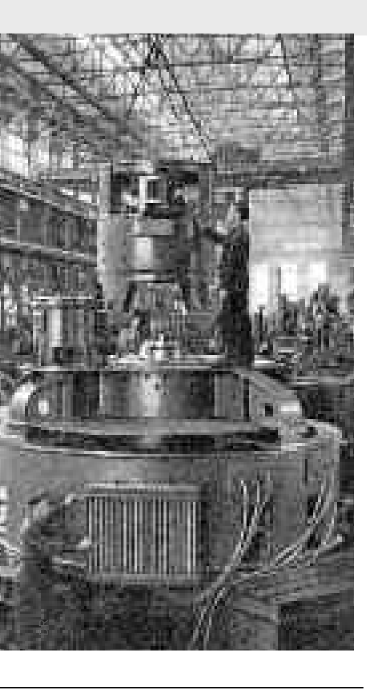
Quels types de valeurs cela génère-t-il ?

Qu'y gagne-t-on ?

Quelles en sont les conséquences au delà de son utilisation personnelle ?

Qu'y perd on ?

Quelles en sont les conséquences sur les plus défavorisé-e-s ?



Le mot "critique" a au moins deux sens. On comprend généralement le terme de "critique" par l'exposé des inconvénients, des risques et des dangers. Dans ce cas, la critique aura tendance à se faire experte, par l'usage d'un maximum de connaissances scientifiques et techniques.

Mais un deuxième sens plus fort existe aussi, propre aux sciences humaines. Celles-ci ont l'habitude de traquer les présupposés à partir desquels la réalité immédiate est appréhendée. Parfois, ces présupposés sont les mêmes de part et d'autre d'une dispute, quand chaque camp s'arrime uniquement aux connaissances scientifiques du moment. On se dispute ainsi sur des chiffres et sur l'efficacité d'un panel de solutions techniques qui s'offrent à la "décision".

A titre d'exemple, on peut penser aux controverses entre les partisans du transport routier et ceux du transport ferroviaire (lequel est vu comme moins polluant, et ayant l'image d'un "service public"). Mais quelles sont les marchandises transportées et pourquoi leur volume augmente tout le temps ? Le présupposé commun aux deux parties est sans doute que la société de consommation est une bonne chose. Et que par conséquent la proposition de faire de celle-ci la véritable question à résoudre n'a pas de pertinence politique.

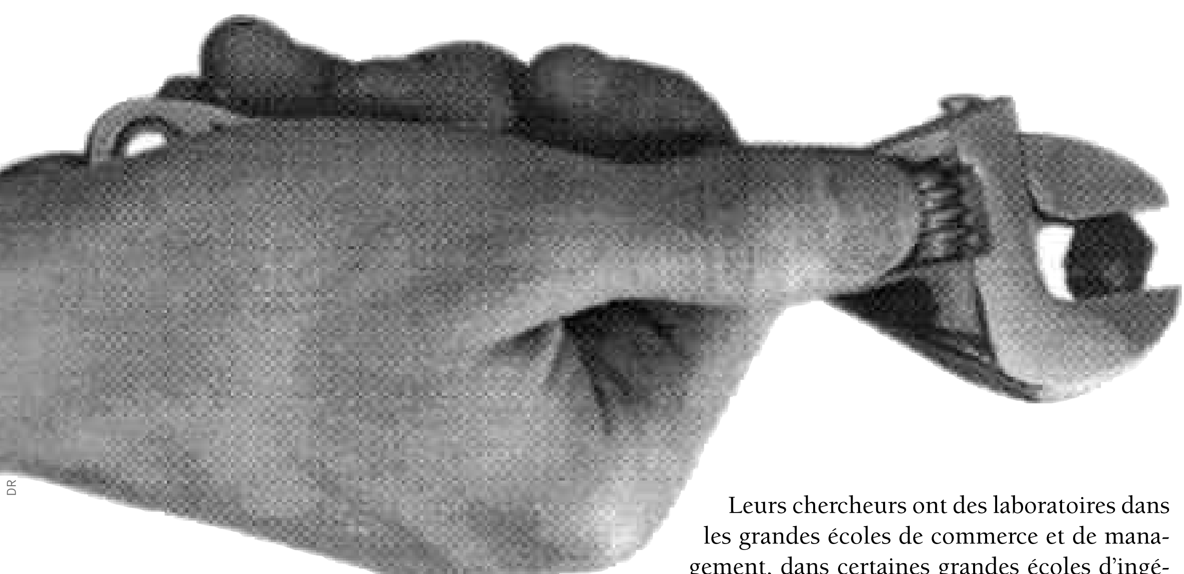
La critique peut donc être purement technique dans le premier cas, ou sociale dans le second cas. Il est néanmoins évident que les termes des débats sur les techniques sont aujourd'hui et depuis longtemps uniquement techniques. Ils sont donc par construction non démocratiques car seul le petit nombre de personnes ayant eu le temps et l'opportunité de se spécialiser sur telle question est habilité à débattre. De plus, il existe aussi une "illusion politique" (selon l'expression de Jacques Ellul) qui consiste à faire croire qu'il existe quelque chose de proprement politique dans des discussions qui parlent de tout, sauf de techniques. Ce qui se comprend d'ailleurs. Telle technique est fondamentalement ennuyeuse pour ses non-spécialistes. Nous vivons par conséquent un divorce radical, bien perçu par Gilbert Simondon (1), entre la culture technique (éclatée en de multiples spécialités) et la Culture (n'ayant presque plus de prise réelle sur un environnement saturé d'objets techniques).

Pour ces raisons, pour qu'une société soit démocratique, il faudrait que tous ses membres soient compétents, au mieux, sur les deux formes de critique, au pire, sur au moins une des deux. Mais on est loin du compte. La critique sociale, qui prend sa source dans des disciplines dévalorisées, est souvent disqualifiée comme étant trop radicale (mais l'absence de critique sociale est-elle moins radicale ?). Quant à la critique technique, elle supposerait un regard très différent sur les techniques, non viril et généraliste, et à vrai dire totalement informé des présupposés qui leur donnent sens.

A ceux qui font valoir un nécessaire pragmatisme, fait de compromis, qui serait un principe de la démocratie représentative, il faut leur demander quel sens il y a à faire des compromis avec les possibilités de catastrophes, résultant des déséquilibres écologiques ou sociaux actuels. Ne voulant pas remettre en cause le dogme "productiviste" (à travers les présupposés que nous analyserons plus loin), ils nous enferment dans une trajectoire technologique unique qui mène au gigantisme de ses effets globaux.

En apparence, on peut encore accepter cet état de chose, le système technicien délivrant la marche à suivre au quotidien. Les perspectives à plus long terme sont cependant moins attrayantes, parce que l'on voit bien qu'il n'y a pas de limite à la subordination des personnes aux nécessités techniques. Le système technicien ne s'use pas, ne souffre pas, comme le font ses rouages humains. La seule chose qui compte est que ces derniers puissent rester suffisamment efficaces, à la hauteur de leur rôle de rouage. Il n'est plus question de démocratie ni de politique, car la vie commu-

(1) Voir, *Du mode d'existence des objets techniques*, Aubier, p. 14.


DR

ne des humains est dédiée au système technicien, qui sépare et défait la société pour la recomposer ensuite selon ses nécessités.

Industrialiser, c'est faire vite

Le caractère principal de l'industrie, que l'on retient ici, est la vitesse. Une façon de produire devient industrielle quand elle devient plus rapide. "Industrialiser un processus" c'est faire exécuter plus vite le processus en question. On parle aussi de productivité, ce qui est encore une autre façon d'insister sur le temps passé à exécuter une tâche ou un travail.

Cela ne concerne pas seulement le secteur dit "secondaire", par distinction d'un secteur "primaire" vu comme moins évolué (l'agriculture, les mines) et un secteur "tertiaire" plus évolué (l'informatique, la banque, etc.). La vitesse de production de marchandises matérielles quelles qu'elles soient (denrées agricoles, électricité, voitures, téléphones…) a un effet d'entraînement sur l'ensemble des activités. La vitesse de production s'impose au reste des étapes conduisant à l'usage des marchandises produites : distribution, marketing, vente, financement, assurances, acheminement du courrier, télécommunications… L'organisation de ces activités est tout aussi industrielle du fait de cette vitesse, bien que l'on range habituellement ces activités dans le secteur dit "tertiaire".

Le paradigme industriel — la vitesse et ses conséquences sur l'organisation sociale du travail — paraît donc caractériser la plupart des activités de notre société. L'industrialisation d'une tâche suppose donc que l'on sache déjà exécuter celle-ci, selon une certaine organisation du travail que l'industrialisation va justement modifier. La mise en œuvre d'un procédé industriel est donc intimement liée à l'organisation du travail. Décrire une organisation du travail, c'est répondre à des questions du genre "qui fait quoi, et avec qui ?". A notre époque, on trouvera exprimé l'état de l'art en la matière dans les sciences de gestion, ou la sociologie des organisations.

Leurs chercheurs ont des laboratoires dans les grandes écoles de commerce et de management, dans certaines grandes écoles d'ingénieurs, certaines universités et centres de recherche publics ou privés. Tous produisent un savoir pouvant se ramener à la problématique unique de l'industrialisation : comment organiser le travail pour qu'il s'exécute plus rapidement ? Une telle science est au service de ceux qui organisent le travail d'autrui (2). Cette science donne lieu à des méthodes de management qui se diffusent et sont appliquées à grande échelle dans les entreprises et les administrations, spécialement via les cabinets de conseil et d'organisation. On trouve à l'échelon le plus bas les sociétés de services informatiques, puis au-dessus de celles-ci les cabinets de conseil en organisation, et au sommet les cabinets de conseil en stratégie. A chaque échelon correspond un niveau de diplôme, mais aussi un niveau au sein des entreprises tierces où ces professionnels interviennent.

D'un point de vue sociologique, il faut donc se représenter le processus industrialisation comme "délocalisée" par rapport aux lieux (et aux travailleurs) sur lesquels il vient s'exercer. Environ 5 % des effectifs de salariés travaillent dans la catégorie "Conseil et assistance", ce qui illustre le poids pris en France par les activités qui ont trait à l'industrialisation du travail d'autrui. Et c'est particulièrement flagrant à l'époque actuelle où des armées de consultants sont quotidiennement disséminées dans les grandes entreprises publiques et privées. Ils sont presque toujours les salariés d'entreprises de services ou de conseil, qui les placent ainsi d'entreprise en entreprise au gré des "volontés" de réorganisation de ceux qui les dirigent.

Il n'est pas besoin de préciser que les choix, s'ils existent, ne sont pas plus à la portée du simple citoyen que du simple salarié, à qui on demande rarement leur avis sur les questions d'organisation du travail. Les syndicats eux-mêmes concentrent aujourd'hui leurs revendications sur les salaires et les embauches, et dans une moindre mesure sur les "conditions de travail" des salariés qu'ils défendent. Mais ces conditions de travail sont des conséquences des choix d'organisation sur lesquels les syndicats n'interviennent pas. Il serait d'ailleurs intéressant d'interroger l'historique de cette non-intervention (3).

(2) Et cela depuis plus d'un siècle : le métier d'ingénieur-consultant apparaît en France dès le début du 20e siècle avec l'Organisation scientifique du travail (OST).
(3) Les révoltes luddites contre l'industrialisation des métiers au début du 19e siècle sont-elles les dernières manifestations d'une volonté des travailleurs de maîtriser l'organisation de leurs activités quotidiennes ?



Ethique

Quel est son degré de difficulté ?

Dans quelle mesure les utilisateurs sont-ils distants des effets ?

Qui de la communauté ou de l'individu prendra la responsabilité des effets ?

Ces effets peuvent-ils être appréhendés directement ?

A quelles autres technologies cela fait-il appel ?

Quel type de comportement cela risque-t-il de générer dans le futur ?

Quels autres types de technologie vont en ressortir ?

Est-ce que cela ne risque pas d'altérer notre notion du temps et notre relation aux autres ?



L'industrialisation, au sens large des changements d'organisation visant une amélioration de la productivité, n'est donc pas vue, en soi, comme un motif de conflits, de revendications ou de grèves. La part de contrôle social (pourtant flagrante dans les activités concrètes des industrialiseurs) est occultée devant les bienfaits censés correspondre à une accélération de la production. L'employeur est entièrement légitime dans ces choix d'industrialisation, le droit du travail le confirme. Malgré cela, les changements d'organisation ne sont pas simples à réaliser et on peut concevoir que des décisions trop autoritaires ne soient pas acceptées. Il est sans doute plus efficace, quand il s'agit de gagner en productivité et donc de chambouler les organisations et les habitudes, d'agir "de biais" plutôt que directement par la voie hiérarchique. Cela peut motiver aussi le recours massif à du personnel temporaire (consultants, prestataires, sous-traitants, intérimaires) pour opérer ces changements. Le consultant est parfois enrôlé dans des luttes internes à l'entreprise cliente, dont il ne perçoit guère tous les enjeux sociaux. Sa conception de l'expertise et du savoir scientifique, comme neutres et placés au dessus des conflits sociaux, le prépare tout "naturellement" à jouer un tel rôle.

Le meilleur des mondes

Suivre les "experts" que sont notamment les consultants nous a montré comment la trajectoire technologique de l'industrialisation se construit, mais n'explique pas que nous soyons si nombreux à la suivre, plus ou moins passivement. Si cette trajectoire ne rencontre pas d'opposition, c'est que des présupposés sont largement partagés concernant l'industrie, bien au delà du seul cercle des experts.
Premier présupposé : "L'industrie est ce qui permet au plus grand nombre d'avoir accès aux produits courants" (4).
En voilà un, de ces présupposés qui ont la vie dure. En somme, le pouvoir exorbitant d'un système de production (et d'exploitation), tout à fait opaque — aussi bien pour le simple citoyen que pour la plupart des travailleurs salariés — serait excusable sous prétexte qu'il nous abreuverait de bienfaits. Il s'en faut de peu pour affirmer qu'il serait le seul possible. Le seul capable de fournir à tous le nécessaire, voire le confort et peut-être aussi le luxe pour certains.
Le caractère fondamentalement non démocratique des organisations de travail industrialisées (publiques ou privées) serait compensé par le "minimum" de confort matériel accordé aux personnes, sans lequel il serait illusoire de postuler l'existence de citoyens responsables et autonomes…

On est tout de même en droit de se demander sur quoi porteraient cette responsabilité et cette autonomie quand :
— Le système pourvoit aux "besoins" des personnes, sans nécessiter d'elles d'autre engagement que le désir d'en consommer les produits. Autrement dit, le fonctionnement du système autorise l'absence de responsabilité.
— On admet comme légitime voire de "haute technologie" (on se demande de quelle hauteur il s'agit) de s'entourer d'un nombre faramineux de contraintes liées à l'organisation industrielle du travail, et dont la logique est propre au système et aucunement politique. Autrement dit, le système nécessite une absence complète d'autonomie individuelle ou locale.
Cette contradiction entre nos valeurs d'émancipation et notre attirail industriel fait aussi apparaître les points faibles du système. Premièrement, il repose sur notre capacité à consommer une quantité démesurée de produits, capacité qui peut être limitée pour toutes sortes de raison (impossibilité biologique de consommer au delà d'un certain seuil, limitation des revenus, écœurement devant le gaspillage, frustration, etc.). Deuxièmement, il repose aussi sur notre capacité à endurer des contraintes toujours plus nombreuses et plus abstraites, le système devenant toujours plus mystérieux et hostile au fur et à mesure qu'il se complexifie.

Gains de productivité et coûts externes

Les gains de productivité (et donc l'essentiel de l'apport des "nouvelles technologies" aujourd'hui mises au point) ne sont ainsi jamais critiqués en eux-mêmes, mais seulement dans leurs éventuelles conséquences négatives. En somme, il suffirait de répartir équitablement le temps gagné par l'usage de ces techniques, plutôt que d'y renoncer. En réalité, l'usage de techniques de production industrielle impose en aval des techniques du même ordre, ne serait-ce que pour acheminer les produits sur un vaste territoire. Le temps en apparence gagné par la rapidité de production se paie en aval, dans le travail engendré par l'inflation logistique de la redistribution (dont une grande part payée par l'impôt).
Le concept de "redistribution" présuppose toujours un processus d'accumulation de capitaux permettant de démultiplier la puissance du travail (par des machines, de l'énergie, des intrants chimiques, etc.). Dès lors, les "redistributeurs" ne bénéficient-ils pas d'un pouvoir exorbitant ? Et dans le cas où certaines catégories de "redistribués" ont un pouvoir suffisant, celles-ci étant radicalement éloignées des contraintes techniques/écologiques de la production, peuvent-

(4) Dixit le PDG de l'équipementier militaire Thalès : "Je crains que les jeunes ne se détournent des sciences et de l'industrie. Il faut absolument changer cela : les sciences, c'est le progrès, et l'industrie, c'est ce qui permet au plus grand nombre d'avoir accès aux produits courants" (émission "Les sagas du pouvoir" sur *BFM*, le 20 juillet 2006).



Faux chantier mais vrai spectacle de rue crée par la compagnie Royal de Luxe (Toulouse 1987).

elles accepter une quelconque limitation de cette production dont elles profitent directement ? On reconnaît ici l'impasse socio-écologique dans laquelle se sont enfoncées les sociétés industrielles pendant les "trente glorieuses". La paix sociale temporaire au sein du processus capitaliste d'accumulation (les salariés occidentaux bénéficiant d'un bon pouvoir d'achat et d'une sécurité de l'emploi) s'y est réalisée par une fuite en avant industrielle, laquelle détruit les ressources permettant au plus grand nombre de vivre confortablement.

Par opposition, des techniques non industrielles produisent moins vite, mais sur place et à destination d'un groupe social restreint. Les limites écologiques y sont vécues plus directement et plus simplement. L'autonomie et la responsabilité ne sont pas des mots vides de sens, quand les activités de travail sont ajustées à des "besoins" qu'il est possible de discuter, plutôt qu'imposés par la nécessité de rentabiliser des investissements et des infrastructures. L'équité promise par la redistribution semble donc d'avantage à la portée d'une culture qui aurait renoncé aux techniques industrielles, que celle qui ne les remet pas en question…

La croissance est-elle un but ?

Deuxième présupposé : "L'efficacité elle-même est neutre. Il serait bien bête d'être inefficace, de gaspiller du temps de travail, une fois que l'on s'est fixé un but" (5).

Un "but" ne se décrète pas à partir de rien, mais notamment en fonction des outils immédiatement disponibles, des savoir-faire les concernant et des façons socialement partagées de concevoir ce qu'est l'efficacité.

Prenons l'exemple d'une entreprise distribuant et vendant de l'électricité. Le but de son service marketing est de planifier à l'avance les ventes d'électricité, en observant les pratiques de consommation afin de prévoir et d'agir sur l'augmentation de la consommation. En fonction des statistiques dont il dispose (consommation et équipements des ménages, statistiques des années précédentes), il détermine que l'augmentation globale de consommation pour l'année prochaine est de 2 %. Le but du service technique de la distribution est alors de planifier les travaux sur le réseau électrique, afin d'absorber les 2 % de charges électriques supplémentaires. Et ainsi de suite pour tous les autres services d'une telle entreprise. L'efficacité déployée dans chaque service de cette entreprise est spécifique à chaque service. Mais toutes ces efficacités s'insèrent dans une finalité globale. Ainsi, elles concourent à asseoir la domination de l'entreprise sur l'ensemble des consommateurs, par le simple fait que ceux-ci ne produisent pas eux-mêmes l'électricité qu'ils consomment. Cette organisation est-elle la plus efficace… pour vendre de l'électricité à un grand nombre de consommateurs ? Pour gagner de l'argent ? Pour limiter la consommation d'électricité ? Pour rendre autonome la population vis-à-vis de macro-acteurs (capitalistes, experts, fonctionnaires) difficilement gouvernables ?

(5) Dixit Michel Volle, consultant et polytechnicien, dans le texte "Dialogue avec un philosophe", 28 juillet 2006, http://www.volle.com/opinion/dialogue.htm.



Professionnel

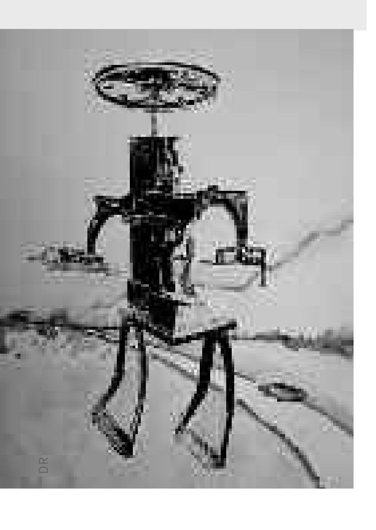
Cela va-t-il réduire, altérer, ou motiver la créativité ?

Est-ce la moins contraignante des technologies pour le travail requis ?

Cela va-t-il remplacer ou aider le travail de l'être humain ?

Cela va-t-il changer la qualité des produits ?

Cela va-t-il altérer la valeur du travail ?



DR

En réalité, nous constatons ici que le concept d'efficacité est problématique en lui-même. Il suppose qu'il est toujours aisé de dégager une finalité (unique, non ambiguë, publiquement définie) par rapport à laquelle l'efficacité peut être effectivement observée. Or, sommes-nous tous d'accord sur les buts à atteindre quant à la production et à la distribution d'électricité, par exemple ? Rien n'est moins sûr. Le débat lui même est-il possible compte tenu de la taille des enjeux, du grand nombre de personnes concernées ? On peut aussi en douter très fortement. On observe plutôt que le débat est généralement tranché d'avance par un mécanisme simple, à savoir la croissance économique. Ce mécanisme revient tout simplement à distribuer de l'argent à l'ensemble des acteurs pour différer dans le temps le débat sur les finalités. Aux financeurs de l'entreprise, les bénéfices. Aux différents spécialistes embauchés, les salaires. Aux syndicats, la cotisation des adhérents. Aux fonctionnaires, les impôts prélevés. Aux consommateurs, des prix bas et l'absence de responsabilités. On peut discuter des modalités d'une telle croissance économique — à qui donner de l'argent en priorité ? Aux consommateurs ? A l'entreprise ? A l'Etat ? —, mais cela ne contribue pas vraiment à débattre des finalités de la production d'électricité. Que le personnel des services marketing et de distribution soit mieux formé, mieux payé, et que ses travaux soient de plus en plus efficaces, n'apporte rien non plus. Si d'aventure la finalité de la production d'électricité devait être que la population puisse, à l'échelle d'un quartier ou d'un immeuble, construire et entretenir elle-même des éoliennes domestiques, pourrait-on encore parler d'efficacité des activités de marketing et de distribution électrique ?
Aussi, il convient de s'interroger sur ce qui fait l'efficacité d'une technique, aux yeux de tous, conduisant à dire et répéter que "l'efficacité est neutre", ou bien que "la technique n'est pas le problème, tout dépend de la manière dont on l'utilise".
Si l'efficacité d'une technique est évidente, c'est qu'il a été possible de produire l'évidence d'un but, associé à l'usage de cette technique.
En cela, l'existence de marchés, dans lesquels s'insèrent les usages des techniques industrielles, est sans doute d'une grande importance dans la production de cette évidence. Voyons cela.

Un marché si naturel

Quand on pense à la notion de marché, la première chose qui vient à l'esprit est la concurrence. C'est vrai, mais pour qu'il y ait concurrence, il faut d'abord qu'il existe des possibilités de comparaison entre compétiteurs. D'ailleurs sur un marché, la concurrence est variable, très rarement parfaite, et ce n'est pas pour autant que l'on dira qu'un tel marché n'en est pas un.
En réalité, un marché se définit d'abord par la capacité à expliciter les caractéristiques de choses ou de personnes, qui deviennent alors des marchandises (6). Cette capacité d'objectivation peut paraître si "naturelle" qu'on l'oublie fréquemment et que l'on en vient à penser que les marchés apparaissent spontanément. Les produits d'un même marché sont fondamentalement comparables entre eux, c'est-à-dire objectivables, mesurables. Le prix, simple chiffre, synthétise toutes les caractéristiques d'un être ou d'une chose, caractéristiques identifiant, pour l'acheteur et le vendeur, ce qui devient alors une marchandise. Réduite ainsi à sa plus simple expression, la marchandise peut alors circuler sur un marché, être achetée et vendue. L'électricité devenue marchandise se décrit ainsi complètement à partir de son prix à l'heure, de son ampérage, de sa tension, de la garantie éventuelle de ne pas subir de coupure, de certaines facilités de paiement. Le consommateur de cette marchandise achète alors un produit disponible à la vente sur un tel marché, en comparant avec les autres produits du marché.
Une telle relation marchande entre acheteur et vendeur ne concerne pas seulement les consommateurs et les entreprises. Elle concerne aussi les entreprises entre elles. Mais aussi les services d'une même entreprise entre eux.
Par conséquent, il est possible de se reposer sur l'existence de marchés comme sur un socle d'évidences partagées. L'électricité devenue marchandise cesse d'être ambiguë ou conflictuelle. Il y a un accord général sur ce qu'elle est, et par conséquent il ne reste plus qu'à la produire au moindre coût. L'efficacité des techniques industrielles de production est alors évidente. Tant que l'électricité n'est pas autre chose que cette marchandise décrite plus haut, et qu'il y a un accord pour faire abstraction des autres aspects de sa réalité, difficilement objectivable, voire impossible à objectiver. Rien sur l'usage effectif de l'électricité (ils se valent tous *a priori*). Rien sur la maîtrise des personnes de leurs conditions de vie (qui inclut l'usage d'appareils consommant de l'électricité). Autant de réalités vécues s'éloignant dans la représentation marchande de l'électricité.

Deun
Article paru sur le site decroissance.info

(6) En cela, les marchés ne sont pas l'apanage d'une sphère économique qui s'opposerait à l'Etat et à ses "services publics" placés "hors marché". Songeons par exemple à l'Education nationale qui normalise les niveaux scolaires grâce à différents niveaux de diplômes, ceux-ci donnant un "prix" aux diplômés sur le marché du travail. Songeons aux collectivités locales et à l'Etat émettant continuellement des appels d'offres auxquels répondent des prestataires (placés dans une concurrence que l'on espère juste et non faussée… car sinon il y a corruption). Assurément, les institutions publiques ont été, et sont encore, des lieux privilégiés pour former des marchés qui, autrement, n'auraient pas d'existence spontanée.

Des techniques industrielles aux techniques conviviales

On peut se demander si les techniques industrielles n'ont jamais produit autre chose que de la dépendance et de l'irresponsabilité à grande échelle. Certes, un théoricien tel qu'Ivan Illich (1) nous a présenté l'idée qu'il existait une sorte d'optimum, où les activités industrielles (hétéronomes) se combinaient harmonieusement avec des activités présentées comme plus sympathiques (autonomes). Il existerait ainsi selon Illich un seuil de contre-productivité à ne pas franchir, au-delà duquel des effets pervers se produisent. Mais si Illich précise qu'un tel seuil devrait être l'objet de procédures politiques démocratiques et non de calculs scientifiques, il reste qu'on ne voit pas à quoi pourrait ressembler de telles procédures... à moins d'avoir une idée précise du genre de société à opposer à la société industrielle.

Comme nous l'avons précisé dans l'article précédent, le caractère industriel des techniques ne se manifeste plus tellement par la présence de machines, ou par la diminution de la part manuelle du travail. C'est plutôt par le contrôle que se manifestent, phénoménologiquement, les logiques industrielles de production. Ce contrôle est la conséquence d'un consensus social autour d'une quête générale de vitesse, quête qui repose sur des présupposés culturels dont les deux que nous avons tenté d'éclaircir précédemment.

L'organisation du travail humain (informatisé) et la gestion des flux de marchandises (numérisés) sont des lieux sociaux privilégiés pour reconnaître le déploiement du contrôle sur les lieux de production industrielle et en aval de ceux-ci. La croissance de l'infrastructure numérique (2), actuellement très rapide, ne signifie donc pas que nous sommes libérés des contraintes industrielles, mais plutôt que la gestion de celles-ci demande de plus en plus de travail (3).

Je n'ai pas eu envie de décrire ce qu'est une société conviviale, mais plutôt de préciser certaines portes de sorties de l'industrie possibles. Chaque paragraphe ci-après représente en quelque sorte une porte. Ce serait peut-être plus simple s'il n'y ait qu'une seule porte ; cependant, j'imagine que des personnes aux trajectoires différentes pourraient trouver plus intéressante une piste plutôt qu'une autre. En particulier, la question du réoutillage (troquer des infrastructures industrielles contre des outils maîtrisés localement) est certainement une vue incomplète du problème. Ce tableau présente donc d'autres manières d'aborder la sortie de l'industrie que par la description des techniques que l'on souhaite voir apparaître ou disparaître. Ce sont autant de points d'appui pour une autodéfense face aux dispositifs d'acceptabilité de l'industrie, toujours tentés de donner une définition minimaliste de ce qu'est l'industrie pour exhiber des "révolutions" qui n'en sont pas.

Techniques spécifiques

Les techniques conviviales s'opposent aux techniques industrielles, lesquelles sont les outils spécifiques des sociétés industrielles. On pourrait aussi les appeler "techniques douces". Pour Illich, un outil convivial est un outil *que « chacun peut utiliser sans difficulté, aussi souvent et aussi rarement qu'il le désire, à des fins qu'il détermine lui-même. L'usage que chacun en fait n'empiète pas sur la liberté d'autrui d'en faire autant »* (4). Cette question du réoutillage de la société, en vue de doter les personnes d'outils moins puissants que

(1) « La théorie ne peut fournir aucune mesure précise du degré d'efficacité post-industrielle ou de maturité technique dans une société donnée. [...] Chaque communauté dotée d'une histoire doit, selon ses procédures politiques propres, décider à quel degré lui deviennent intolérables la programmation, la destruction de l'espace, le manque de temps et l'injustice », *Energie et Equité*.

(2) L'expression « infrastructure numérique » contient bien-sûr l'existence d'Internet. Non pas en tant que réseau, mais en tant que mouvement vers toujours plus d'interopérabilité entre les réseaux et toute sorte de terminaux ainsi reliés. Le logiciel libre, bien que fréquemment présenté comme une alternative au capitalisme, se situe au centre purement technique de la croissance de cette infrastructure.

(3) « En effet, l'application d'une technologie de l'information et de la communication n'aboutit pas seulement au desserrement de la crise, elle participe également à sa reconduction : ainsi, ce desserrement ne produit-il pas une résolution, mais un déplacement du problème.[...] Jusqu'au prochain goulet d'étranglement, qui lui, devient double, matériel et logiciel. Car dès lors, l'accroissement de la complexité ne touche pas seulement la production ou le flux matériel, mais également le dispositif de contrôle ». Pascal Robert, *La logique politique* des TIC, p. 283.

(4) *La Convivialité*, page 45.

ceux actuels mais plus maîtrisables par elles, est aussi abordée par Ingmar Grandstedt dans son livre *Du chômage à l'autonomie conviviale* où il est proposé une démarche "techno-politique" de désindustrialisation progressive (5).

Type de l'efficacité valorisée

Les sociétés industrielles valorisent la vitesse d'exécution du travail humain. Les critères techniques (mesurant cette vitesse) sont alors les seuls retenus. Selon ces critères, une technique l'emporte sur une autre, sans autre forme de procès. Aux personnes ensuite de s'y adapter plus ou moins progressivement. Au contraire, une technique conviviale est efficace parce qu'elle est disponible et maîtrisable là où vivent les personnes, indépendamment de ce que font les autres. Une "souveraineté technique" apparaît alors comme un critère d'efficacité sociale, différent du seul critère de vitesse que l'on retient habituellement dans les sociétés industrielles. En matière de solidarité, ce critère d'autonomie offre une alternative intéressante à l'industrie, dont nous avons vu dans l'article précédent qu'elle emportait une promesse de justice à travers la distribution et la redistribution de richesses. La prise en charge des équilibres sociaux et écologiques, au plus près de là où ils ont lieu, même quand elle échoue ici ou là, garantie un équilibre global qui permet l'entraide entre régions ainsi non concurrentes. L'industrialisation conduit au contraire à l'interdépendance permanente, généralisée et sans solidarité, aggravant les risques de crises et d'accidents affectant l'ensemble du système.

Teneur en capitaux financiers

La mise en œuvre des techniques industrielles nécessite toujours plus de capitaux financiers, qu'ils soient d'origine publique, privée, ou une alliance des deux. Pour pouvoir passer à une vitesse supérieure dans un cadre de travail industriel, il faut motiver les changements sociaux qui permettront aux personnes d'ajuster leurs vies à cette vitesse. L'argent est alors une façon d'intéresser les acteurs de ces changements. Par la médiation de l'argent, les premiers concernés par les changements techniques ne seront pas les experts et les spécialistes qui mettront en œuvre concrètement ces changements. Ainsi le déploiement des logiques industrielles est intimement lié à la marchandisation du travail. Ingénieurs, consultants, techniciens, ouvriers ou simples opérateurs, sont autant de forces disponibles à la vente sur un marché, peu regardantes sur les finalités du projet d'ensemble auquel elles participent. Un passage prolongé par l'école produit les dispositions nécessaires à ce rôle de rouage (6).

Et bien sûr, l'argent permet aussi de se procurer les différents éléments matériels nécessaires (machine, outils, etc.).

Par ailleurs, le coût élevé de la main-d'œuvre encourage spécifiquement l'usage des techniques industrielles (démultipliant la production par unité de main-d'œuvre), plutôt qu'un autre genre de technique (limitant la productivité). Inversement, la nécessité de rentabiliser les coûts fixes des infrastructures industrielles entraîne la nécessité d'augmenter "la charge de consommation" de la main-d'œuvre, donc d'augmenter le salaire rendant possible cette augmentation de la consommation. Il en résulte une accélération qui menace le système dans son ensemble, sous la forme d'une envolée du coût de la main-d'œuvre (c'est-à-dire les salaires). C'est pourquoi l'existence permanente d'un taux de chômage minimum, de flux de main-d'œuvre internationaux (migrations économiques) et, plus généralement, d'une stratification sociale, tout cela constitue une condition indispensable à l'usage des techniques industrielles. Ces éléments ne sont donc pas des effets malheureux que l'on pourrait contrôler ou limiter sur le long terme.

Pour illustrer comment l'introduction de capitaux dans une activité diminue l'autonomie des personnes, faisons le récit simplifié de ce qui s'est passé pour l'agriculture :

1. Situation initiale : Des paysans et paysannes produisent sur place et avec peu d'outils des denrées alimentaires pour leur consommation, plus une (petite) partie à la vente afin d'obtenir un revenu permettant de se procurer ce qu'ils ne produisent pas eux-mêmes (outils, semences, vêtements, etc.). Ils vendent sur un marché local, qui est donc de petite taille.

2. Un des paysans décide de s'endetter auprès du Crédit Agricole. Son crédit lui permet d'acheter des intrants et un tracteur, ce qui augmente sa productivité et lui permet de vendre plus sur le marché. Grâce à ce capital dont il dispose, il emprunte le détour de production préalablement construit par les industries qui produisent et vendent des intrants et des tracteurs.

3. Le marché s'unifie et s'agrandit : le paysan ne vend plus sur le marché local mais à une coopérative qui elle-même a acheté des camions permettant d'approvisionner et de vendre sur tout le territoire national, et même plus. Cela lui permet de vendre encore plus.

4. A travail égal, le revenu des paysans locaux baisse. Bientôt, les paysans qui n'ont pas emprunté le détour sont concurrencés sur leur marché local. Leurs revenus baissent. Il doivent travailler plus qu'avant pour se procurer ce qu'ils ne produisent pas eux-mêmes. Quelques années plus tard, la dureté des conditions de vie à la ferme fait



Métaphysique

Quelle part de notre inconscient cela révèle-t-il ?

Est-ce une expression d'amour ? de rage ?

Quel aspect de notre passé cela révèle-t-il ?

Est-ce l'expression d'une pensée cyclique ou linéaire ?



(5) « Je propose une démarche fondée sur l'idée suivante : que chacun cherche à réoutiller le milieu où il vit, pour pouvoir se dégager progressivement, autant que possible, du travail rémunéré, salarié, et augmenter le temps disponible pour vaquer soi-même à une partie de ses besoins, au lieu de payer d'autres personnes, embrigadées dans l'anonymat, pour le faire. Le revenu monétaire se mettrait à baisser, mais non pas le niveau ni la qualité de la vie », Ingmar Grandstedt, *Du chômage à l'autonomie conviviale*, A plus d'un titre, Lyon, 2007 [1ère édition 1982… dans S!lence], p. 24.

(6) Voir mon article « La scolarisation à l'ordre marchand » http://www.decroissance.info/La-scolarisation-a-l-ordre...



Esteban

"Rapides et confortables" : les trottoirs roulants à Paris...

que les enfants quittent et vendent la ferme... au paysan qui a emprunté le détour. Ailleurs, le Crédit Agricole, les industries vendant et fabriquant des intrants et des tracteurs, embauchent des salariés. Le travail proposé semble moins pénible.

5. Le marché s'unifie encore. Le paysan achète les terres des voisins qui sont devenus salariés des industries et des banques. Il est le seul paysan restant en activité dans la région, et son exploitation est immense. Son revenu augmente et il parvient petit à petit à rembourser son crédit. Cependant le marché s'agrandit encore (des accords de libre échange sont signés au niveau mondial), ce qui motive la recherche de nouveaux "détours" par l'industrie. Les revenus baissent alors qu'il faut à nouveau des capitaux pour emprunter de nouveaux détours (semences transgéniques, etc.) Afin d'éviter que le dernier paysan quitte la région, les pouvoirs publics lui donnent de l'argent sous forme de subventions pour soutenir ses revenus. Il est maintenant totalement dépendant d'un grand nombre d'acteurs : banques, industriels et pouvoirs publics, eux-mêmes influencés par les premiers. Son activité de gestionnaire lui interdit de veiller aux conséquences de son activité sur les écosystèmes. Les consommateurs ont une très mauvaise image de son travail (tout en refusant de payer plus cher ses produits).

Cloisonnements (sociaux) admis

Dans l'imaginaire des sociétés industrielles, il existe une séparation entre la science (les moyens) et la politique (les fins). Il s'agit néanmoins d'une fiction qui, bien que ne se vérifiant pas en pratique, oriente la vie sociale à la manière d'une "constitution" (7). Les avantages d'un tel principe de séparation des pouvoirs apparaissent toujours plus maigres, au fur et mesure que la puissance des techniques augmente, et que ces effets sociaux négatifs font l'objet d'une débauche supplémentaire de techniques. L'irresponsabilité sociale, celles des professionnels et des experts, est alors érigée en compétence, le désintérêt porté aux finalités du travail devenant un gage de professionnalisme et d'intégration sociale. La transition hors des sociétés industrielles exige donc au minimum de penser ensemble les outils concrets, leurs usages ici et maintenant et les conséquences sociales escomptées. Pour que cela soit possible, l'articulation entre techniques fait l'objet d'une attention toute particulière car c'est précisément à l'endroit de tels points de jonctions que l'autonomie des techniques s'opère. C'est pourquoi le cloisonnement entre techniques peut être considéré comme légitime dans une société conviviale.

(7) Au sens de Bruno Latour dans son livre *Nous n'avons jamais été modernes*, La Découverte, 1991.



Politique

Va-t-il en résulter une concentration des pouvoirs ou une harmonisation ?

Cela demande-t-il, ou instaure-t-il une élite du savoir ?

Est-ce totalitaire ?

Une bureaucratie sera-t-elle nécessaire pour son bon fonctionnement ?

Quels besoins légaux cela nécessite-t-il ?

Cela va-t-il endommager l'autorité morale traditionelle ?

Cela nécessite-t-il une défense militaire ?

Cela sert-il des buts militaires ?

Quelles conséquences cela a-t-il sur la guerre ?

Est ce un instrument de masse ?

Est-ce compatible avec la création d'une économie globale ?

Cela va-t-il renforcer les entreprises multinationales ?

Quel type de capital cela requière-t-il ?



Culture technique des utilisateurs

L'utilisation quotidienne des outils conviviaux implique d'aller au-delà du simple rapport de l'individu aux fonctionnalités des outils industriels, vus comme boîtes noires, que seuls quelques spécialistes ouvrent de temps en temps, pour les réparer ou les modifier. Dans une société conviviale, l'entretien, la réparation ou la fabrication de ses outils est à la portée de nombreux utilisateurs, et il ne manque jamais quelqu'un pour éviter d'avoir à payer des spécialistes pour remplir de telles tâches. La culture technique des sociétés conviviales est donc élevée, non pas dans l'absolu (il ne s'agit pas de "s'approprier" les techniques industrielles, par exemple), mais relativement aux outils conviviaux utilisés quotidiennement pas ses habitants.

Intégration des techniques entre elles

Bien que la division sociale du travail s'accentue toujours plus, les techniques industrielles tendent au contraire à former un tout toujours plus cohérent. Ce mouvement d'intégration (les techniques formant un "système technicien") est une tendance de fond, pour laquelle on ne voit pas de limites. Riches ou pauvres, nous nous retrouvons à dépendre toujours davantage d'un tel système, injuste, voire amoral. Ce cadre forme le cadre habituel et obligatoire de nos actions. Et les contraintes de nos vie proviennent d'avantage de ce cadre technique incontournable, que des autres humains, de nos institutions ou encore des autres êtres vivants et des écosystèmes. Une société conviviale serait donc capable de reconnaître ses contraintes et de les desserrer. Non pas pour ce rendre maître du système technicien, mais pour faire éclater ce système en plus petits ensembles techniques.

Type de jonction entre les techniques

Dans les sociétés industrielles, la part du "travail social" (au sens donné par André Gorz) (8) augmente toujours plus, ce travail n'étant utile que combiné avec le travail d'un grand nombre de travailleurs qui ne se connaissent pas. Les liens entre de tels travailleurs disparaissent pour ne relever que d'échange d'informations, dont la circulation assure la jonction (articulation) entre différentes techniques et outils pris en charge par ces travailleurs. L'informatique assure cette circulation d'information, en présentant aux humains des interfaces de saisies et des logiciels guidant leurs actions les unes après les autres. Le sous-titre d'un ouvrage de Sylvie Craipeau, portant sur le travail collectif informatisé, rend ainsi clairement compte de cette réalité : *Travailler ensemble séparément* (9). Dès lors, les techniques sont utilisées et combinées entre elles, en vue de faire fonctionner une organisation dont la finalité est plus ou moins claire. Au sein de cet ensemble technique, l'information est typiquement ce qui circule entre deux fonctions techniques différentes (un service marketing et un service production par exemple), afin de coordonner leurs actions respectives.

Contrairement aux émotions des personnes, les informations sont parfaitement objectivées. Elles rendent comptent de l'état du monde tel qu'il a été modélisé et inscrit dans les logiciels assurant leur circulation. Dans ce cadre, on comprend donc que les liens véritables entre humains agissant dans une telle organisation sont voués à disparaître. L'existence de ces liens ne sera possible qu'ailleurs, dans un cadre privé et plus restreint, où il ne s'agit plus de travailler, mais de consommer seulement, à la hauteur du statut social de chacun. Cette existence privée peut alors être exagérément investie, comme étant le seul espace social offrant des possibilités de bonheur et d'autonomie. Cela est de nature à pousser un petit nombre de relations (couples, famille, amis) au-delà de ce qu'elles pourraient offrir (10), faute d'être plus nombreuses, faute d'être ouvertes et reliées à un monde social plus vaste et plus riche. Idéalement, une société conviviale ne séparerait donc pas aussi brutalement ce qui est de l'ordre du travail et ce qui relève des liens directs entre les personnes. Car comment négocier la finalité de ce travail si la "vraie vie" est ailleurs ?

Où va notre société technicienne et marchande ?

Quel genre d'autonomie accorde-t-elle aux personnes, et au dépend de quelles autres ? D'un point de vue extérieur et objectivant, nous pourrions, à la manière de Leroi-Gourhan (11), parler d'un dilemme entre la perspective d'une société "évoluée" mais infiniment contraignante envers ses individus-rouages et l'autre perspective, celle d'une autonomie des personnes comme horizon politique prioritaire, indépendamment des performances globales de la société (conquête de l'espace, etc.). Ou, pour le dire autrement : entre un système technicien sans vie politique et une société conviviale à la recherche de l'autonomie de tous ses membres.

Cette opposition n'est-t-elle pas un peu superficielle ? N'intéresse-t-elle pas seulement ceux qui, obsédés par la course technologique, surestiment son influence sur la société ?... Nous espérons d'une part avoir montré dans ces articles que les techniques industrielles ne cheminent pas sans la

(8) « Le prolétaire achevé est celui dont le travail, entièrement hétéronome, n'a d'utilité que combiné avec le travail d'un très grand nombre de travailleurs. Ce travail est purement social. Le savoir-faire que, le cas échéant, il implique, est totalement dénué de valeur d'usage pour celui qui l'exécute : l'ouvrier ne peut aucunement s'en servir à des fins personnelles, domestiques, privées », André Gorz, *Adieux aux prolétariat*, Points, 1980, p. 58.

(9) Sylvie Craipeau, *L'entreprise commutante. Travailler ensemble séparément*, Lavoisier, 2001, p. 174.

(10) Le sociologue François de Singly parle ainsi de l'« inflation des attentes » au sein du couple contemporain.

(11) André Leroi-Gourhan, *Le geste et la parole II. La mémoire et les rythmes*, 1964, Albin Michel, p. 199.

culture et la mécanique marchande qui vont avec, et leur donnent sens aux yeux de leurs contributeurs les plus actifs. D'autre part, la présentation de ce dilemme entre autonomisation du système technicien et autonomisation des personnes n'est sans doute pas inutile, en ce qu'il permettrait d'expliciter les objectifs et les valeurs (voire le laisser-faire irresponsables et l'absence de valeurs) des industriels, hommes d'affaire et "décideurs politiques"...

Relation Masculin / Féminin

La notion d'autonomie a une signification plus précise et plus riche politiquement que celle de liberté. Pourquoi ? Parce qu'elle nous invite à nous mettre d'accord sur les appuis concrets (techniques, mais pas seulement) à partir desquels se déploie la liberté des un-e-s et des autres. Cette liberté a forcément une contrepartie qui est l'entretien dans le temps de tels appuis. Florian Olivier définit ainsi l'autonomie comme "un ensemble de dépendances que l'on entretient (mais qu'il faut identifier)" (12).

Notre société industrielle nous force à accepter moult détours (l'argent, la science, les techniques industrielles, les médias de masse, la vie urbaine, les instances de représentation politique) pour assurer notre survie, de sorte que nous ne savons plus à quoi nous travaillons, et que nous n'avons plus la capacité même d'en décider.

En insistant à travers ces articles sur le rôle des techniques industrielles dans cette perte d'autonomie, nous pourrions laisser penser qu'un projet d'autonomisation devrait donc mettre au centre de l'attention les techniques, en invitant tout le monde à être un (poly)technicien hors pair, capable de produire toute sorte de chose (nourriture, logement, médicaments, outils, vêtements, etc.). Cette façon de comprendre « l'autonomie » comme une autre façon de produire serait pourtant reprendre à notre compte l'essentiel de ce qui constitue les promesses non tenues par l'industrie. A savoir : "en produisant le plus vite possible, le reste suivra".

Le "reste", c'est précisément ce qui assure la reproduction sociale et biologique de nos conditions de vie, la part de nos activités quotidiennes non encore valorisée économiquement, les tâches invisibles essentiellement prises en charge par les femmes. En un mot, l'intendance. C'est pourquoi, le genre, vision culturelle de ce qui est masculin et féminin, est une autre notion essentielle à partir de laquelle nous pourrions donner un contenu plus complet aux projets d'autonomie. Dans cette perspective d'autonomisation, la sortie de l'industrie n'est pas seulement un réoutillage de la société, mais une critique des rôles sexués sans laquelle ce réoutillage n'aboutirait qu'à favoriser certaines activités industrielles (produisant des nouveaux outils valorisés, comme par exemple des panneaux solaires) plutôt que d'autres.

Si l'autonomie est la négociation collective et démocratique de ce dont nous dépendons, alors nous trouverons parmi ces choses les plus pré-


Esteban

L'atelier de réparation de vélo de Pignon sur Rue à Lyon.

cieuses auxquels nous tenons le "souci des autres" (13). Pour savoir et apprendre comment une personne devient autonome (du point de vue de celles qui se pensent comme telles... !), il conviendrait de s'intéresser au travail, aujourd'hui effectué pour l'essentiel par les femmes, en direction des humains qui ne sont justement pas autonomes (enfants, personnes âgées, exclus, etc.). Ce travail sur autrui est aussi ce par quoi les institutions tiennent debout, par des ordres symboliques vivants plutôt que par des dispositifs techniques. Nous y trouverions certainement un domaine où coexistent plusieurs définitions possibles de ce qu'est l'autonomie, domaine qui a "l'avantage" de ne pas avoir été entièrement colonisé par les médiations marchandes et industrielles (14).

Deun ■

Article paru sur le site decroissance.info

(12) Florian Olivier, *Les communautés politiques alternatives et la question de l'argent*.

(13) Patricia Paperman et Sandra Laugier (dir.), *Le souci des autres*, 2005, Editions de l'EHESS. Extrait de la quatrième de couverture : « *En réintégrant dans le champ des activités sociales significatives des pans entiers de l'activités humaine négligés par la théorie sociale et morale, ces approches ébranlent la partition entre des registres habituellement disjoints. Les questions triviales— qui s'occupe de quoi, et comment ? — font appel à une anthropologie différente comprenant dans un même mouvement la vulnérabilité, la sensibilité, la dépendance. Elles mettent en cause l'universalité de la conception libérale de la justice, installée en position dominante dans le champ de la réflexion politique et morale, et transformant la nature même du questionnement social* »

(14) Note de la rédaction : voir "Décroissance, la question du féminisme" de Marie Najman, *S!lence* n°350, octobre 2007.

La société industrielle est notre aliénation

Theodore John Kaczynski est l'auteur d'un manifeste critiquant vigoureusement le monde industriel et technologique qui prive peu à peu l'homme de toute liberté. Il est célèbre sous le nom d'*Unabomber* pour avoir pratiqué des actes de terrorisme à l'encontre de chercheurs et de symboles de la techno-science durant 18 ans, de 1978 à 1995, aux Etats-Unis. Ce sont évidemment ses idées et non ses actes qu'il nous semble intéressant de présenter ici à travers quelques extraits de son ouvrage *La Société industrielle et son futur* : l'actualité de ses analyses du système technicien est brûlante.



Esthétique

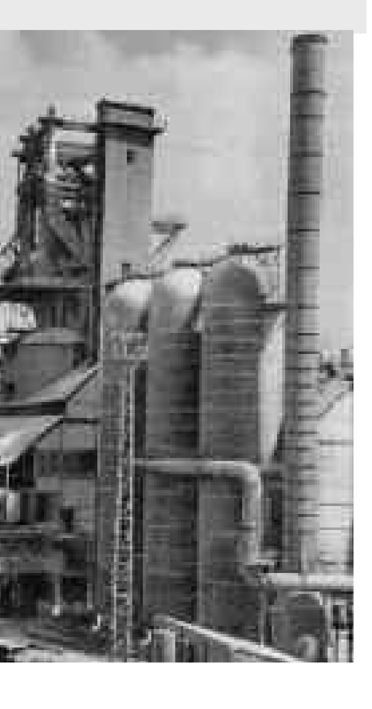
Est-ce que c'est laid ? beau ?

Est-ce que ça génère de la laideur ? de la beauté ?

Est-ce bruyant ?

Combien de place cela prend ?

Dans quelle mesure la qualité de vie va-t-elle s'en ressentir ?



Une avancée technologique qui apparaît à première vue comme ne présentant pas de danger pour la liberté se révèle souvent très menaçante au bout d'un certain temps. Par exemple, considérons les transports. Un homme à pied pouvait pratiquement aller où bon lui semblait, à son rythme sans s'occuper des règles du code de la route et était indépendant des structures technologiques. Quand les véhicules à moteurs sont apparus, ils semblaient devoir donner plus de liberté à l'homme. Ils n'empiétaient pas sur la liberté du piéton, personne n'avait d'automobile s'il n'en voulait pas, et celui qui choisissait de posséder une automobile pouvait voyager beaucoup plus vite qu'un homme à pied.

Mais l'introduction de ces engins a rapidement changé la société de telle façon que la liberté de se déplacer s'en est trouvée restreinte. Quand les automobiles deviennent trop nombreuses, il devient nécessaire de réglementer leur usage. Dans une voiture, tout spécialement dans les zones fortement peuplées, personne ne peut se déplacer à son rythme, le mouvement est dicté par celui du flot et par les règles du code de la route. De surcroît, l'utilisation d'un moyen de transport motorisé n'est plus simplement optionnelle. Depuis l'introduction de ces engins, la conformation de nos villes a tellement changé que la plupart des gens ne peuvent plus vivre sans avoir à se déplacer sur de longues distances entre leur domicile et leur travail, les centres commerciaux, et autres, ce qui fait qu'ils *dépendent* de l'automobile pour le transport. Ou bien ils utilisent les transports publics, auquel cas ils ont encore plus perdu quant à leur liberté de déplacement qu'en prenant la voiture.

Même la liberté du piéton a été considérablement restreinte. En ville, il est continuellement obligé de s'arrêter aux stops et aux feux qui servent principalement à gérer le trafic automobile. A la campagne, le trafic rend la marche extrêmement dangereuse et déplaisante le long des grand-routes. (Notez le point important que nous avons illustré avec le cas du transport motorisé : quand un nouvel artefact technologique est introduit en tant qu'option qu'un individu peut refuser ou accepter, il ne *reste* pas souvent optionnel. Dans la majorité des cas, la nouvelle technologie change la société de telle façon que les gens se trouvent *contraints* de l'utiliser.)

Chaque technique libère, le système technicien aliène

Alors que le progrès technologique *dans son ensemble* réduit continuellement notre sphère de liberté, chaque nouvelle avancée technologique *considérée seule* apparaît sous un jour favorable. L'électricité, l'eau courante, les communications à longue distance… Comment pourrait-on protester contre ces choses ou contre n'importe quelles autres avancées parmi les innombrables qui ont été faites dans la société moderne ? Il aurait été absurde de s'opposer au téléphone par exemple. Toutes ces avancées technologiques prises ensemble ont créé un monde où le destin de l'individu moyen n'est plus entre ses mains, ou entre celles de ses voisins ou amis, mais dans celles des politiciens, des dirigeants de trusts, et d'inaccessibles et anonymes techniciens et bureaucrates sur lesquels il n'a aucun pouvoir. Le même processus se poursuivra dans le futur. Prenons l'ingénierie génétique par exemple. Peu de gens résisteront aux techniques génétiques qui élimineront les maladies héréditaires. Elles ne présentent pas d'inconvénient apparent, et empêchent la souffrance. Il est pourtant évident qu'une bonne partie des travaux en génétique transformera

l'homme en un produit manufacturé au lieu qu'il demeure une création du hasard (ou de Dieu, ou ce que vous voulez, suivant vos convictions).

La liberté disparaît

Une autre raison pour laquelle la technologie est une force sociale si puissante vient du fait que, dans une société donnée, le progrès technologique avance dans une seule direction ; il ne peut être arrêté. Une fois qu'un artefact a été introduit, les gens en deviennent généralement dépendants, jusqu'à ce qu'il soit remplacé par un artefact plus récent. Ce ne sont pas les individus qui deviennent dépendants, mais le système tout entier (imaginons ce qui arriverait à l'heure actuelle si les ordinateurs disparaissaient). Ainsi le système ne peut avancer que dans une direction, vers toujours plus de progrès technique. La technologie force continuellement la liberté à reculer — sauf destruction complète du système technologique tout entier.

Combattre le système industriel

La technologie avance à grande vitesse et menace la liberté de tous côtés à la fois (surpopulation, lois et réglementations, surdépendance de l'individu vis-à-vis des grandes organisations, propagande et autres techniques psychologiques, manipulations génétiques, violation de la vie privée par les systèmes de surveillance et les ordinateurs, etc.). Résister à *chacun* de ces dangers requerrait une longue lutte sociale différente. Ceux qui veulent protéger la liberté sont submergés par l'incroyable nombre de nouvelles attaques et la vitesse à laquelle elles se propagent, ce qui les rend dérisoires et les accule à la reddition. Combattre chacun de ces dangers séparément serait futile. Un succès ne peut être espéré qu'en combattant le système technologique dans son ensemble ; mais ceci est une révolution et non une réforme.

Un argument souvent avancé contre la révolution que nous proposons est qu'elle est vouée à l'échec, car (prétend-on) du fait que la technologie a toujours progressé au cours de l'histoire, il est impossible qu'elle régresse. Mais cette affirmation est fausse.

Technologie de base ou technologie systémique ?

Nous distinguerons deux types de technologie que nous appellerons technologie de base (à petite échelle) et technologie systémique (dépendante de grosses infrastructures). La technologie de base est celle qui est utilisée par de petites communautés sans assistance extérieur
logie systémique est celle des gros
tions sociales. Nous sommes d'accor
cas de la technologie de base, aucu
régression significatif n'a eu lieu. M
logie systémique *régresse* quand l
sociale dont elle dépend s'effondre.
Par exemple : quand l'empire romai
gra, la technologie de base romaine
n'importe quel artisan adroit de vil
par exemple, construire une roue à
forgeron faire de l'acier suivant l
romaines, et ainsi de suite. Mais la
romaine systémique, elle, *régressa*.
ducs finirent par être hors d'usage
jamais réparés. Leurs techniques de
furent perdues. Leur système sanita
oublié, ce qui fait que celui des villes
n'a atteint que récemment le niveau
Rome antique.

La raison pour laquelle la technolog
semblé progresser est que, jusqu'à
deux avant la Révolution industriell
partie de la technologie était de la te
base. Mais depuis nous sommes ent
de la technologie systémique.

L'exemple du réfrigérat

Prenons le réfrigérateur, par exem
développement industriel et l'infras
nante, il aurait été impossible à de
concevoir et construire un réfrigér
quelque miracle, ils eussent pu en c
il aurait été impossible de le faire
sans une source fiable d'électricité.
rage aurait été nécessaire avec une turbine. Cette dernière nécessite une quantité considérable de fil de cuivre. Essayez d'imaginer de produire tout ce câblage hors d'un environnement industriel. Et où auraient-ils trouvé le gaz nécessaire à la réfrigération ? Il aurait été plus simple de construire une chambre froide ou de préserver les aliments en les séchant ou salant, ainsi que cela fut fait avant l'invention du réfrigérateur.

Theodore John Kaczynski ■
1978

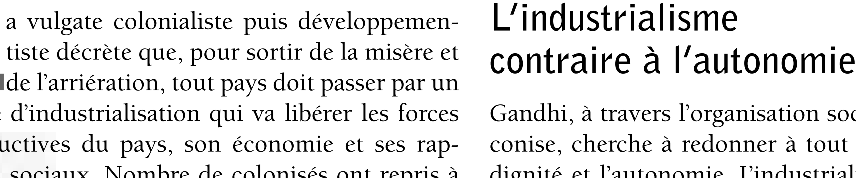
Tim D


DR



Gandhi : de la production de masse à la production par les masses

L'industrialisme fait partie d'un système plus vaste qui englobe des rapports sociaux, économiques et politiques de domination. C'est l'idée que semble défendre Gandhi, qui relie l'autonomisation du peuple indien par rapport à l'occupant britannique à une libération du système industriel importé de l'Occident. Sa réflexion a rencontré de nombreux échos ultérieurs dont certains sont également présentés ici, témoignant de sa fécondité possible.



La vulgate colonialiste puis développementiste décrète que, pour sortir de la misère et de l'arriération, tout pays doit passer par un stade d'industrialisation qui va libérer les forces productives du pays, son économie et ses rapports sociaux. Nombre de colonisés ont repris à leur compte cette idée de sens de l'Histoire vers le progrès libérateur, en la prenant pour argent comptant. L'industrialisme est-il la solution qui permettra à l'Inde de s'émanciper ? C'est ce que semblent penser Nehru et la majorité de l'élite intellectuelle indienne qui ont une vision ambitieuse d'une Inde basée sur une industrialisation de caractère capitaliste, intensive et massive.



Se libérer de la misère ou la renforcer ?

Gandhi perçoit ce modèle occidental comme un piège que son pays doit éviter. Pour lui, l'industrialisme est une fausse solution au problème de la misère. Il constitue un remède pire que le mal qu'il veut combattre. "La situation présente est sans aucun doute insupportable, écrit-il. La pauvreté doit disparaître. Mais l'industrialisme n'est pas la solution" (1). Les travailleurs engagés dans ces industries, amputés de leurs occupations traditionnelles, ont en effet perdu la précieuse autonomie liée à leurs savoir-faire et ont dû rejoindre la masse des chômeurs dépendants du marché du travail sur lequel ils n'ont plus qu'à se vendre.

L'industrialisme contraire à l'autonomie

Gandhi, à travers l'organisation sociale qu'il préconise, cherche à redonner à tout son peuple la dignité et l'autonomie. L'industrialisme est pour lui un obstacle radical à cette dernière. "Le *swaraj* (autonomie), écrit-il, ne peut être atteint par la construction de grandes usines qui contribuent à l'exploitation" (2). Ces grandes usines et les cités industrielles qui les accompagnent sont au contraire des lieux où l'on apprend à se déposséder de son autonomie et à entrer dans un mode de vie aliéné. L'aliénation se manifeste autant dans la production industrielle que dans la consommation de produits issus de l'industrie. "Nous devons expliquer aux gens qu'utiliser des produits de fabrication industrielle, c'est courir au désastre, explique-t-il. On ne devrait pas acheter des biscuits industriels même si c'est moins cher" (3).

La "dernière part" de l'activité nationale

Pour Gandhi, l'industrie, loin d'être le fer de lance de la modernité comme dans les imaginaires capitaliste et socialiste, n'est là que pour seconder les activités artisanales et agricoles villageoises. Elle est secondaire et constitue une sorte de "moindre mal" pour certaines productions impossibles à trop petite échelle. Gandhi s'en méfie car, pour lui, l'industrie lourde est synonyme de centralisation. Il convient d'éviter autant que possible la "production de masse", c'est à dire "la production par le plus petit nombre de personnes à l'aide de technologies

(1) *Young India*, 7 octobre 1926.
(2) *Integral Revolution*, p. 28.
(3) *Reorientation of Khadi*, p. 52.

hautement complexes". Ce processus s'inscrit en effet dans une dynamique anti-démocratique (4). Mais lorsque l'industrialisation est nécessaire, alors il se prononce dans une perspective pragmatique pour sa nationalisation. "Je suis suffisamment socialiste pour dire que de telles usines devraient être nationalisées ou contrôlées par l'Etat", écrit-il en 1924 (5). "Les industries lourdes devraient être centralisées et nationalisées, écrit-il dans son ouvrage sur le programme constructif, rédigé entre 1941 et 1945. Mais elles occuperont la dernière part de la vaste activité nationale qui se déroulera essentiellement dans les villages" (6).

Décentraliser la production

A l'inverse d'une organisation basée sur une industrie centralisée, Gandhi estime en effet qu'une économie non violente doit être autant que possible décentralisée et basée sur la production des villages. Il considère la centralisation du pouvoir et la concentration de la richesse comme étant des violences en elles-mêmes. A l'inverse, l'autonomie doit être bâtie par la base, c'est-à-dire à partir des milliers de villages qui composent l'Inde et abritent l'immense majorité de ses habitants. La décentralisation invite donc à un pouvoir polycentré : dans cette organisation, "chaque village deviendra le centre névralgique de l'Inde indépendante" (7).
Dans une économie décentralisée, la richesse est issue de la base, à l'inverse de la logique de la centralisation, dans laquelle "les bénéfices de l'industrialisation sont censés percoler lentement du haut vers le bas" (8).

Le rôle central du *khadi*

Comment s'organise cette économie décentralisée et libérée autant que possible de l'industrie ? Gandhi prône une organisation économique basée sur le *khadi*, c'est-à-dire le principe selon lequel l'ensemble de la chaîne de production du coton, de la culture à l'habit fini, peut être réalisée dans les villages. Le *khadi* est fondamental dans le programme constructif gandhien. Il symbolise et incarne l'autonomie possible de tous et de chacun pour ce besoin fondamental : se vêtir. S'autonomiser par la maîtrise de cette chaîne de production permet d'aller beaucoup plus loin encore que la simple contestation et la résistance aux conditions imposées par l'occupant britannique : cela permet de se passer concrètement de son concours en n'ayant plus besoin de lui. On voit combien, pour Gandhi, la libération par rapport à l'hétéronomie des usages concorde avec la libération politique vis-à-vis de la Grande-Bretagne.

Au cœur du *khadi* il y a cette exigence de "la production pour l'usage plutôt que pour le commerce" (9). Celle-ci a le gros avantage de permettre d'échapper aux fluctuations du marché et donc d'avoir plus de maîtrise sur ses conditions de vie. De plus, le *khadi* permet de ramener les activités et l'intelligence dans les villages. Il valorise le rôle des femmes dans le processus d'acquisition de l'indépendance et fait prendre conscience aux gens de leur dignité et de leur pouvoir. Gandhi rêve d'une généralisation de cette pratique, mais il n'aspire pas non plus à un peuple de tisserands : il n'attend pas que l'on passe plus d'une heure par jour à ce travail.

La force matérielle et symbolique du rouet

Gandhi tient par ailleurs à préciser qu'il ne s'agit pas de retourner au passé où l'homme était esclave de son *charka* (rouet) pour vivre. Au contraire il s'agit d'utiliser le rouet à filer le coton comme un instrument social d'émancipation. L'usage que l'on peut faire de cet instrument peut être socialement très varié, de même que "l'homme libre mange le même pain que l'esclave, [mais que] l'un mange le pain de la liberté, l'autre de l'esclavage" (10). Ainsi, estime-t-il, qu'il revient au mouvement d'émancipation de l'Inde "la tâche de faire du *charka*, qui a été durant des siècles un symbole de pauvreté, de misère, d'injustice et de travail forcé, le symbole de la puissante force de la non-violence, du nouvel ordre social et de la nouvelle économie" (11). Le rouet, estime finalement Gandhi, est une arme puissante pour le combat politique, social et économique d'émancipation du peuple indien. Il devrait être, et cela est essentiel pour comprendre la pensée gandhienne, le *symbole de la liberté à la fois économique et politique*.

Les autres activités villageoises

Mis à part le *khadi*, c'est l'agriculture qui joue un rôle également central dans l'activité et l'organisation du village telles que les conçoit le mahatma. "Le *khadi*, sinon l'agriculture" martèle-t-il (12). D'autres activités productives de village fleuriront également dans la société que Gandhi appelle de ses vœux. Mais elles auront un rôle moins central que le *khadi* et viendront en soutien de celui-ci. "Elles ne peuvent exister sans le *khadi*, écrit-il en 1942, et le *khadi* sera privé de sa dignité sans elles. L'économie des villages ne peut être complète sans les activités de transformation villageoises essentielles telle que le tissage et la couture à la main, la fabrication de soupe, de papier,

Pour en savoir plus

Livres

> *Small il beautifull*, Ernst Friedrich Schumacher, éd. Point Seuil, 1978
> *L'impasse industrielle*, Ingmar Grandstedt, éd. Seuil, 1980.
> *L'An 01,* Gébé, éd. L'Association, 1970, rééd. 2000. BD qui a largement influencé le mouvement écolo à ses débuts. Un film de Jacques Doillon en a été tiré en 1973 avec Thierry Lhermitte, Coluche, Gotlib, Gébé, Jacques Higelin…
> *La société industrielle et son avenir*, Theodore Kaczynski, éd. Hache, 2002.
> *Crépuscule de l'industrialisme*, Josyane et Alain Cassaigne, éd. France Delory, 2000. 97 photos en noir et blanc avec textes et poèmes.
> *Vers une écologie industrielle*, Süren Erckmann, éd. Charles Léopold Mayer, 2003.
> *Les Luddites. Bris de machines, économie politique et histoire*, V. Bourdeau, F.Jarrige, J. Vincent, éd. Ere, 2006.
> *Du chômage à l'autonomie conviviale*, Ingmar Grandstedt, éd. A plus d'un titre, 1982, rééd. 2007.
> *La tyrannie technologique,* ouvrage collectif, éd. L'Echappée, 2007. Textes de Pièces et mains d'œuvres, appel de Raspail, opposants à la biométrie…
> *Revivre à la campagne,* John Seymour, éd. De Borée, 1976, rééd 2007.

(4) *Harijan*, 2 novembre 1934.
(5) *Young India*, 13 novembre 1924.
(6) *Constructive Programme*, p. 13.
(7) *Reorientation of Khadi*, p. 7.
(8) Ibid.
(9) Ibid., p. 53.
(10) Ibid., p. 2.
(11) Ibid, p.14.
(12) Ibid, p. 40.

d'allumettes, le tannage, le pressage de l'huile…" (13). Gandhi précise par ailleurs que, "autant que possible, chaque activité sera menée sur des bases coopératives" (14). "Un tel développement, précise son disciple Jayaprakash Narayan, pourrait en outre rétrécir le fossé qui va s'élargissant entre villes et villages, et tempérer les nuisances de l'urbanisation".

Jayaprakash Narayan et les communautés agro-industrielles

Selon l'économiste gandhien (et ex-marxiste) Jayaprakash Narayan (15), il faut faire en sorte que "chaque village ou au moins chaque petit groupe de villages se développe comme une communauté agro-industrielle". Que signifie cette expression ? "Le terme 'agro-industriel' signifie un mélange organique d'agriculture et d'industrie", explique-t-il. Et de préciser qu'"une communauté agro-industrielle ne produirait, par exemple, pas uniquement (…) des fruits et des légumes, du sucre de canne et du coton, mais aussi des radios, des pièces de bicyclettes, de petites machines, des appareils électriques, etc., qui peuvent être nécessités dans la région". Il n'y a donc pas à rejeter toute production de type industriel, mais à limiter celle-ci à la petite industrie la plus décentralisée possible, pour des biens eux-mêmes d'une complexité limitée. Il faut distinguer différentes échelles d'industrie : de village, de district, d'Etat. Et ne pas appliquer le même régime à chacun de ces niveaux d'industrialisation.

Pour une économie gandhienne moderne et innovante

Narayan affirme que son propos n'est nullement de vouloir conserver à tout prix des modes de production traditionnels. Les innovations techniques sont tout à fait possibles et souhaitables dans un modèle d'économie gandhienne : "On doit effectuer un effort constant et organisé pour améliorer la machinerie de petite taille, de telle sorte que, sans rien ajouter à son prix, son efficacité et sa productivité continuent d'augmenter". Pour cela, il convient d'encourager la "recherche". Mais l'essentiel est que cette innovation doit se faire selon des critères qui rendent cette technique accessible et appropriable par le plus grand nombre.

En réalité, Gandhi n'est pas un obscurantiste opposé à toute industrialisation ou technique innovante. "Je ne cherche pas l'éradication de la mécanisation, mais sa limitation", écrit-il en 1924 (16).

Production de masse ou production par les masses?

Dans cette optique, laissons à l'économiste britannique E.F. Schumacher le soin de conclure, en faisant le lien entre la pensée gandhienne et des perspectives qui nous sont plus familières : "Selon Gandhi, tous les pauvres du monde ne peuvent trouver de secours dans la production de masse, mais seulement dans la production par les masses. Le système de production de masse — qui repose sur une technologie sophistiquée, très gourmande en capital, tributaire d'une forte consommation d'énergie, et qui fait l'économie du travail de l'homme — présuppose que l'on soit déjà riche, car on a besoin d'un fort investissement en capital rien que pour établir un seul poste de travail. Le système de production par les masses mobilise, lui, les ressources inappréciables propres à tous les êtres humains : leur esprit éclairé et leurs mains expertes, et leur donne en renfort des outils de première classe. La technologie de la production de masse porte en elle la violence. Elle fait des ravages sur le plan écologique. Elle va à l'encontre du but recherché quant aux ressources non renouvelables et annihile la personne humaine. La technologie de la production par les masses, qui fait appel au meilleur de la connaissance et de l'expérience modernes, favorise la décentralisation, est compatible avec les lois de l'écologie, et fait un emploi modéré des ressources rares. Enfin, elle se propose de servir la personne humaine au lieu d'en faire l'esclave des machines. Je l'ai appelée technologie intermédiaire (ou de niveau moyen), pour indiquer qu'elle est de beaucoup supérieure à la technologie primitive des siècles passés tout en étant, dans le même temps, beaucoup plus simple, plus économique et indépendante que la super-technologie des riches. On peut aussi l'appeler technologie de l''aidez-vous vous mêmes', ou 'technologie démocratique', ou encore 'technologie du peuple' : une technologie à laquelle tout le monde peut accéder et qui n'est pas réservée à ceux qui sont déjà riches et puissants " (17).

Etonnant aller-retour entre les réflexions d'un opposant indien à l'impérialisme britannique dans la première partie du 20e siècle, et un économiste britannique qui s'appuie sur ces positions pour inventer une pensée moderne, écologiquement et socialement innovante pour la société du 21e siècle.

Guillaume Gamblin ■

Pour en savoir plus

Sites internet

> "Rendez-nous notre objet d'aliénation favori ! ou pourquoi la technologie est le problème." et d'autres textes sur le site de Pièces et Main d'œuvre : *pmo.erreur404.org* .
> *www.decroissance.info*, site d'informations et de débats.
> *www.apres-developpement.org*, nombreux textes de réflexions.
> *www.savoir-revivre.org*, reprise sur internet d'un livre introuvable de Jacques Massacrier publié en 1973, éd. Albin-Michel.

Associations

> *La Ligne d'Horizon, 7 villa Bourgeois, 92240 Malakoff, www.lalignedhorizon.org*. Association de réflexion sur l'après-développement.

(13) Ibid. p.16
(14) *Harijan*, 26 juillet 1942.
(15) Réflexions extraites de son texte "Swaraj for the people", cité dans *Challenge of Poverty and the Gandhian Answer*, pp. 73-77.
(16) Young India, 13 novembre 1924.
(17) Schumacher E.F., *Small is beautiful*, Seuil 1978, p.160-16.

Alternatives


Marie Clem's

Les Amap poussent comme des champignons

Les associations pour le maintien d'une agriculture paysanne mettent en liaison des consommateurs avec un ou des producteurs. Les premiers gagnent en qualité (bio le plus souvent), les seconds s'assurent un débouché, évitent la mévente, peuvent bénéficier d'un coup de main. Le mouvement est parti de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur en 2001. Rien que dans cette région on y compte déjà, début novembre 2007, 120 Amap qui concernent 140 producteurs et 4200 foyers. Rhône-Alpes suit avec 80 Amap, 128 producteurs et 3200 foyers.
Il y en a déjà 73 en Midi-Pyrénées, 57 en Pays-de-Loire, 53 en Ile-de-France, 32 en Aquitaine… au total plus de 500 Amap dans toute la France, six de plus chaque mois. Elles sont recensées sur le site de *l'Alliance, http://alliancepec.free.fr*.

Caravane Tournesol

De 1999 à 2005, la caravane Tournesol a procédé à de nombreux déplacements de son semi-remorque de démonstration des solutions concrètes dans les domaines de l'eau, l'énergie, l'alimentation, l'habitat, l'art… Les animateurs du projet sont aujourd'hui impliqués dans des projets plus sédentaires, en deux lieux "Cabrafol" dans l'Hérault et "Le Manoir de la Gré" en Loire-Atlantique. Ils recherchent des personnes qui seraient intéressées pour reprendre le projet, en profitant du fait que la propriété du semi-remorque est déjà associative. La remorque est actuellement visible en Loire-Atlantique. *Manoir de la Gré (Mata), 44660 Soulvache, tél : 06 60 83 15 79* ou *Cabrafol (Vince, Tala, Reï), Violgues, 34390 Saint-Vincent-d'Olargues, tél : 04 67 97 08 71.*

La première AMAP de France à Ollioules dans le Var (voir S!lence n° 342).

Prix Nobel alternatif

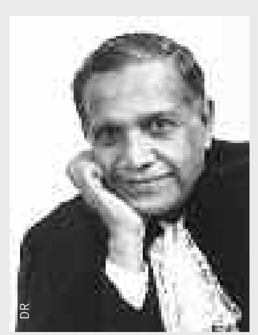
Comme chaque année depuis 1980, la fondation suédoise *Right livelihood awards* a remis son prix "Nobel alternatif" à la veille des Nobel officiels. En 2007, ce prix se partage entre Christopher Weeramantry (Sri Lanka), Dekha Ibrahim Abdi (Kenya), Percy et Louise Schmeiser (Canada), et la compagnie Grameen Shakti (Bangladesh).

Christopher Weeramantry, né en 1926, est un juriste de renommée internationale, aujourd'hui vice-président de la cour internationale de justice. Il a notamment écrit un livre sur les questions juridiques liées à l'armement nucléaire et est à l'origine de la décision de la cour internationale de les déclarer illégales. Il a également écrit sur la prise en compte de l'environnement dans le droit international pour définir ce qu'est un développement soutenable. Il a récemment écrit un livre sur le droit, l'éthique et la recherche médicale. Il anime depuis 2001 le centre international pour la recherche et l'éducation à la paix au Sri Lanka.

Dekha Ibrahim Abdi, née en 1964, est investie au Kenya dans des groupes de médiation non-violents et inter-religieux qui mènent des actions de base et des médiations avec les autorités locales pour favoriser le dialogue dans des régions régulièrement en conflit. Elle a notamment contribué à favoriser le dialogue entre tribus en contournant le pouvoir masculin et en réalisant des initiatives de paix avec le soutien des femmes. Elle a contribué à la mise en place de plusieurs "oasis de paix" au Kenya et dans l'Est-Africain.

Percy et Louise Schmeiser, nés en 1931, sont agriculteurs dans le Saskatchewan, une province canadienne. En 1998, ils reçoivent une lettre de *Monsanto* qui leur demande de payer une licence pour usage de semences OGM détectées dans leurs champs par des inspecteurs de la firme. Ils répondent qu'ils n'ont jamais utilisé de cultures OGM. Commence une longue bataille juridique, *Monsanto* ne pouvant admettre une pollution par un champ voisin. Tout au long de la procédure, la multinationale promet d'abandonner les poursuites si les Schmeiser signent un contrat d'achat de leurs semences. En fait, *Monsanto* est gêné par le fait que la famille Schmeiser produise elle-même ses semences depuis longtemps sans avoir besoin d'en acheter. Après avoir perdu devant les premières instances, le couple d'agriculteurs gagnera finalement devant la cour suprême du Canada… mais leurs semences sont perdues, contaminées par les OGM.

Grameen Shakti est une compagnie née au Bangladesh en 1996 avec le soutien de la *Grameen Bank*, afin de promouvoir les énergies renouvelables dans le pays. Elle a aidé à installer depuis, plus de 110 000 systèmes solaires dans 30 000 villages ruraux, principalement de petites installations photovoltaïques. Elle emploie aujourd'hui 1500 personnes et a formé plus de 1000 ingénieurs et autant de techniciens qui travaillent en indépendants. Elle dispose de sept centres technologiques et a engagé la formation d'un millier de femmes techniciennes. Les villages peuvent acheter les installations solaires grâce au relais des micro-crédits.


DR
Christopher Weeramantry.


DR
Dekha Ibrahim Abdi.


DR
Louise et Percy Schmeiser.


DR
Grameen Shakti.

Lille

Droits humains

Le Café citoyen présente du 1er au 15 décembre une exposition de dessins d'humour sur les droits humains, en lien avec la Ligue des droits de l'Homme. Le LDH expose aussi à la MRES, Maison régionale de l'environnement et de la solidarité, du 4 au 21 décembre avec une exposition intitulée "Etranges étrangers".

> *Café citoyen, 7, place du Vieux Marché aux Chevaux, 59000 Lille, tél : 03 20 13 15 73.*

> *MRES, 23 rue Gosselet, 59000 Lille, tél : 03 20 52 12 02.*

Rennes

Pour une maison de naissance

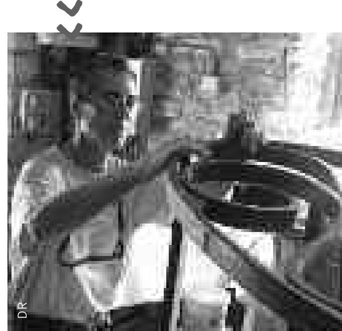
L'association MAISoùnaitON a été créée en janvier 2006 à Rennes pour porter un projet de maison de naissance. Alors que des maisons de naissance existent déjà par centaines de par le monde, on n'en compte que quelques-unes en France. Une maison de naissance est un lieu d'accueil, de suivi et d'accouchement constituant la pièce maîtresse d'une filière spécifique de suivi de grossesses et destinée aux femmes enceintes et à leur famille, dès lors que la grossesse, l'accouchement et le post-partum restent dans le cadre de la physiologie. Elle constitue une alternative innovante qui repose sur trois domaines : les sages-femmes comme professionnelles autonomes en assurent l'entière responsabilité médicale, conformément aux compétences reconnues légalement ; l'accompagnement global qui associe une femme à une sage-femme tout au long de sa maternité ; une structure physiquement et juridiquement différenciée pouvant se situer dans la maternité partenaire ou à distance, dès lors que le transfert des femmes peut se faire dans un délai compatible avec l'urgence. Pour en savoir plus : *MAISoùnaitON, 14, rue Per Jakès-Hélias, 35235 Thorigné-Fouillard, tél : 06 15 40 40 58 (Christiane) ou 06 64 92 59 71 (Marie).*

Vaucluse

Bergerie de Berdine

La Bergerie de Berdine est une association catholique qui depuis 1973 accueille des personnes en difficulté, surtout des toxicomanes et des alcooliques. Aujourd'hui, environ 70 personnes vivent dans un hameau entièrement restauré, avec agriculture biologique, élevage et vente directe au public d'agneaux, chevreaux, bois et légumes bio. Bergerie de Berdine, 84750 Saint-Martin-de-Castillon, tél : 04 90 75 13 08.





Bergerie de Berdines

Alpes-de-Haute-Provence

Création d'une Cigale

Une Cigale est un club d'investissement pour la gestion alternative et locale de l'économie. Des personnes se regroupent pour placer de l'argent dans des entreprises d'utilité écologique et sociale afin de favoriser l'émergence de projets. Une réunion pour la création d'une Cigale dans le département se tiendra le 10 décembre 2007 à 19 h, à la Maison des quatre coins, 27, rue V.-Heyriez, 04290 Volonne. Renseignements : *Véronique Branger, APEAS, 49, rue de Village, 13006 Marseille, tél : 04 91 99 02 40.*

Médias

> **L'Envolée,** *43, rue de Stalingrad, 93100 Montreuil.* Revue critique du système carcéral et judiciaire, elle accepte de publier les lettres de détenus qu'elle reçoit. Cela lui vaut d'être dans le collimateur de la justice. Le 29 mai 2007, elle a été condamnée à 3000 € avec sursis pour des lettres publiées dans les numéros 12 à 15. Le président du tribunal a présenté l'affaire ainsi "vous avez décrit maladroitement une situation bien réelle". Les lettres dénoncent des violences faites par les gardiens aux prisonniers. La revue étant fragile, elle a du mal à seulement faire face aux frais de justice. On peut s'abonner pour 10 € ou faire un don.

> **Anarchisme et non-violence 2.** D'avril 1965 à avril 1974, la revue Anarchisme et non-violence a publié de nombreuses réflexions sur ces sujets et sur l'actualité d'alors. La revue est de retour aujourd'hui… sur internet seulement : *http://anarchismenonviolence2.org.* On peut y lire de pertinents articles… en attendant une version papier !

> **Politis**, *2, impasse Delaunay, 75011 Paris, tél : 01 55 25 86 86, www.politis.fr.* L'hebdomadaire, pour son 46e hors-série publie un spécial "Vivre autrement" avec de très nombreux exemples concrets, individuels ou collectifs, et des rencontres avec Paul Ariès, Denis Baupin, José Bové, Pierre Rabhi, Jacques Testart, Patrick Viveret, Celina Whitaker… Le numéro 4,50 €.

> **Sans culotte 85**, *BP 7, 85440 Grosbreuil.* Depuis février 2007, les Vendéens disposent d'un mensuel alternatif, animé par trois journalistes ayant pris du recul avec leur métier. Beaucoup de contre-infos locales et aussi des réactions à l'actualité sarkozienne.

> **Billets d'Afrique… et d'ailleurs**, *Survie, 210, rue Saint-Martin, 75003 Paris, tél : 01 44 61 03 25.* Si vous croyez avoir des informations correctes par les médias dominants sur ce qui se passe dans les pays du Sud, une simple lecture de cette revue devrait vite vous remettre les idées en place. Avec une nouvelle formule très pro, en seulement seize pages, une présentation des magouilles de la France dans ses anciennes colonies et d'autres exploitations internationales. Abonnement : 20 € par an.



> **Grandir autrement**, *14, rue Charles-Beylier, 38400 Saint-Martin-d'Hères, tél : 04 76 01 85 77.* Vient de publier un hors-série "Naître… chez soi" extrêmement complet, avec de nombreux témoignages, conseils, contacts, 80 pages, tout en couleurs, 8,50 €.

> **Spirou n° 3629.** Le numéro du 31 octobre 2007 de la revue de BD est entièrement consacré au thème de l'écologie… avec des histoires et des jeux fort réussis. Comme quoi, on peut parler du sujet avec humour. Merci à Thiriet et aux autres animateurs de ce numéro imprimé pour une fois sur papier recyclé. Si vous avez loupé le numéro, sur le site www.spirou.com, vous pouvez retrouvez des dessins sur le blogécolo.

> **Ecologie et politique**, *Editions Syllepse, 69, rue des Rigoles, 75020 Paris.* Dans son numéro 34, cette revue de réflexion présente un large dossier sur les conflits liés au contrôle des ressources naturelles. Une autre façon de voir les conflits qui ensanglantent actuellement la planète et dont on peut prévoir qu'ils iront en croissant avec la pénurie qui se pointe.

Tourcoing

Décroissance au beurre

La compagnie Sens ascensionnels propose son spectacle "Café équitable et décroissance au beurre" au centre social La Marlière, 41, rue de Bourgogne, à Tourcoing, le vendredi 14 décembre à 14h30. *Sens ascensionnels, 53, rue de Valenciennes, 59000 Lille, tél : 06 84 20 61 72 ou 03 20 39 56 96.*

Le droit des cabanes

Les lois d'urbanisme toléraient jusqu'à maintenant les cabanes de petite taille ou des habitats nomades en dehors des zones constructibles. Cela a permis un mouvement en faveur des yourtes, des tipis, de la cabane nomade… particulièrement dans les zones de déprises rurales comme les Pyrénées et les Alpes. Le mouvement commencerait-il à en gêner certains ? Toujours est-il qu'en 2005, la "mission interministérielle d'aménagement du littoral Languedoc-Roussillon" a lancé une opération de recensement des autoconstructions et autres installations "abusives". Le recensement a pris des tournures plutôt inquiétantes avec des demandes de renseignements aux facteurs, clichés par hélicoptères…


DR

En octobre 2006, cela débouche sur une "charte de bonne conduite dans le cadre de la lutte contre la cabanisation", cette lutte étant présentée comme priorité pour l'Etat… au nom des dangers environnementaux et sanitaires.
Face à cela, des habitants de ces installations légères ont créé, début 2007 une association : Ma Cabane, Mouvement autogéré des chercheur-euses d'habitats autonomes, novateurs et écologiques. Cette association, partant du constat des difficultés de logement actuel en ville comme à la campagne, revendique la reconnaissance du "désir de sobriété heureuse" et le droit à la recherche de solutions de logement écologiquement économiquement légères afin de lutter contre l'exclusion, favoriser l'autoconstruction comme gage d'indépendance et de dignité, chercher à vivre avec une empreinte écologique la plus faible possible, ce qui relève de l'intérêt général. Ma Cabane revendique le droit à l'occupation des terrains vacants, la priorité aux résidences principales, la possibilité d'avoir des logements modulables, un habitat économe, des aménagements réversibles, une approche vivante du risque, une fiscalité incitative. Une autre association pour défendre ces logements précaires en région parisienne a également vu le jour.


DR

> *Ma Cabane, 7, rue de la Basse, 66500 Prades, www.macabane.info.*

> *Halem, habitants de logements éphémères ou mobiles, 2, rue de la Corne, 91590 La Ferté-Alais, tél : 06 18 94 75 16.*

Alpes-de-Haute-Provence

Rencontre interSel

Le Grain de Sel de Sisteron organise une rencontre interSel pour le département le samedi 15 décembre 2007 à partir de 11 h à la salle de l'Alcazar à Sisteron. *Le grain de sel, 1, rue des Grands-Jardins, 04200 Sisteron, Cathy au 04 92 31 22 97 ou cathy.mercier@tiscali.fr.*

Haute-Savoie

Atelier EquiThés

Aux Houches, l'Atelier Equithés propose les jeudis des soirées à thèmes autour d'un repas bio. Jeudi 6 décembre 2007, film *Ayurveda, l'art de vivre,* débat sur la médecine holistique, le yoga, les traitements par les plantes… Jeudi 13 décembre 2007, film *Chomsky et compagnie* d'Olivier Azam, débat sur le pouvoir des gens pour changer le monde. Vendredi 21 décembre 2007, soirée festive "solstice d'hiver". *Atelier EquiThés, 65, route des S'nailles, 74310 Les Houches, tél : 04 50 54 55 20.*

Rhône

Le Jardin d'Eden

Le Jardin d'Eden est une association qui fait la promotion de produits équitables, et notamment de produits issus du chanvre. Elle propose des soirées-débats sur différents thèmes. Prochain rendez-vous, samedi 1er décembre à 17h pour la projection du film L'*An 01* de Gébé, datant de 1972. *Jardin d'Eden, 8, rue Jubin, BP 2035, 69603 Villeurbanne cedex, tél : 04 78 68 09 44.*

Fêtes, foires salons

> **Grenoble : Naturissima.** 29 novembre au 2 décembre à Alpexpo. 200 exposants. *Alpexpo, BP 2408, 38034 Grenoble cedex 2, tél : 04 76 39 66 00.*

> **Haute-Savoie : Naturellia.** 30 novembre au 2 décembre, parc des expositions de La Roche-sur-Foron. 200 exposants : Alimentation bio, éco-habitat, énergies renouvelables, santé… *Rochexpo, Le Pyramide, 210, rue Sansoube, BP 18, 74801 La Roche-sur-Foron cedex, tél : 04 50 03 03 37.*

> **Paris : Bâtir écologique.** 30 novembre, 1 et 2 décembre, à la cité des Sciences et de l'Industrie, à la Villette. Conférences spécialisées le vendredi : labels de performance énergétique (10h30), étanchéité à l'air du bâtiment (13h), métabolisme et aménagement écologique du territoire (15h), logements sociaux écologiques (17h); conférences tous publics le week-end : impacts environnementaux du chauffage au bois (samedi, 10h30), le chanvre dans la construction (13h), la structuration de l'eau (15h), isolation phonique écologique (17h), ouverture du marché de l'électricité (dimanche 11 h), dérèglement climatique et habitat (13h30), intérêt d'une approche géobiologique des lieux de vie (15h30). *Caseat, 101, rue Saint-Dominique, 75007 Paris.*

> **Dordogne : 3e foire bio de Bergerac.** 1er et 2 décembre à la salle Anatole-France. Conférences sur l'habitat et sur l'impact de l'alimentation bio sur l'environnement. *AgroBio Périgord, 20, rue du Vélodrome, 24000 Périgueux, tél : 05 53 35 88 18.*

> **Perpignan : 3e salon Santé nature.** 1er et 2 décembre au Satellite, avenue du parc des expositions. Produits bio, santé, énergie solaire, développement personnel… *Biogenos-Diagonale, 18, rue des Sept-Troubadours, 31000 Toulouse, tél : 05 61 62 21 19.*

> **Montpellier : Energaïa.** 6 au 8 décembre. Parc des expositions. 150 exposants internationaux sur les énergies renouvelables. *Enjoy Montpellier, BP 2116, 34026 Montpellier cedex 1, tél : 04 67 61 67 61.*

> **Montpellier : 8e Bio-Harmonies.** 7-9 décembre, parc des expositions. Bio, habitat sain, santé, associations, conférences… *Goral-Expo, 126, impasse Juvénal, 30900 Nîmes, tél : 04 66 62 07 16.*

> **Paris : Noël en bio.** 7 au 9 décembre, espace d'animation des Blancs-Manteaux (4e). Produits bio, vêtements, éditions, produits de fêtes… Naturally, 1, place Paul-Verlaine, 92100 Boulogne-Billancourt.

> **Pau : 12e Asphodèle.** 14, 15 et 16 décembre à la Foire-exposition. 250 exposants. Producteurs bio, artisans, associations environnement, associations de solidarité, enfants, restauration, jardin bio, habitat sain, carburants propres, énergies alternatives… Parmi les conférences du vendredi 14 : l'évolution climatique, construire écologique sans dépenser plus ; le samedi 15 : danger vaccinations, le retour de l'ours dans les Pyrénées, l'irradiation médicale, le chauffage au bois, le monomur pour maison passive : le dimanche 16 : le feng shui dans l'habitat, le bazar solidaire, votre maison peut-elle vous rendre malade, les économies d'énergie dans l'habitat, l'assainissement écologique… *Asphodèle, Utovie, 40320 Bats, tél : 05 58 79 17 93.*

Al Gore et le Giec, prix Nobel de la paix

Le prix Nobel de la paix a été décerné le 12 octobre conjointement à Al Gore, ancien vice-président des Etats-Unis, candidat démocrate contre Georges Bush… et auteur du film "Une vérité qui dérange", et au Giec, Groupement international des experts sur le climat, groupe réunissant des milliers de chercheurs et qui ont publié cette année un rapport en trois parties : les connaissances scientifiques sur la dérive du climat ; les conséquences prévisibles de cette dérive et les décisions à prendre. C'est sans doute au niveau de ces décisions que le discours du Giec est le plus faible, le groupement étant sous contrôle des Etats, les scientifiques ont dû gommer plusieurs propositions jugées trop radicales. Il n'en reste pas moins que le principe général est qu'il faut diviser par quatre ou cinq les émissions de gaz à effet de serre dans les pays du Nord et ne pas les augmenter dans les pays du Sud.
De nombreuses associations internationales se sont félicitées de ce prix Nobel qui marque un clair désaveu de la politique menée par George Bush, qui bloque toujours la ratification par les Etats-Unis du protocole de Kyoto. C'est aussi, à l'échelle française, un désaveu des discours pronucléaires : le Giec a expliqué clairement que le recours au nucléaire n'aurait pratiquement aucune incidence sur la résolution des problèmes, le nucléaire ne pouvant remplacer les énergies fossiles dans de nombreux domaines. Al Gore a lui-même rappelé qu'en tant qu'ancien vice-président des Etats-Unis, il a constaté que l'intérêt pour le nucléaire était le plus souvent lié au désir d'avoir la bombe atomique et qu'il ne croyait pas à cette énergie marginale pour résoudre la question du climat.

Conséquences pour l'emploi

La Confédération européenne des syndicats a réalisé à la demande de la Commission européenne, une étude sur les conséquences des mesures envisagées pour lutter contre la dérive climatique, dans le domaine de l'emploi. Dans un rapport rendu public fin juin 2007, elle a compilé des estimations proposées dans le cadre de plans pour les économies d'énergies, dans l'amélioration des performances énergétiques des bâtiments, dans le domaine de l'éolien, des éco-industries… mais aussi les conséquences sur la santé, l'agriculture, le tourisme… Elle conclut qu'il est souhaitable de mener de front une politique de réduction des émissions de gaz à effet de serre et une politique de l'emploi. Cela s'articule notamment autour de la diversification des sources d'énergie : la décentralisation produit de l'emploi, en intensifiant la recherche dans les transports, en y donnant la priorité au transport collectif par rail et par eau… L'étude montre des disparités régionales : alors qu'en Allemagne, la politique actuelle devrait être créatrice d'emplois, les pays d'Europe du Sud qui dépendent fortement d'un tourisme provenant de loin risque d'avoir plus de mal à trouver un nouvel équilibre, le tourisme actuel (avec voiture et avion) devant être très largement remis en cause. Rapport sur internet : *www.etuc.org.*

La pub récupère tout

Le nouveau créneau pour la publicité semble d'être prêt au changement climatique. Cela va des pubs pour les vêtements Diesel où les mannequins sont placés dans des lieux noyés par les flots en passant par la Toyota qui vous mène "à toute vitesse à Kyoto", Renault "qui agit" ou encore Toyota qui vous promet une Yaris "chaude dehors, fraîche dedans", comprendre avec climatisation qui réchauffe l'extérieur et qui augmente la consommation jusqu'à 30 à 40% en ville ! Fiat crée une voiture qui "rejette à peine plus de CO_2 qu'une luge" (le calcul fait par nos collègues de la revue écolo belge *Imagine* montre qu'elle consomme quand même 1600 fois plus qu'une luge importée de Chine)… >>>>>>>


DR


DR


DR


DR


Marie Clem's

Bouches-du-Rhône

Le Loubatas dans le concret

Le Loubatas est un centre d'initiation à la forêt méditerranéenne. Créé il y a plus de vingt ans, il ne possède pas toutes les astuces techniques de l'habitat passif d'aujourd'hui, mais au fil des ans, il a installé récupération des eaux de pluies, photopiles, compteurs d'eau et d'énergie pédagogiques pour inciter à moins consommer… En 2006, pendant un an, il a mesuré ses émissions de gaz à effet de serre. Avec une capacité de 35 lits, et le passage de nombreuses classes vertes, il n'a finalement émis que 6300 kg de CO_2 en un an (hors consommation des véhicules venant sur le site). Comment ? 97% de l'électricité ont été produits par les photopiles, le chauffage n'a nécessité que 80 litres de gasoil. Bref, pas loin du zéro carbone. Exemple à suivre. *Le Loubatas, BP 16, 13860 Peyrolles, tél : 04 42 67 06 70.*

Vélo

Allemagne : usine autogérée. Au printemps 2007, un fonds de retraite texan *Lone Star* rachète une usine de fabrication de vélos à Nordhausen (région de Thuringe) et décide de délocaliser la production, annonçant le licenciement des 135 salariés. Avec le soutien du syndicat anarchiste *FAU*, les salariés décident le 10 juillet l'occupation de l'usine. Ils montent ensuite un plan de sauvetage du site avec réorganisation en autogestion et lancent un appel international pour avoir au moins 1800 commandes de vélos (à partir de 200 €). Le soutien arrive rapidement d'un peu partout et le 23 octobre 2007, l'usine redémarre sous le contrôle des salariés. Une telle initiative est une première en Allemagne. En France, une commande groupée est possible en prenant contact avec *www.velorution.org.* *Bikes in Nordhausen c/o. André Kegel, Bruno-Kunze-Str. 39, D 99734 Nordhausen, tél : 03631 622 124 ou 03631 403 591.*

Nancy : Dynamo. L'association Dynamo a créé en centre-ville un atelier de réparation de vélos. Il y est également possible d'acheter un vélo d'occasion remis à neuf par les techniciens de l'association. Le prix du vélo est déterminé en fonction de ses revenus. *Dynamo, 18, rue des Tiercelins, 54000 Nancy, tél : 06 83 65 26 33.*

Chambéry : à vélo, vous y seriez déjà. Avec humour, une dizaine de militants de l'association Roue Libre ont profité des embouteillages du 19 septembre pour distribuer des tracts aux conducteurs d'auto-immobiles, eux-mêmes portant des pancartes : "En vélo, vous y seriez déjà", "En vélo, vous seriez en meilleure santé", "En vélo, vous seriez plus beau"... Les réactions allaient du mea culpa au mépris en passant par les différentes excuses. *Roue Libre, MDA-67, rue Saint-François-de-Sales, boîte R2, 73000 Chambéry, tél : 04 79 33 96 30.*



DR

DR

Guyane

Un parc pour les touristes ?

Le tracé du nouveau parc national de Guyane n'apporte aucun mieux à la situation critique des Indiens du pays. En plaçant le parc au sud du pays, les autorités ont fait disparaître un décret de 1970 qui interdisait le tourisme dans ces régions pour protéger les Indiens. Cela laisse, au nord, de la place pour installer de nouvelles exploitations minières à partir du littoral où se concentre l'essentiel de la population venue de l'hexagone. Le parc ne résout pas non plus la question des chercheurs d'or : les exploitations sauvages se multiplient sans que l'Etat ne semble en mesure de faire quoi que ce soit : les gendarmes disposent d'un hélicoptère pour surveiller un territoire de 86 000 km^2 ! Les orpailleurs étant installés en amont des rivières, progressivement la pollution au mercure descend les cours d'eau, intoxiquant les tribus indiennes qui mangent du poisson.
Dans *Panda*, numéro 110, septembre-novembre 2007, le *WWF-France,* qui a milité pour le parc, présente un bel article sur la création de celui-ci et semble maintenant regretter qu'il n'y ait pas assez de touristes pour venir détruire la beauté sauvage des lieux. L'article se termine ainsi : "Reste aux futurs visiteurs d'oser la Guyane, d'oser prendre un billet d'avion... et d'oser essuyer les plâtres ! C'est aussi à ce prix qu'un jour, nous le souhaitons, la Guyane gagnera ses lettres de noblesse de destination éco-touristique". Rappel : le *WWF-France* n'est pas une compagnie touristique, mais une association de protection de l'environnement. C'est la même association qui a vulgarisé l'empreinte écologique... qui déconseille vivement de prendre l'avion. Le *WWF-France* devrait prendre contact d'urgence avec des associations comme *Survival international* sur la question du droit des peuples indigènes.



Carole Pourcher

La fin des abeilles ?

Albert Einstein disait "Si l'abeille venait à disparaître de la surface du globe, l'homme n'aurait plus que cinq années à vivre". Pourquoi ? Parce que l'abeille est le principal insecte pollinisateur des cultures et que sans elle, de nombreuses plantes disparaîtraient alors rapidement. Nous n'en sommes peut-être pas loin.
En trois ans, les populations d'abeilles aux Etats-Unis ont chuté entre 50 et 90% selon les endroits. Cette chute est aussi observée, à un degré moindre en Europe, en Amérique du Sud... Les insecticides ont d'abord été accusés. Aujourd'hui, aux Etats-Unis, on pense avoir identifié un virus. Le débat est vif : le changement climatique perturbe les essaimages, les pesticides affaiblissent les individus... qui ensuite ne résistent plus à certains parasites ou virus. C'est le scénario le plus vraisemblable. Mais concrètement, rien n'est sûr. La Confédération paysanne parle aussi des échanges commerciaux d'abeilles qui favorisent la dissémination des maladies. On s'interroge sur une possible pollution par les pollens OGM. Les apiculteurs avancent d'autres raisons possibles : monoculture et baisse de la biodiversité, fragmentation des écosystèmes...

Radioactivité naturelle

Ah l'argument des nucléocrates comme quoi, en fonctionnement normal, une centrale nucléaire n'est pas plus dangereuse que la radioactivité naturelle ! Eh bien, il va falloir revoir cet argument. Car l'INVS, Institut national de veille sanitaire, a calculé à partir de l'observation de 14 000 cancers du poumon dans neuf pays européens, que 8,4% des cancers du poumon (soit 2% du total des cancers) proviennent du radon qui se dégage naturellement des roches granitiques, un taux qui dépasse les 20% en Bretagne et en Corse. Cela fait 2800 morts par an pour la radioactivité naturelle, autant pour les centrales en fonctionnement normal ? Rapport du 15 mai 2007 en ligne : *www.invs.santé.fr.*

Bugey, nouvelle poubelle nucléaire

La loi du 28 juin 2006 prévoit la création de lieux d'entreposage pour y stocker les déchets radioactifs en provenance du démantèlement futur des réacteurs nucléaires. Concrètement, cette loi ouvre la porte au démantèlement de Bugey 1 (dans l'Ain, à 35 km de Lyon). Une enquête publique a suivi immédiatement la promulgation de la loi et il ne manque plus que le feu vert du ministère de l'industrie. EDF souhaite montrer ses capacités à démonter le cœur radioactif des bâtiments, à le conditionner et à le stocker dans des unités d'entreposage… en attendant un éventuel enfouissement des produits après 2025. Le bâtiment prévu à Bugey devrait faire 130 m de long, 80 m de large et 20 m de haut. Il devrait accueillir non seulement les restes de Bugey 1, mais aussi ceux des huit autres réacteurs déjà à l'arrêt, ceci en faisant un important centre d'entreposage de déchets.

Normandie

Contre l'EPR

Echec en Chine. Les médias ont complaisamment relayé les informations du gouvernement concernant la vente pour 3 milliards d'euros de deux EPR à la Chine… avant de faire le silence sur l'issue des négociations : la Chine a suspendu les négociations, sans doute échaudée par le piètre résultat de ce qui se passe en Finlande.

Finlande : l'EPR prend l'eau ! Du 3 au 5 septembre 2007, une délégation de la commission locale d'information de Flamanville s'est rendue à Olkiluoto, en Finlande, pour faire le point sur le chantier de l'EPR. Didier Anger, pour les associations locales opposées à l'EPR, était du voyage. L'occasion d'avoir de nombreuses informations sur un chantier qui se déroule avec beaucoup de difficultés. Tout d'abord, sur le calendrier, le chantier est maintenant prévu pour 2010-2011… soit deux ans de retard. Le surcoût ne sera pas pris en compte par *TVO*, l'exploitant. *Areva* essaie de le faire payer à la *Coface*, mais ceci serait une violation des règles commerciales sur le libre marché et *Greenpeace* et la *Fédération européenne des énergies renouvelables* ont attaqué cet accord avec la Coface en justice. *TVO* a proposé de construire un deuxième EPR sur le site… mais le conseil municipal, qui a ce pouvoir en Finlande, et qui avait accepté le premier EPR, a cette fois mis son veto. Le *STUK*, organisme d'Etat chargé des autorisations de fonctionnement des centrales nucléaires, estime qu'Areva a volontairement sous-estimé le coût de l'EPR pour pouvoir gagner un premier marché et justifier ainsi le démarrage d'une nouvelle filière. La coordination du chantier semble problématique du fait du nombre de sous-traitants venant de l'Europe de l'Est (Pologne et Slovaquie surtout) sans expérience dans le nucléaire (ce qui nous laisse de nombreuses surprises en attente !). Le *STUK* a critiqué ce manque d'expérience.
Le retard pris dans la partie béton va provoquer des problèmes de calendrier d'autant plus que les conditions de travail en hiver sont limitées. Didier Anger a posé la question du risque terroriste. *TVO* a seulement affirmé que le réacteur peut résister à la chute d'un avion de chasse léger peu chargé en kérosène. Le STUK a répondu que la question a été étudiée… sans plus de précision. Surprise sur les déchets : ceux-ci doivent ensuite être enterrés dans un puits de 520 m de profondeur sous le site… lequel est au bord de la mer. Didier Anger et le représentant de l'*ACRO* se sont aussi étonnés du peu de prise en compte des rejets de tritium en mer Baltique, ce qui est contraire au droit international. Alors qu'à Flamanville, on parle de 300 emplois lorsque le réacteur fonctionnera, *TVO* ne parle que de 150 emplois. Pour en savoir plus : *Crilan, Didier Anger, 10, route d'Etang-Val, 50340 Les Pieux, tél : 02 33 52 45 59.*


Ernée, le 20 Octobre 2007.
DR

Mobilisation contre les lignes THT. Les chantiers pour la mise en place des lignes très haute tension nécessaires au futur EPR pourraient commencer à la fin de l'année. De longue date, les opposants au nouveau réacteur ont estimé que ces lignes sont le maillon faible du projet. Les actions se multiplient : le 6 octobre 2007, un faux pylône a été installé par la Confédération paysanne devant le conseil général de la Manche à Saint-Lô pour annoncer l'entrée en lutte des paysans. Le 12 octobre 2007, une quinzaine de pylônes des lignes existantes sortant de Flamanville a été occupée et décorée de banderoles. Le 20 octobre 2007, environ 5000 personnes ont manifesté dans les rues d'Ernée. Les manifestants ont souligné que l'on ne peut engager des milliards dans la relance du nucléaire et en même temps dans les énergies renouvelables et que les Français préfèrent de loin le second choix. Ils demandent un moratoire sur le chantier et l'arrêt des projets d'implantation de pylônes.

Nucléaire, comment s'en sortir ?

Les débats sont rudes entre les spécialistes énergie des différents groupes de la mouvance antinucléaire, portant notamment sur les scénarios alternatifs (avec ou sans diminution forte de la consommation d'énergie), sur la durée (faut-il rentabiliser les réacteurs existant au risque d'un accident grave ?). A l'arrivée, certains estiment possible l'arrêt de nos 78% d'électricité nucléaire entre deux et trente ans ! Le *Réseau Sortir du nucléaire* a essayé de préciser un certain nombre de données techniques et vient de réaliser une brochure de 96 pages proposant un scénario de sortie entre cinq et dix ans. Pour faire une sortie rapide, il faut tenir compte des temps nécessaires pour mettre en place les éléments nécessaires à cette sortie. L'étude montre qu'il est possible d'économiser 20% de l'électricité en cinq ans, 30% en dix ans… ce qui permet déjà de fermer 23 des 58 réacteurs. Les choix en matière de développement des énergies renouvelables sont aussi importants. Alors que l'on a les capacités industrielles d'y faire face, il est possible de produire beaucoup plus d'électricité par l'éolien, la biomasse ou le solaire. Résultat : on peut encore remplacer 25 réacteurs de plus en dix ans. Si l'on veut accélérer, pour une sortie en cinq ans, il faut profiter de l'existence des centrales thermiques existantes pour une transition rapide. Si on accepte un scénario sur dix ans, on peut se passer du thermique : c'est un choix à faire entre une faible contribution au réchauffement climatique d'une part et la production de radioactivité pour des millénaires d'autre part. En conclusion, le Réseau ne tranche pas mais donne une multitude de pistes fort intéressantes.

La brochure complète (96 p, assez technique) est disponible contre 13 € (franco de port). Le résumé est disponible contre 4 € (port compris) à commander à : *Réseau Sortir du nucléaire, 9, rue Dumenge, 69317 Lyon cedex 04, tél : 04 78 28 29 22.*



Jura

Maison à énergie positive

Jean-Marc Boisson a choisi de vivre dans une maison à énergie positive à Chevignay-sur-l'Ognon. C'est le cabinet d'architecture Allier-Myotte qui est chargé de la construction. La maison au look contemporain est très bien isolée, largement ouverte vers le sud, compacte, avec des vitrages triple épaisseur, une ventilation avec récupération de chaleur, un chauffage d'appoint à granulés bois, de l'eau chaude fournie par des capteurs solaires, 30 m² de photopiles, des équipements électriques à faible consommation. A l'arrivée, la consommation est de 37 kWh/m²/an... alors que les photopiles fournissent 55 kWh/m²/an. La maison va donc pouvoir revendre son surplus d'électricité. *Agence Allier-Myotte, 16, rue de la Préfecture, 25000 Besançon, tél : 03 81 25 07 90.*


Le chantier... avec les murs isolés visibles.

DR

Où est l'avenir ?

Depuis 1986, soit au cours des vingt dernières années, l'augmentation de la puissance installée dans le domaine du nucléaire est négative d'environ -4000 MW : des réacteurs nucléaires ont été arrêtés (en Allemagne, en Espagne et en Grande-Bretagne), alors qu'aucun réacteur n'a été mis en route depuis cette date. Pendant ce temps, l'éolien a vu sa puissance installée en Europe atteindre environ 40 000 MW. Cherchez où est l'avenir !

Haut débit, haute consommation

Le développement du haut débit pour l'accès à internet ne se fait pas sans conséquence sur la consommation électrique des ménages. Selon une étude réalisée par *60 millions de consommateurs* (octobre 2007), ils consomment autant lorsqu'ils servent que lorsqu'ils sont en veille (entre 7 et 21 watts). La seule consommation des modems (ou box) engloutit de 143 à 263 kWh par an (16 à 29 euros), soit sensiblement la moitié de ce que consomme un réfrigérateur, la plus grosse consommation dans une maison. Au niveau national, mi-2007, cela représentait déjà deux mois et demi de la consommation d'un réacteur nucléaire. A la vitesse actuelle d'équipement, on atteindra le demi-réacteur en 2010.

Politiques différentes

Entre 1980 et 2004, l'Allemagne a réussi à augmenter son efficacité énergétique de 64% (avec la même quantité d'énergie, elle peut produire 164 aujourd'hui contre 100, il y a vingt-cinq ans). Dans le même temps, les Etats-Unis ont fait pratiquement de même. Le Royaume-Uni et le Danemark sont à 50%... la France n'est qu'à 18%. Certains ont des politiques énergétiques si laxistes que le résultat est négatif, c'est le cas de la Corée du Sud, de l'Espagne et surtout du Portugal (-27%).
Concernant le recours aux énergies renouvelables, sur la même période, la Grande-Bretagne a multiplié par 3,22 sa production, l'Allemagne par 3, alors que la France n'augmente que de 6%.
Ceci signifie que l'Allemagne a su coupler une politique de maîtrise de l'énergie et de transfert vers les énergies renouvelables et peut donc envisager non seulement de sortir du nucléaire, mais aussi de sortir des énergies fossiles... Le Danemark affiche également de bons résultats... alors que la France ne fait pas grand chose et que l'Espagne a une politique incohérente : il ne sert à rien de planter des éoliennes et des capteurs solaires si c'est pour gaspiller ce que l'on produit. (*Alternatives économiques*, octobre 2007)

Solaire

Tours solaires. En 1931, Hanns Gunther, Allemand, théorisait sur la possibilité de produire de l'énergie en mettant en place de grandes cheminées et en jouant sur le fait que l'air chaud monte naturellement pour récupérer de l'énergie solaire à partir de serres placées à la base de la cheminée. Une telle installation a fonctionné de 1981 à 1989 en Andalousie avec une tour de 194 m de haut. Le coût du kWh était alors cinq fois trop cher. Un autre projet avec une tour de 1000 m de haut est à l'étude en Australie. Des projets coûteux et d'une laideur absolue. Une alternative a été pensée par Raphaël Ménard, du groupe de recherche Iosis : placer les serres au pied d'une montagne, ces serres pouvant héberger du maraîchage ou de l'horticulture, et construire la cheminée d'au moins 500 m de dénivelé intégrée sur le flan d'une montagne. Avec une serre d'un hectare, on peut alors avoir une puissance de l'ordre de 500 MW. Différents sites sont utilisables : en France, les Pyrénées-Orientales, le Massif Central, l'île de la Réunion. A l'étranger, des sites sont à l'étude : l'Atlas marocain, la cordillère des Andes... (*Le Monde*, 14 octobre 2007)

Drône solaire. Un drône (avion automatique sans pilote) portant sur ses ailes de 18 mètres d'envergure des photopiles, a battu la record de durée de vol en restant en l'air pendant 54 heures. D'un poids de 30 kg, le *Zephyr* de la firme QinetiQ bât l'ancien record de 30,5 heures détenus depuis 2001 par Global Hawk. Et à quoi ça peut servir ? Comme poste d'observation militaire ou comme relais satellite... Bref, bientôt des guerres solaires (et durables ?).

Paris : centrale solaire urbaine. Dans notre numéro sur les alternatives à Paris, nous présentions le projet *Ecobox* qui a résidé pendant un temps dans les anciens locaux de la Sernam, rue Pajol, dans le 18e. Cette immense halle de 140 m de long est maintenant en réhabilitation pour y accueillir une auberge de jeunesse, un collège, un IUT, une bibliothèque, un gymnase et des locaux associatifs. La mairie de Paris a annoncé, le 11 septembre 2007, que l'ensemble des toits serait couvert de photopiles, ce qui, avec 3300 m² de surface en fera la plus grande centrale solaire urbaine. Le toit est loué à un opérateur privé qui revendra le courant sur le secteur. 200 m² sont réservés à des capteurs solaires thermiques pour alimenter en eau chaudes les trois appartements de fonction du collège. Les eaux pluviales seront récupérées pour arroser les 9900 m² de jardins.

Rapport Syrota, constat d'échec

Le 9 octobre 2007, la commission énergie du Centre d'analyse stratégique, dont le président est Jean Syrota, un pilier du lobby nucléaire, a publié un rapport estimant qu'il n'était pas possible en France de diviser par quatre les émissions de gaz à effet de serre d'ici 2050. L'association *Negawatt* qui a pu présenter ses propres prospectives s'étonne que leurs propositions aient été ignorées. Les scénarios retenus n'envisagent guère de progrès dans le domaine de l'efficacité énergétique, le nucléaire est présenté comme incontournable, la décentralisation de la gestion de l'énergie n'est pas envisagée, les renouvelables sont considérés comme des compléments, les économies d'énergie ne sont pas prises en compte. En conclusion, le rapport conclut que la France peut diviser entre 2,1 et 2,6 ses émissions et que ce sont les autres pays européens qui devront faire les efforts nécessaire pour obtenir une division par quatre au niveau du continent. Ce rapport est intervenu quelques jours avant la tenue du Grenelle de l'environnement, donc juste à temps pour plomber toute initiative réaliste dans le bon sens.

A l'étranger

> Russie : vers l'interdiction des OGM ? Le parlement russe a donné son aval, le 20 juin 2007, pour que la commission pour la sécurité alimentaire étudie comment interdire l'entrée des OGM sur le territoire. Le projet a été présenté par les autorités de la ville de Moscou. Actuellement 3 variétés de soja, 5 de maïs, 2 de betteraves à sucre, 2 de pommes de terre et 1 de riz sont autorisées.

> Grande-Bretagne : graines persistantes. Principe de précaution annoncé par les semenciers : les graines OGM ne persisteraient pas dans les sols. Faux, démontre une étude anglaise réalisée sur des parcelles ayant abrité des cultures de colza et de betteraves sucrières : on y a trouvé une moyenne de 3500 graines dans le sol par m² et, neuf ans après, on en trouve encore 5 % (*La Garance voyageuse*, été 2007)

> Etats-Unis : contamination et interdiction. Après une longue procédure juridique, un juge californien a interdit la culture de la luzerne Roundup Ready de Monsanto après que des agriculteurs aient porté plainte pour contamination. La procédure est remontée au niveau fédéral et début mai, l'interdiction a été décrétée sur l'ensemble du territoire des Etats-Unis. Cette luzerne reste cultivée pour le moment au Canada.

Sabotage

Un groupe d'opposants aux OGM a revendiqué un nouveau type d'action : dans des parcelles identifiées comme transgéniques, ils posent le long des pieds de maïs, de manière quasi-invisible, des barres métallique de 6 à 8 mm de diamètre, une épaisseur suffisante pour détruire une bonne partie de la moissonneuse lors de la récolte. Sachant que les assureurs refusent d'assurer les champs OGM, qui paie les dégâts ? Est-ce encore non-violent ? En Allemagne, les fauchages français sont déjà considérés comme violents !

Paris

Banderole

A la veille des ultimes négociations du Grenelle de l'environnement, huit militants de Greenpeace ont suspendu une banderole géante sur l'Arc de Triomphe. La banderole détournait la récente affiche de Sarkozy : "OGM, ensemble, un moratoire est possible".

Christian Vélot

un scientifique mis sur la touche

Christian Vélot, maître de conférence en génétique moléculaire à l'université Paris-Sud XI, a accepté à plusieurs reprises de venir témoigner de l'état des connaissances sur les OGM lors de procès faits aux faucheurs volontaires. Mal lui en a pris. A la rentrée 2007, il a appris que les crédits attribués à son équipe de recherche pour 2008 étaient gelés et que son équipe ne serait pas reconduite à la fin de son contrat quadriennal, en 2010. La direction de son institut qui lui a annoncé cela l'a fait sur ordre venant du ministère sans aucune évaluation scientifique de son travail. Il s'agit d'une décision purement politique.


Greenpeace

Christian Vélot.

Toulouse

OGM en garde à vue

Sur la place du Capitole, plusieurs centaines de personnes ont organisé le 2 octobre 2007 un faux procès des OGM. Des personnes habillées en juge ont donné la parole à de nombreux opposants dont José Bové, avant de se prononcer pour la mise en garde à vue des accusés : un faux champ OGM installé sur la place a alors été entouré de banderoles "danger".

Marche Chartres-Paris

170 marcheurs ont rejoint Chartres à Paris, du 9 au 13 octobre 2007, pour venir protester aux portes du Grenelle de l'environnement. Pour l'entrée dans Paris, ils ont bénéficié du soutien de plus de 2000 manifestants. Les organisateurs ont annoncé qu'en cas de refus de moratoire sur les OGM à l'issue du Grenelle de l'environnement, ils envisageaient une grève de la faim. José Bové, Gilles Lemaire pourraient notamment y participer. La grève de la faim démarrerait alors le 6 novembre.



P-E Weck

L'art au secours des victimes de vaccins

Dans le cadre d'un projet inter-associations, un appel est lancé aux personnes victimes des effets secondaires d'un vaccin, hépatite B ou autres, pour qu'ils participent à une création artistique (peinture, poésie, sculpture, collage, récit, film, photo…). L'ensemble des œuvres seront présentées dans une exposition. Pas besoin d'être "artiste", mais d'exprimer une vérité ressentie dans sa chair. Pour tout renseignement : *Patricia Gouy, 8, rue des Frères-Lindet, 27000 Evreux, tél : 02 32 39 44 80, patriciagouy@tiscali.fr ou DidierTarte, 29, rue Charles-Corbeau, 27000 Evreux, tél : 08 71 49 93 97, didier.tarte@voila.fr.*

Ecomédecine

En 1997, le Parlement européen avait adopté une résolution invitant les Etats membres à reconnaître différentes médecines complémentaires : chiropratique, homéopathie, médecine anthroposophique, médecine chinoise, acupuncture, naturopathie, phytothérapie, ostéopathie, shiatsu… Dix ans après, en France, seule l'ostéopathie et l'acupuncture ont une reconnaissance légale… et seulement comme spécialisation de la médecine classique.
Un Français sur trois a déjà eu recours à l'une de ces médecines. Un collectif de praticiens de plusieurs disciplines s'est mis en place pour promouvoir ces approches différentes et respectueuses de l'humain dans son ensemble. Un colloque a été organisé en octobre dernier à la faculté de pharmacie de Paris.
Collectif écomédecine c/o SPAS, 86, rue de Lille, 75007 Paris, www.ecomedecine.com.

Agréal interdit

Dans notre numéro 345 nous relayions un appel à ne plus utiliser l'Agréal, un neuroleptique prescrit au moment de la ménopause. De nombreuses femmes se plaignaient de déprimes graves. Le médicament a été interdit de vente le 15 octobre 2007.

Téléphonie mobile

Cancers du cerveau. Une équipe suédoise a montré qu'après dix ans d'utilisation du téléphone portable dans le pays, le taux de cancers du cerveau a doublé. Preuve qu'il s'agit bien du téléphone portable : ces cancers se développent du côté où les personnes ont l'habitude d'écouter leur téléphone.

Grande-bretagne : refus du wi-fi. Après une déclaration du professeur Stewart, président de l'agence de protection de la santé, qui demande que l'on fasse des études sur les risques liés à la wi-fi et l'utilisation des radiofréquences, des élus et des chefs d'établissements scolaires ont annoncé qu'ils renonçaient à s'équiper du wi-fi. Ce mouvement de refus s'accompagne d'une montée de l'inquiétude dans la population.


Antennes relais.
DR

L'OMS confirme les dangers. L'étude Interphone lancée avec le soutien de l'OMS, Organisation mondiale de la santé, en 2000, pour évaluer les éventuels risques sur la santé de la téléphonie mobile, menée par la fondation Santé Radio-Fréquence en France, a rendu publiques ses conclusions dans *La Revue d'épidémiologie et de santé publique* de septembre 2007. L'étude conclut que pour les usagers modérés, il n'a pas pour le moment été prouvé d'augmentation significative des maladies nerveuses, de cancers du cerveau ou de problèmes auditifs… mais que par contre, on commence à pouvoir le mesurer sur les gros utilisateurs (plus de 260 heures par an), ceux téléphonant longtemps (plus de 5 minutes) ou ceux qui téléphonent souvent (plus de 5000 appels par an). Pour ces catégories, on constate, comme dans des études publiées précédemment (en Grande-Bretagne, en Suède, au Danemark, en Finlande, en Norvège…) un quasi-doublement des maladies étudiées. L'étude constate également que le temps d'apparition des cancers est particulièrement court : seulement après une dizaine d'années d'utilisation.

Téléphonie mobile : nouveau danger ! Alors que l'on comptabilise des centaines d'études prouvant qu'il ne faut se servir que le plus brièvement possible d'un téléphone portable, le gouvernement a lancé le 26 septembre 2007, les procédures d'autorisation pour la télévision mobile, des émissions que l'on pourra suivre sur l'écran de son téléphone dès 2008. Avec affichage d'un message annonçant "Regarder cette émission tue" ?

Bruit

Conséquences sur la santé

Fin 2005, 78 médecins d'Ile-de-France ont interrogé tous leurs patients sur les questions de bruit. 4391 questionnaires ont été remplis permettant de mettre en évidence les conséquences du bruit sur leur santé. Il y a 5,6 fois plus de cas de tension artérielle chez les personnes de 40 à 59 ans dont le domicile est à moins de 1000 m du survol d'un avion, ce taux est multiplié par 2,6 chez les plus jeunes. Il y a cinq fois plus d'hospitalisations chez les femmes de 15 à 39 ans lorsque les avions survolent à moins de 2000 m. Les médecins ont aussi relevé les troubles provoqués par le bruit routier : deux fois plus de troubles de sommeil chez les 40 à 59 ans quand le bruit routier dépasse 65 dB (décibels), encore 1,6 fois plus lorsque l'on dépasse 60 dB, quatre fois plus d'hospitalisations chez les femmes de 40 à 69 ans lorsque le bruit routier dépasse 60 dB. Les trains ne sont pas en reste : trois fois plus de cas d'anxiété chez les femmes de 15 à 39 ans résidant à proximité d'un nœud ferroviaire, et dix fois plus de consommation d'anxiolytiques et d'antidépresseurs chez les femmes de 40 à 59 ans. De fait 35% des personnes sont exposées à un bruit routier supérieur à 60 dB, 21% à des survols d'avion à moins de 3000 m. L'étude montre également des différences significatives en fonction de la durée des transports quotidiens.

Ampoules économes mais dangereuses ?

Le Crii-Rem, Centre de recherche et d'information indépendantes, et son équivalent espagnol Arca, ont réalisé toute une série de mesures sur les ampoules électriques. Alors que les ampoules à filament ne font pas varier significativement le bruit de fond radiofréquence, les ampoules économes testées (20 W, 15 W, 11 W, 7 W, 5 W) provoquent des perturbations importantes : de 180 à 4 V/m dans les vingt premiers centimètres, les augmentations sont mesurables jusqu'à une distance d'un mètre. Ce sont les équipements électroniques présents dans le culot qui provoque ces rayonnements. Démontées, les ampoules testées ne présentaient aucun blindage à ce niveau, blindage qui permettrait de réduire les rayonnements. Concrètement, on évitera les ampoules économes chaque fois qu'elles sont à moins d'un mètre de la tête, en particulier pour les lampes de chevet, les lampes de bureau… en attendant que les fabricants respectent les normes européennes, ce qui n'est manifestement pas le cas. *Crii-Rem, Espace WWF, 1, rue du Carrefour-Longchamp, 75116 Paris, tél : 01 42 15 21 67.*

Raymond Vignal

Marseille

Santons féministes et bottes de queer !

"Nous ne sommes pas des mecs, nous sommes des pédés !" voilà qui ouvre le débat au sein des *Brigades Roses.* Eric Delmas, libertaire littéraire mais déçu du syndicalisme conventionnel l'affirme avec violence lors de ces "portes ouvertes" à la librairie *Les Mots pour le dire à Marseille.*
"Je refuse l'étiquette homo, mot qui n'est plus scandaleux. Je suis la folle, le pédé, le trans…" C'est cela être queer, un subversif transgenre, à l'instar des membres du FHAR, Front homosexuel d'action révolutionnaire, dans les années 1970. Eric revendique la violence contre la domination masculine associée selon lui au capitalisme. Toutefois les *Brigades Roses* sont aussi autre chose : un rassemblement de femmes féministes et de lesbiennes gauchistes : "Créer des passerelles entre féminisme et transsexualité".
On parle de déconstruction du genre sans se dérider, on évoque sa vision des rapports sociaux en fonction de sa sexualité. En tout cas chaque participant s'affirme dans son opposition au genre classique, entendez la femme ou l'homme, en s'appuyant sur les travaux de Monica Wittig. Je peux vous le dire, le patriarcat, qui se terrait en chacun de nous, a pris sa claque ce soir-là. Afin de le débusquer, les Brigades souhaitent partager leurs expériences dans l'autogestion, hors des relations de domination et pratiquer un féminisme radical.
Une participante évoque les rencontres avec Les *Panthères roses* de Paris et les *Flamands roses* de Lille lors de l'université sur l'homophobie à Luminy où ces questions dans le mouvement syndical sont souvent relayés aux calendes grecques.
Comme les questions des droits des femmes sont repoussées à la fin du calendrier social pour cause de révolution imminente !
Comment agir ? On évoque en plaisantant des Santons Queer pour Noël et quelqu'un lance : "On pourrait les piéger ?". Voila qui rappelle la branche italienne. Mais ici on est plutôt bonne pâte.
Sylvie Mateo, institutrice, n'hésite pas à plaisanter. "Des fois les mauvaises cuissons, ça donne des queer !". Si c'est trop queer, alors !
En tout cas même sils sont roses, ce n'est pas une annexe du PS, vous l'aurez compris, encore moins la tendance Delanoë ! Queer ne souffre pas les homonymes. Hé ! CG.

> *Brigades roses, Les Mots pour le dire, 33, rue des Trois-Mages, 13001 Marseille, tél : 04 91 48 79 10.*

Etats-Unis

Les femmes conduisent mieux

Aux Etats-Unis, il y a autant d'hommes que de femmes au volant. Les statistiques montrent que les femmes conduisent mieux : si elles ont provoqué 8 millions d'accidents en 2004, les hommes en ont provoqué 11,2 millions. Et les accidents provoqués par des femmes sont moins graves : elles ont provoqué 16 800 accidents mortels contre 46 200 pour les hommes.

DR

Médecins face à la violence conjugale

Lors du 47e congrès des centres de santé, le 27 septembre 2007, à Paris, les débats sur comment intervenir vis-à-vis des violences conjugales a réuni… surtout des femmes. Les soignants ne savent souvent pas comment faire face à ces questions, et les hommes choisissent le silence. Pour faciliter une approche de ces questions, un site dédié aux personnels de santé a été mis en ligne en donnant des données chiffrées, des moyens d'ouvrir le dialogue, d'être à l'écoute et de conseiller : *www.violences.fr.*

Seine-Saint-Denis

Sexual revolution

Plusieurs documentaires autour du thème sexual revolution seront projetés au cinéma *Le Méliès*, à Montreuil, le mercredi 19 décembre 2007 à 20 h en présence d'un des auteurs Lionel Soukaz et d'Elvan Zabunyan, historienne d'art, spécialiste des théories féministes américaines.
Le peuple qui manque c/o Maison populaire, 9 bis, rue Dombasle, 93100 Montreuil, tél : 01 42 87 08 68.

Paris

Femmes et sida

Une rencontre sur le thème "Femmes et sida, 1997-2007, où en sommes-nous" se tiendra les 30 novembre et 1er décembre au *théâtre du Gymnase*, 38, boulevard bonne-Nouvelle, Paris 10e. Organisé par Sida-infos services, Act-Up Paris et Afrique Positive association. Renseignements au *01 48 07 80 79.*

Bordeaux

Fête de la mère Noël

La maison des Femmes de Bordeaux organise le samedi 15 décembre un marché de Noël à partir de 14 h suivi à 19 h d'une fête de la mère Noël. Maison des Femmes, 27, cours Alsace-Lorraine, 33000 Bordeaux, tél : 05 56 51 30 95.

Tours

Café des femmes

Depuis octobre 2002, le Café des Femmes permet à des femmes de se retrouver et de débattre sur des questions d'actualité. Prochain rendez-vous (non-mixte) : les contes de fées, le jeudi 13 décembre à 18h30.
Café des Femmes, c/o Maison des associations culturelles, 5, place Plumereau, 37000 Tours.

Paris

Contre le publisexisme : le collectif contre le publisexisme et Mix-Cité présentent leur nouvel ouvrage sur la question le mercredi 5 décembre à la librairie *Violette & co, 102, rue de Charonne, 75011 Paris, tél : 01 43 72 16 07.*



DR

Pau

Maison des femmes

La Maison des Femmes du Hédas de Pau est un collectif de femmes qui s'entraident au sein d'un lieu de solidarité, de rencontre et d'accueil dans le centre ville. Cette maison est également un lieu de formation et de promotion des personnes. Elle peuvent ainsi s'exprimer, communiquer, apprendre à lire, écrire. Elles peuvent aussi s'informer, se défendre. Ces femmes en difficulté ont ainsi toutes les informations sur le droit d'asile et de la nationalité, le droit des femmes, du travail, du logement… Bref tout faire pour vivre mieux.
Maison des Femmes du Hédas, 12, rue René-Fournets, 64000 Pau, tél : 05 59 82 82 54.


Florian Vignal

Fin du pétrole

Le pic de production a-t-il été dépassé ? La production de pétrole a commencé de baisser aux Etats-Unis en 1971. Premier pays à exploiter le pétrole de manière intensive, il est le premier à connaître le déclin. Depuis, le pic de production a été constaté dans 45 pays producteurs de pétrole. La production est en hausse dans quelques pays comme la Russie, l'Arabie Saoudite, l'Angola et les ex-républiques soviétiques de l'Asie centrale. Le pic mondial se produira quand la hausse de production dans ces derniers pays ne pourra plus compenser la baisse dans les autres pour répondre à une consommation toujours en hausse. En juillet 2006, nous avons atteint 86 millions de barils par jour… record non dépassé aujourd'hui. Certains spécialistes pensent que l'on a atteint ce mois-ci notre limite de production.

Record sur record. Le prix du pétrole a dépassé les 70 dollars le baril le 29 août 2005, les 80 dollars le 13 septembre 2007 soit deux ans plus tard. Il a dépassé les 90 dollars le 19 octobre 2007… soit deux mois plus tard. Cette accélération des prix est provoquée par l'annonce de la baisse régulière des stocks aux Etats-Unis depuis plusieurs mois, signe d'une difficulté pour les Etats-Unis à s'approvisionner. D'ici à penser que nous avons franchi le pic de production…

Vers une marche européenne de la décroissance

L'idée d'une marche internationale de la décroissance est apparue lors d'une rencontre des objecteurs de croissance en janvier 2007, suggérée par Samuel Foutoyet, un des animateurs de *Pièces et Main-d'œuvre* à Grenoble. Cette marche mettrait l'accent sur le monde technologique de demain en reliant les nanotechnologies de la région grenobloise au siège de l'ONU à Genève… avec éventuellement une poursuite vers d'autres pays si de bonnes volontés se manifestent. Depuis des contacts ont été pris, notamment avec le mouvement décroissance en Italie et le projet prend forme doucement. Le calendrier probable en France, serait une série de conférences et d'actions symboliques au printemps 2008 pour un départ de la marche à Grenoble début juin 2008 et une arrivée à Genève à la fin du mois. Pour l'étranger, deux choix sont encore en discussion : soit d'autres marches qui convergent aussi fin juin vers Genève, soit des marches qui assurent une suite à partir de Genève pendant l'été. Certains rêvent même d'une marche permanente… Un débat est organisé que l'on peut rejoindre en passant par le site *decroissance.info.*

Paris

Décroissance économique pour la soutenabilité écologique

Une conférence internationale sur ce sujet est organisé les 18 et 19 avril 2008 à Paris, au Fiap (30, rue Cabanis, 14e) par l'Institut national des technologies (Fabrice Flipo), l'institut Recherche et décroissance (François Schneider, Denis Bayon), le Wuppertal Institute (Wolfgang Sachs, Allemagne), l'Institut de recherche pour une Europe soutenable (Friedrich Hinterberger, Autriche et Sylvia Lorek, Allemagne). Renseignements : *Fabrice Flipo, fabrice.flipo@int-edu.eu, tél : 01 60 76 41 03 ou François Schneider, francois.schneider@degrowth.net, tél : 05 63 40 81 48.*

Evo Morales demande la décroissance du nord

Le premier président indigène de Bolivie a fait un discours remarqué devant l'assemblée générale de l'ONU, le 24 septembre 2007. Rappelant que "la planète, la terre mère, ne peut pas être une marchandise", il a affirmé que "seul le changement du modèle de développement capitaliste nous permettra de sauver la planète". Quelques extraits : "le monde est saisi de la fièvre du changement climatique et la maladie se nomme le modèle de développement capitaliste. Tandis qu'en 10.000 années l'augmentation du dioxyde de carbone sur la planète a été approximativement de 10%, dans les deux cents dernières années de développement industriel, la croissance des émissions de carbone a été de 30%. Depuis 1860, l'Europe et le nord de l'Amérique contribuent à 70% des émissions de CO_2. 2005 a été l'année la plus chaude du dernier millénaire planétaire.

Différentes recherches démontrent que sur les 40 170 espèces vivantes recensées, 16 119 sont menacées d'extinction. (…) Nous vivons la sixième crise d'extinction des espèces vivantes dans l'histoire de la planète terre, le rythme d'extinction est cent fois plus rapide que celle des temps géologiques.

Devant ce sombre futur , les intérêts des transnationales imposent de poursuivre comme si rien n'était et de peindre la machine en vert, c'est-à-dire, poursuivre avec cette croissance et ce consumérisme irrationnel et inégal générant plus et plus de profit sans se rendre compte qu'actuellement nous sommes en train de consommer en un an ce que la planète produit en un an et trois mois. Devant cette réalité, la solution ne peut être le maquillage environnemental. Pour pallier les impacts du changement climatique, la Banque Mondiale prône qu'il faut en terminer avec les subventions aux hydrocarbures, payer le prix de l'eau et promouvoir les investissements privés dans les secteurs d'énergie propre. A nouveau ils veulent appliquer les recettes du marché et de la privatisation pour faire des affaires même avec la maladie que ces politiques ont engendrées. La même logique s'applique dans le cas des agro-carburants alors que pour produire un litre d'éthanol il faut 12 litres d'eau. De la même manière pour avoir une tonne d'agro-combustible il faut occuper un hectare de terre.

Devant cette situation, nous — les peuples indigènes et les habitants humbles et honnêtes de cette planète — nous croyons qu'est arrivé le temps de stopper pour renouer avec nos racines, avec le respect dû à la mère terre, avec la Pachamama comme nous l'appelons dans les Andes.

Aujourd'hui, les peuples indigènes de l'Amérique latine et du monde nous sommes en train d'être convoqués par l'histoire pour devenir l'avant-garde de la défense de la nature et de la vie.

(…) Nous avons besoin d'un coup fort de gouvernail, fondamental et à un niveau mondial pour arrêter d'être les condamnés de la terre. Les pays du Nord doivent réduire leurs émissions de carbone entre 60 et 80% si nous voulons éviter que la température croisse de plus de deux degrés et que le réchauffement global atteigne des proportions catastrophiques pour la vie et la nature.

Nous devons créer une Organisation mondiale de l'environnement et discipliner l'Organisation mondiale du commerce. Il n'est pas possible de parler de croissance de produit brut national sans prise en compte de la destruction et l'épuisement des ressources naturelles.

Nous devons adopter un indicateur qui permette la prise en compte, d'une manière combinée, de l'indice du développement humain et de l'empreinte écologique. Il faut que soient appliquées de forts impôts sur la super concentration de la richesse et que soient adoptés des mécanismes effectifs de redistribution équitables. Il n'est pas possible que trois familles aient les revenus supérieurs au PIB réunis de 48 pays les plus pauvres. Nous ne pouvons parler d'équité et de justice sociale tout en perpétuant cette situation.

Les Etats-Unis et l'Europe consomment 8,4 fois plus que la moyenne mondiale. Pour eux il est nécessaire de baisser le niveau de consommation et de reconnaître que tous nous sommes les hôtes d'une même terre, de la même Pacamama. Je sais que ce n'est pas facile d'opérer un tel changement (…) mais j'ai une absolue confiance dans l'être humain, dans sa capacité de raisonner, d'apprendre de ses erreurs, de récupérer ses racines et de changer pour forger un monde juste, divers, intégrant, équilibré et harmonieux avec la nature."


ONU

Evo Morales.

Birmanie

Kouchner et Total au tribunal ?

En 2002, quatre ressortissants birmans ont déposé plainte en France et en Belgique contre les aides apportées par Total en Birmanie. En 2003, Bernard Kouchner avait été rémunéré par Total pour faire un rapport justifiant les activités du groupe dans le pays. En 2006, la plainte déposée en France a fait l'objet d'un non-lieu, mais en Belgique, l'instruction est toujours en cours et, profitant de la médiatisation sur la situation en Birmanie, le ministre de la justice a rappelé que les tribunaux belges peuvent juger de telles affaires et a décidé de relancer l'instruction. Les accusations portées contre Total : travail forcé et déportation de personnes sur le site gazier de Yadana et le long d'un gazoduc qui traverse le pays. Total qui exploite chaque jour 15 000 barils équivalent pétrole en Birmanie nie évidemment avoir violé des lois internationales. Alors que le gouvernement français a débattu de sanctions contre la dictature birmane, Bernard Kouchner est intervenu, le 30 octobre 2007, pour dire que demander à Total de se retirer provoquerait plus de mal que de bien sur place. Il a juste oublié de rappeler aux médias qu'il pouvait être inculpé pour sa collaboration avec Total. Rappelons à ce corrompu que c'est bien le boycott économique qui est venu à bout de l'apartheid en Afrique du Sud.



Inde

Marche des sans terres

La marche organisée par Ekta Parishad entre le 2 et le 29 octobre au nord de l'Inde s'est achevée par un rassemblement de plus de 25 000 personnes qui ont entièrement bloqué le centre de la capitale après un périple de 600 km. Les manifestants se sont installés à proximité du parlement aux cris de "la prison ou la terre". Le gouvernement a répondu par la création d'une nouvelle commission chargée d'étudier les litiges liés à la terre. Il n'est pas sûr que cela soit suffisant. P. V. Rajagopal, porte-parole du mouvement, a rappelé au gouvernement que plusieurs dizaines de communes du Chhattisgarh ont voté contre la vente de leurs terres aux grandes compagnies et que celles-ci sont passées outre.

Chiapas

Cafés solidaires

Comme chaque année depuis 2003, *le comité de solidarité avec les peuples du Chiapas en lutte* et *Echanges solidaires* organisent une campagne de souscription en soutien aux quatre coopératives zapatistes productrices de café (MutVitz, Yachil, Yochin et Ssit Lequil Lum). Pour du café qui sera livré en juin 2008, une souscription est passée d'ici la fin décembre 2007. Les paquets de 250 g sont vendus 3 euros, frais de port compris. Il faut en commander au minimum cinq paquets. Chèque à envoyer à : *CSPCL, 33, rue des Vignoles, 75020 Paris.*

Madagascar

Salamandra nature

L'association *Salamandra nature* a vu le jour en 2004 en Normandie pour aider à la mise en place de programmes de conservation de la nature et de développement durable à Madagascar. Un premier projet se développe dans la région d'Atsimo Andrefana, au sud-ouest du pays qui associe lutte contre la pauvreté et protection des tortues terrestres : restauration de l'écosystème forestier dégradé, développement de l'écotourisme et du commerce équitable, développement des énergies renouvelables, en particulier les fours solaires pour éviter l'utilisation du bois… *Salamandra nature, 4, rue Darius-Milhaud, 61250 Damigny, tél : 02 33 31 70 92.*

Genève

Coopération, développement, de quoi parle-t-on ?

Le *Cetim*, Centre Europe-Tiers-monde de Genève propose un symposium intitulé "coopération internationale, développement, aide au développement, de quoi parle-t-on ?" qui se tiendra du 7 au 9 décembre 2007 à l'Unimail de Genève (boulevard du Pont-d'Arve, 40). Interventions entre autres de Jean Ziegler, Samir Amin, Blandine Sankara, Gustave Massiah, Florian Rochat, Jean-Marie Harribey, Catherine Schumperli, Demba Moussa Dembélé, Eric Toussaint… Renseignements : *Cetim, 6, rue Amat, Ch-1202 Genève, tél : 022 731 59 63.*

Marchés de noël équitables

- **Val-de-Marne : marché de Créteil**, du 15 au 20 décembre, chalet du commerce équitable sur la place Henri-Dunant. *Artisans du Monde, Maison des Associations, 1 rue F.-Mauriac, 94000 Créteil.*
- **Nantes : 7e Noël équitable.** 30 novembre, 1er et 2 décembre à la Manufacture des Tabacs, 11, boulevard Stalingrad. 13 associations présentes. *noel-equitable.org.*
- **Grenoble : Baobab au village.** L'association Echoppe organise la deuxième édition d'un baobab au village, marché de Noël du commerce équitable, du 7 au 23 décembre sur le square Docteur-Martin, avec une quinzaine de stands. *Echoppe, tél : 04 76 21 08 50.*
- **Rhône : 8e marché d'Yzeron.** Dimanche 9 décembre de 10 h à 18 h à la salle des fêtes d'Yzeron, 8e édition d'un marché de Noël avec un tiers de stands du commerce équitable et des produits locaux. *Xavier Dumont au 08 75 22 41 44.*
- **Rhône : 11e marché de Francheville.** Dimanche 2 décembre au complexe sportif, route de la Gare. Renseignements : *Peuples solidaires, GET, 1, rue du Robert, 69340 Francheville, tél : 04 78 59 13 05.*

Bush dégoût

Le mur de Bagdad. Après le mur de Berlin, celui d'Israël, voici celui de Bagdad. Les militaires états-uniens, débordés par les affrontements, n'ont rien trouvé de mieux que d'ériger début septembre 2007 un mur de cinq mètres de haut entre les quartiers à majorité chiites et sunnites de Chola et Ghazaliya. La finesse diplomatique des Etats-Unis provoque en Irak sans doute plus de dégâts que la dictature de Saddam Hussein.

Fichage des opposants. En 2004, la chaîne de télévision CBS a rendu publique une liste de 75 000 personnes, liste recensant des personnes qui s'étaient exprimées contre la guerre en Irak. Aujourd'hui, les spécialistes estiment que la liste a dû dépasser les 100 000 personnes. Cette liste sert notamment à la police de l'air qui lors d'embarquement a pour consigne de systématiquement fouiller les personnes de cette liste, ce qui provoque le plus souvent un retard suffisant pour louper son avion.

Manifestations contre la guerre. Le 28 octobre 2007, pour marquer le cinquième anniversaire du vote par le Sénat de l'autorisation d'intervention en Irak, les mouvements anti-guerre ont organisé une dizaine de manifestations dans autant de villes. Il y a eu entre 100 000 manifestants à Los Angeles et 10 000 à Chicago et New-York.



Diego Tavares

Le Vermont menace de faire sécession. L'Etat de Vermont, un petit Etat entre New-York et le Canada, a toujours été en pointe : premier Etat à supprimer l'esclavage, premier Etat à élire un sénateur socialiste, premier Etat à autoriser le mariage homosexuel... Depuis 2005, un mouvement indépendantiste se développe pour quitter les Etats-Unis, estimant qu'avec la guerre contre l'Irak, la confédération a ruiné la morale des Etats membres. Une pétition demande que cette possibilité soit inscrite à l'ordre du jour de l'Assemblée générale des citoyens prévue en mars 2008.

Préparation mentale pour une guerre en Iran ? Alors que l'opinion des Etats-Uniens désapprouve majoritairement la présence des troupes en Irak, le gouvernement semble vouloir choisir la fuite en avant. Mais comment faire ? Un nouveau "11 septembre" ne semble pas exclu... avant la fin du deuxième mandat de George Bush (octobre 2008) ce qui pourrait permettre, dans l'émotion, de faire gagner les élections aux Républicains.

Préparation mentale aussi en France ? Les déclarations de Bernard Kouchner sur la possibilité pour la France de participer à une guerre contre l'Iran, lancées mi-septembre à la télévision, n'arrivent pas par hasard. Cela entre dans un long processus de propagande visant, le jour donné, à convaincre la population française de l'obligation d'intervenir... Nous avons eu droit aux armes de destructions massives en Irak, nous avons droit aujourd'hui à la recherche de l'arme nucléaire en Iran. Ce qui peut laisser supposer la reproduction du scénario irakien pour l'Iran, avec la France cette fois ?

"Rien n'est plus beau qu'un militaire,
Ils ont toujours gagné la guerre,
Souvent massacré les civils,
Alors que rarement les civils,
Ont massacré les militaires".

Sarclo, disque "on leur doit des enfants si doux" 1998.

Autriche

Démilitarisation?

Fin octobre 2006, le gouvernement autrichien a annoncé la suppression de sa marine militaire. Un tout petit geste pour le désarmement car l'Autriche ne possède plus d'accès à la mer depuis la défaite de 1918 et ne conservait que deux patrouilleurs sur le Danube !

Italie

Terrorisme et droits humains

Isodarco, l'école internationale du désarmement et de recherche sur les conflits, organise du 6 au 13 janvier 2008 à Andalo (Trente), une rencontre en anglais sur le thème "combattre le terrorisme, protéger les droits humains". Renseignements : *Isodarco, Carlo Schaerf, dept of physics, University of Rome "Tor Vergata", via della Ricerca scientifica 1, 00133 Rome, tél : (0039) 06 72 59 45 60.*

Haute-Garonne

Soirée Gandhi

Le centre de ressources sur la non-violence en Midi-Pyrénées édite un nouveau fascicule sur Gandhi à l'occasion du 60e anniversaire de sa mort (6€). Il organise également le samedi 2 février 2008, à la salle Gascogne, à Colomiers, un forum pour l'action non-violente. Débats, conférences, expositions, spectacles, stands. *Centre de ressources sur la non-violence, 11, allée de Guérande, 31770 Colomiers, tél : 05 61 78 66 80.*

Uranium appauvri

Le gouvernement italien vient de reconnaître que 255 militaires italiens impliqués dans la première guerre du Golfe, en 1991, avaient contracté un cancer à la suite de contacts avec de l'uranium appauvri. Jusqu'alors deux théories s'affrontaient concernant les troubles constatés chez nombre de militaires présents lors de ce conflit : soit une erreur vaccinale, soit une contamination par de la poussière d'uranium. L'Etat italien penche donc pour la contamination à l'uranium.

L'uranium appauvri est ce qui reste du minerai lorsqu'on en a extrait l'uranium enrichi pour les centrales nucléaires ou les bombes atomiques. D'une forte densité, il est utilisé pour le blindage des chars et pour renforcer le pouvoir pénétrant des têtes de missiles. Inconvénient, quand ces missiles explosent, ils libèrent une poussière riche en uranium, lequel est un toxique à la fois chimique et radioactif.

Avigolfe, association des victimes de la guerre du Golfe, association née en 2000, demande des indemnités pour les soldats français atteints par cette maladie. L'association a découvert que les têtes de missiles étaient souvent couvertes d'uranium 236, un déchet hautement radioactif du nucléaire civil, et non d'uranium 235, dit uranium appauvri. C'est un médecin colonel de l'armée US qui avait indiqué avoir retrouvé cet uranium 236 dans les urines de seize soldats analysés.

En France, depuis 2000, les gouvernements successifs se sont toujours refusés à ouvrir une enquête. Au vu de la décision italienne, *Avigolfe* demande que soit mis en place une enquête sur le suivi des soldats français.

Avigolfe, 49, Avenue Bontemps, 95750 Chars, tél : 06 85 20 06 99.



DR

Constitution européenne

Pour un référendum

Réunis à Lisbonne du 18 au 19 octobre 2007, les chefs d'Etat européens se sont mis d'accord pour une nouvelle procédure d'adoption du traité constitutionnel européen. Cette formule est présentée comme allégée en enlevant la partie III du traité… laquelle ne rappelait que l'ensemble des mesures prises précédemment. Autant dire que les raisons de refus du traité "allégé" sont les mêmes que précédemment : vision libérale, obligation de croissance, augmentation des budgets de l'armée, destruction des services publics…

Mais cette fois-ci, plus question d'un référendum : Sarkozy entend seulement faire ratifier le traité par le Parlement où les opposants seront peu nombreux.

Le 16 octobre 2007, les représentants d'un nouvel appel à référendum (AC !, Alternatifs, Attac, LCR, PCF, AlterEkolo, Confédération paysanne, etc.) ont donné une conférence de presse pour demander qu'un débat puisse s'organiser comme pour la version précédente qui, rappelons-le, s'est terminé, le 29 mai 2005, par un rejet à 53% du projet de traité.

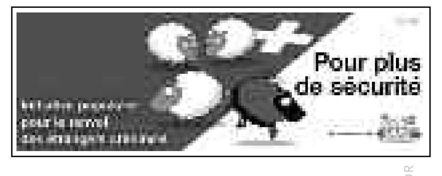
Le nouveau calendrier européen prévoit la signature par les chefs d'Etat le 18 décembre 2007, puis la ratification par les parlements dans un délai d'un an. A priori, aucun référendum ne devrait avoir lieu cette fois pour éviter que le "bon peuple" ne se trompe en votant.

Un sondage Harris réalisé pour le compte du *Financial Times*, en mars 2007, indiquait pourtant que 76% des Allemands, 75% des Britanniques, 72% des Italiens, 65% des Espagnols, 63% des Français souhaitent un tel référendum. Un sondage paru dans *Le Parisien* du 29 octobre 2007 indique que 61 % des Français sont pour un nouveau référendum… et que le oui l'emporterait alors largement.

Suisse

Dangereux populisme

Avec des affiches ouvertement racistes, l'Union démocratique du centre, parti ultranationaliste, ultralibéral et raciste, a renforcé ses positions aux élections fédérales suisses du 21 octobre 2007 : 29% des voix contre 26,7% en 2003 et obtient 62 sièges sur 200 (+6), sièges pris aux deux autres partis de droite (-6). A gauche, le PS perd 9 sièges dont 7 au bénéfice des Verts (9,6% contre 7,4% en 2003).



DR

Pierre Boisgontier

Pierre Boisgontier est mort le 27 octobre 2007, à l'âge de 73 ans. Pierre Boisgontier fut insoumis pendant la guerre d'Algérie et fut alors emprisonné. Membre du PCF, puis du PSU, puis de la Gauche Prolétarienne, il fut un animateur important de l'après-68 à Grenoble. Pour contrer la presse officielle, il avait fondé avec ses camarades le journal "*Vérité Rhône-Alpes*", puis l'imprimerie du même nom, d'où est issue, de génération en génération, et de médium en médium, la meilleure part de la contre-information locale. Chercheur en sciences sociales, membre de la communauté de la Monta, il avait été l'un des meneurs du comité Malville dans sa phase de succès initial (1975-77). Il habitait depuis plus de trente ans à Saint-Egrève, dont il avait été conseiller municipal, et où il continuait de militer. Nous l'avions interviewé dans notre spécial *Alternatives en Isère*.

Chine

Jeux Olympiques sous pression

La Chine s'est vue attribuer en 2001 la réalisation des jeux Olympiques de 2008. Ceux-ci se tiendront en juin prochain à Pékin. De très nombreuses associations appellent au boycott de ces jeux. Tout d'abord les associations de solidarité avec le peuple tibétain rappellent que le Tibet a été envahi en 1959 par la Chine et que depuis les massacres ont été nombreux. *Reporters sans frontière* rappellent que la Chine occupe la première place dans le monde pour le nombre de journalistes et d'internautes emprisonnés. La Chine est également le pays qui pratique la condamnation à mort en masse : plusieurs milliers d'exécutions par an. Enfin, la Chine, avec un taux de croissance de l'ordre de 10% par an depuis de nombreuses années, a développé un système social inique avec des écarts de richesse monstrueux et également une pollution massive. Un collectif pour le respect des droits humains en Chine réunit autour d'*Amnesty international*, une dizaine d'associations (LDH, ACAT, RSF…). En Savoie, *Lion des neiges* organisera pendant la durée des JO, une marche militante qui fera l'intégralité du tour du mont Blanc en passant par la France, la Suisse et l'Italie.

› *Reporters sans frontières, 47, rue Vivienne, 75002 Paris, www.rsf.org.*
› *CSPT, Comité de soutien au peuple tibétain, 174-176, boulevard Eugène-Decros, 93260 Les Lilas, fax : 01 48 45 12 09, www.tibet-info.net.*
› *COBOP, Comité pour le boycott des jeux Olympiques de Pékin 2008, http://cobop.free.fr.*
› *Collectif Chine 2008, Amnesty international, 76, boulevard de la Villette, 75949 Paris, tél : 01 53 38 65 65.*
› *Lion des neiges, Mairie, 74310 Les Houches, tél : 04 50 54 55 20 (Didier) ou 06 78 73 19 03 (Xavier).*



Islamophobie

M. Muhammad a eu la surprise de voir sa photo orner la une du Point du 20 octobre 2005 avec le titre accrocheur suivant : "Les islamistes et nous. Leur stratégie d'infiltration en Occident. Pourquoi ils nous haïssent". Le 27 septembre 2007, sur plainte de M. Muhammad, Le Point a été condamné à lui verser 10 000 euros au titre d'atteinte à son image, à 3000 euros de remboursement de frais de justice et à publier la condamnation dans l'hebdomadaire.



DR

Sans papiers

Le temps des milices ?

La directrice de *Cabiria*, une association d'action de santé communautaire avec les personnes prostituées à Lyon, a reçu, fin septembre 2007, une visite d'un officier de la Police des frontières. Celui-ci lui a demandé de lui donner les adresses des sans-papiers qui passent dans les locaux de l'association. Devant le refus de collaborer, le fonctionnaire a lourdement insisté sur les recours possibles à des gardes à vue des salariés. Des méthodes de plus en plus inquiétantes dans ce qui reste de notre démocratie. Cabiria, BP 1145, 69203 Lyon cedex 01, tél : 04 78 30 02 65.

Des puces pour les brebis

Alors que des études américaines ont conclu que la pose de puces électroniques sur différents animaux avait comme conséquence une multiplication des cancers, la législation française (règlement CE n°21/2004 du conseil du 17 décembre 2003) va obliger au 1er janvier 2008, les éleveurs à mettre une puce dans chacune de leur brebis pour assurer leur "traçabilité alimentaire". En cas de refus, les autorités sanitaires pourront faire abattre le troupeau ! Si en 2003, on pouvait penser que le puçage était un progrès, aujourd'hui, on sait qu'il n'en est rien… Quid du principe de précaution ?

> *Bergères et bergers languedociens, rue du Port, 81500 Lavaur.*

> *Léon Nampepusse, ancienne école, 84400 Sivergues.*

Publicité

> **Paris : sortir de la publicité ?** Le 27 septembre 2007, le groupe de travail sur le règlement local de la publicité de Paris a donné ses conclusions : fin des panneaux 4x3 et limitation de la surface des panneaux à 8 m², défilement des panneaux bloqué de minuit à 7 h du matin, suppression des panneaux de formats supérieurs dans un délai de dix ans (qui correspond à la fin du premier contrat Velib), interdiction des véhicules uniquement publicitaires, interdiction des écrans plasma scellés au sol… Reste que ceci est une proposition que le conseil municipal doit encore valider… et que les annonceurs attaqueront sans doute en justice. *Résistance à l'agression publicitaire, 53, rue Jean-Moulin, 94300 Vincennes, tél : 01 43 28 39 21.*

> **Pierre-Bénite contrôle la pub.** La ville de Pierre-Bénite, au sud de Lyon, a estimé que l'affichage publicitaire posait de plus en plus de problèmes, rendant difficile la communication entre la municipalité et les habitants. Alors que la ville déléguait l'affichage à un annonceur, elle a décidé, fin juin 2007, de résilier le contrat et gérer elle-même son réseau d'affichage municipal.
Elle a, dans le même sens, offert des autocollants "stop pub" du ministère de l'environnement à tous les habitants. Environ 25% des boîtes aux lettres sont depuis fermées à la publicité non sollicitée.

Logement sociaux et politique libérale

Selon le gouvernement, si les gens ont du mal à se loger, c'est parce qu'on ne leur offre pas assez de logements bon marché… à acheter ! Où trouver ce type de logements ? En vendant les logements sociaux des HLM ! Et comme pendant ce temps, on ne construit que très peu de nouveaux logements sociaux, à peine plus qu'on en détruit, il y a quelques heureux nouveaux propriétaires… pour beaucoup de personnes encore plus mal logées.
Une politique alternative serait possible : commencer par pénaliser les communes qui ne respectent pas la loi sur les 20% de logements sociaux obligatoires ; appliquer la loi de réquisition des logements vides ; réhabiliter, avec leurs habitants, les logements dégradés au lieu de les détruire ; amélioration des conditions d'attribution de l'aide au logement ; cautionnement public pour les personnes en difficulté…



DR

Paris

Mal logés

Depuis le 3 octobre 2007 et malgré plusieurs évacuations musclées de la police, 190 familles se sont installées place de la Bourse à Paris, devant l'immeuble squatté par le "Ministère de la crise du logement". Point commun de ces familles : elles ont toutes des revenus (de 800 € à 4200 €), sont toutes en règle, mais ne trouvent pas de logement à Paris. Certains espèrent un logement social depuis 17 ans.



H.Léglise-Bataille



H.Léglise-Bataille

Des promesses... pour plus tard ou pour jamais

Certaines "mesures" issues du Grenelle de l'environnement peuvent passer pour de grandes avancées... sauf que pour le moment, ce ne sont que des promesses.

Nicolas Sarkozy, entouré d'Al Gore, de Wangaari Maathai, deux prix Nobel de la paix, de Nicolas Hulot et de Jean-Louis Borloo, a annoncé toute une série de mesures "écologiques" lors d'une conférence de presse le 26 octobre 2007. Mais comme le fait justement remarquer l'association *Agir pour l'environnement*, ces mesures sont à lire comme un contrat d'assurance tant les choses écrites en petit ont souvent plus d'importance que les effets d'annonce devant les médias.

Agriculture

Ainsi, quand le gouvernement s'engage à diminuer de 50 % les pesticides d'ici dix ans… il faut se rappeler que les gouvernements ont été sommés depuis 1977 de diminuer les nitrates dans l'eau en Bretagne, ce qu'ils se sont tous engagés à faire et ce qui n'est toujours pas fait trente ans plus tard. Et le texte précise que cette diminution des pesticides se fera… "si les méthodes alternatives font leur preuve". Donc si on n'y arrive pas, ce sera la faute aux méthodes alternatives !

L'annonce du gel des OGM… se fera par une loi qui doit passer devant les parlementaires. Nul doute que ceux-ci voteront une loi rapidement pour ne pas empêcher les semis prévus en avril 2008.

Le développement de la bio est annoncé avec comme objectif de porter les surfaces des cultures à 6 % en 2012 et 20 % en 2020 (on en est à 14 % actuellement en Autriche). Mais sans aide à la reconversion. Pourquoi ? Il faut savoir de quelle "bio" on parle. Les nouvelles réglementations européennes prévoyant une bio au rabais (avec possibilité de certains entrants chimiques, de contamination aux OGM…), le gouvernement pense sans doute faire monter le taux de la bio en en changeant seulement la définition. Les associations avaient proposé un plan de développement de la bio dans les cantines, le gouvernement a mis le sujet à l'étude.

L'idée de corridors écologiques pour maintenir la biodiversité est à l'étude… sans aucune contrainte.

Transport

Le gouvernement annonce un redéploiement du fret… par la création de nouvelles lignes TGV. Depuis quand transporte-t-on les marchandises à grande vitesse ? Mystère ! Toujours est-il que pendant ce temps la SNCF ferme des centaines de gares de marchandises et dirige aujourd'hui la plus grosse flotte de camions de France.

Le gouvernement annonce des aides pour les tramways en milieu urbain… aides qui avaient été supprimées par le précédent gouvernement.

Les vols intérieurs en avion seront taxés, une bonne idée… mais qui devra faire l'objet d'une loi qui n'est encore ni votée ni appliquée. Le gouvernement a par contre rejeté la demande des associations de taxer le kérosène à la même hauteur que les carburants automobiles.

Une pastille verte pour les voitures aidera à choisir les modèles les moins polluants ? Pas sûr, les véhicules polluants sont déjà les plus chers… et c'est précisément ce qui permet aux riches de s'affirmer comme riches. De bonnes mesures auraient consisté à interdire les véhicules les plus polluants… ce qui arrivera de fait par les directives européennes, dans le cadre du protocole de Kyoto.

La réduction de la vitesse n'a pas été retenue… alors que c'était sans doute l'une des mesures les plus simples à mettre en place.

La construction des autoroutes sera limitée "à la résolution des cas de sécurité et de congestion, ou d'intérêt local. Ce principe s'appliquera avec bon sens". Là, on est en pleine langue de bois : on trouvera toujours un intérêt local pour se justifier.

Aucune remise en cause des agrocarburants n'a été prise, ce qui signifie que l'on s'oriente vers une catastrophe alimentaire.

Déchets

La commission sur les déchets devrait poursuivre son travail sur la question du recyclage… pour éventuellement prendre des mesures qui limiteraient le recours à l'incinération. Rappelons dans ce domaine que le recyclage est une fausse bonne solution : pour recycler les déchets, il faut des réseaux extrêmement complexes et l'Ademe estime qu'un tiers des camions transportent déjà des déchets. La bonne solution : c'est la réduction des déchets à la source.

suite page 44

Contre-Grenelle de Lyon : franc succès. Avec 700 personnes présentes, les organisateurs du contre-Grenelle ont dû improviser, la salle retenue étant trop petite. Le beau temps aidant, les conférences ont été dédoublées… à l'extérieur. L'occasion pour *Sortir du nucléaire*, la *Crii-Rad*, la *Confédération paysanne*, *Nature et progrès*, la *LCR*, *Attac*, de pointer les insuffisances du Grenelle officiel qui fait l'impasse sur des sujets aussi fondamentaux que le nucléaire, les OGM, les incinérateurs, les pesticides, le programme autoroutier… La recherche de mesures acceptables par le patronat va conduire le Grenelle à des mesurettes qui ne remettent pas en cause l'économie actuelle.



Casseurs de Pub






Manifestation du Réseau Sortir du Nucléaire devant les Ministères, Paris, 27 novembre 2007 - photos : P-E Weck.

Sauver la planète pour sauver le capital ?

(…) La crise écologique est aujourd'hui arrivée à un point où les tenants de l'État et du capital ne peuvent plus la nier (…). L'imposture de l'abondance capitaliste, qui s'édifie sur la dévastation de la planète et de ses ressources, et sur l'oppression d'une grande partie de l'humanité, pourrait bien se trouver démasquée aux yeux de ceux et celles qui y croient encore. Pour éviter une désillusion générale potentiellement déstabilisatrice pour le système, les discours écologistes sont donc repris et adaptés à ses besoins, ce qui explique la vogue actuelle du développement durable dans toutes ses variantes, qui passe d'autant plus facilement que les mouvements écologistes ont toujours eu un versant réformiste s'accommodant bien d'un capitalisme "écoresponsable".

Une crise écologique inéluctable

Diverses innovations technologiques sont présentées comme les solutions miracles aux problèmes écologiques présents. En réalité, des intérêts capitalistes ayant présidé à leur développement, elles constituent surtout des marchés promettant d'être juteux (agrocarburants, énergies «propres», dépollution, etc.), sur lesquels se ruent les entreprises converties à la «croissance verte» et à l'écoresponsabilité. Dans le même temps (…), les consommateurs sont rendus individuellement responsables des problèmes écologiques, culpabilisés et sommés de «consommer éthique» et faire tous les «petits gestes qui vont sauver la planète». Mais tout ceci ne pourra au mieux que ralentir l'inéluctable intensification d'une crise écologique déjà bien amorcée.

En l'absence d'un changement rapide et profond (c'est-à-dire révolutionnaire) de la société, on risque donc de voir émerger de plus en plus nettement un environnementalisme technocratique imposant ses solutions technologiques d'en haut, tout en entretenant une façade démocratique trompeuse.

(…) Le spectre d'un effondrement catastrophique du système plane et peut autant pousser à la révolte que paralyser d'angoisse. Si elle prédominait, la peur, qui est souvent mauvaise conseillère, pourrait jeter les citoyens inquiets dans les bras du premier «sauveur» venu. Et justement on voit déjà d'anciens chefs d'État des pays les plus industrialisés (Al Gore, Chirac...) se faire aujourd'hui les apôtres d'un nouveau capitalisme pseudo-écologique.

(…) Cela ne dérangera certainement pas les maîtres du monde si la conservation de leur place privilégiée doit se faire au prix du sacrifice d'une partie de ceux qu'ils dominent, qu'il s'agisse d'humains opprimés, d'autres espèces ou d'écosystèmes entiers. Voilà pour les révolté-e-s un motif supplémentaire de révolte, et pas des moindres, car ce qui est en jeu c'est aussi la possibilité pour notre espèce et beaucoup d'autres de se sortir saines et sauves de ce qui se trame, d'hériter d'un monde qui soit encore physiquement vivable et où une vie agréable reste possible pour tous et toutes, et pas seulement pour une élite.

Faire émerger un écologisme émancipateur

(…) Il est donc vital qu'émerge aujourd'hui un écologisme émancipateur qui s'oppose à ce système en pleine mue éco-capitaliste. (…) Les écologistes qui se veulent radicaux devraient donc s'attacher à la construction d'un écologisme autonome, révolutionnaire dans ses visées, qui ne soit pas dupe des discours sur le développement durable et cherche à faire sortir le monde de l'âge du capital, de l'État et de l'industrie, sans rien attendre de la politique électorale. (…)

Pour un partage démocratique de la vie et des fruits du travail, il sera nécessaire de rompre à la fois avec les logiques boulimiques de la société de consommation et avec les logiques destructrices de la société de production à tout prix. Pour cela il importe que les consommateurs réalisent qu'il sont aussi des producteurs exploités, et qu'en favorisant l'exploitation des autres ils favorisent la leur. Et que les producteurs réalisent qu'ils perdent non seulement leur vie au travail mais qu'en plus leur production détruit la vie des autres.

Un courant éco-anarchiste devrait également se préoccuper d'étendre la volonté de libération à l'ensemble du vivant (humain-e-s, autres espèces, écosystèmes) sans pour autant négliger les dominations et antagonismes de classe présents au sein des sociétés humaines (exploitation des travailleurs, oppression de genre, ostracisation des «étrangers», etc.). On pourra pour cela s'inspirer de divers courants écologistes radicaux (écologie sociale, écologie profonde, etc.) (…). L'intégration des notions de libération animale et de libération de la terre dans une critique de la société capitaliste et industrielle pourrait nous permettre d'envisager à terme une humanité émancipée de toute hiérarchie sociale, et capable de laisser à la nature (cette partie du monde susceptible d'exister plus ou moins indépendamment de la sphère des activités humaines) un espace où elle puisse continuer d'exister de façon relativement autonome (…).

Alexandre Khadavali ■

La version complète du texte ci-contre a été publiée par *Offensive libertaire et sociale*, groupe de Paris, 21 ter, rue Voltaire, 75011 Paris, http://offensive.samizdat.net.

Financements occultes. Selon le *Canard enchaîné*, Al Gore, récent prix Nobel de la paix, aurait touché 100 000 euros d'indemnités pour sa présence aux côtés de Nicolas Sarkozy lors de la conférence de presse de clôture du Grenelle de l'Environnement. Quant à Brice Lalonde, cousin germain d'Al Gore, il a été nommé au même moment "ambassadeur du changement climatique". Une nomination qui tient sans doute du hasard.



P-E Weck

Fausse démocratie. Pour limiter toute contestation, les rencontres des "Grenelle en régions" se sont déroulées en semaine, pendant que le bon peuple "travaille plus pour [que les patrons puissent] gagner plus". Concrètement, ces rencontres ont réuni surtout des institutionnels... et des policiers en civil. A Bourges, pour la première réunion, une trentaine d'antinucléaires ont été violemment repoussés et Monique Desbois, 62 ans, a été violemment frappée : évacuée à l'hôpital par les pompiers, elle a eu le poignet fêlé.

Contre-manifestation. A l'appel du Réseau Sortir du nucléaire et d'Agir pour l'environnement, environ un millier de personnes ont réagi en manifestant le 27 novembre 2007 à Paris, devant les ministères, pour dénoncer les fausses annonces du "Grenelle" et surtout le fait que cela masque le maintien d'une politique pronucléaire totalement dépassée. Ils ont effectué une simulation d'accident nucléaire en se couchant par terre, place Cambronne, près du boulevard de Grenelle.

Energie

C'est dans le domaine des économies d'énergie dans le bâtiment que figure sans doute l'une des rares bonnes mesures réalisables du gouvernement : les nouvelles normes pour le bâtiment neuf descendraient dès 2010 à 50 kWh par an et par m², ce qui en fait un niveau très satisfaisant (1). Cette mesure réellement bonne sera limitée par le taux de renouvellement du bâti qui n'est que de 2 % par an. L'idée d'imposer une norme pour la rénovation de l'ancien, demandée par les associations, est à l'étude. Là aussi, on peut craindre un retour en arrière lors de la discussion de la loi devant les parlementaires.
Le principe d'une taxe carbone pour inciter aux économies d'énergie est mis à l'étude.
La question du nucléaire n'a presque pas été abordée. Sarkozy a juste fait un effet de communication en annonçant "le gel du nombre de sites nucléaires", ce qui concrètement n'embête personne : Edf, Areva et autres ont déjà tous les terrains nécessaires pour produire des déchets radioactifs et nous empoisonner (2).

Plus tard...

Sarkozy a annoncé que les commissions doivent continuer à travailler. Ce qui est un bon moyen de noyer les revendications des écologistes pendant ce temps... puisqu'on peut en parler, pourquoi contester.
Les mesures annoncées doivent se traduire dans les textes réglementaires, ce qui laisse entrevoir de nombreux amoindrissements de ces mesures déjà très modérées pour la plupart. quant à la publication des lois et encore plus des décrets d'application, cela prendra du temps, beaucoup de temps...
Ceux qui pensent que nous sommes pessimistes reliront avec attention le discours de Jacques Chirac à Johannesburg, le fameux discours qui commence par "la maison brûle et nous regardons ailleurs". Ce discours annonçait déjà de nombreuses volontés de changement en faveur de l'écologie. Mesures qui sont restées lettre morte : le discours date de 2002 et reprenait des conseils formulés à Rio dix ans auparavant.

... ou jamais

L'agitation actuelle autour du Grenelle de l'environnement traduit donc certainement le fait que nos gouvernants ne peuvent plus ignorer les questions écologiques... mais ne nous leurrons pas, on ne peut à la fois vouloir sauver la planète et prôner en même temps une relance de la croissance. Jacques Attali dans son rapport sur ce sujet note que le "principe de précaution" est nocif pour la croissance. Entre les deux, la société capitaliste saura choisir... à nos dépens. Le risque est maintenant que le message écologiste soit minoré : que demandez-vous encore puisqu'on vous écoute et que l'on met vos propositions en pratique ! Cécile Duflot, secrétaire nationale des Verts résume bien la situation: "on achète les mots, les idées, les formules, et on les vide de tout contenu".

Michel Bernard ■

(1) Les normes actuelles (RT2005) autorisent à la construction entre 80 kWh/m²/an en zone méditerranéenne à 130 pour le Nord de la France... pour le chauffage à base d'énergie fossile et de 130 à 250... pour le chauffage électrique. Il y a fort à craindre que le 50 kWh/m²/an annoncé ne concerne pas le chauffage électrique, lequel n'est pas remis en question.
(2) Ainsi l'EPR se construit à Flamanville sur des terrains disponibles depuis les années 1970. Il reste encore un emplacement libre sur ce terrain... et d'autres ailleurs.

Un festival "missile mi-raisin"

L'océan impassible nous avait susurré derrière une dune qu'un jour ou peut-être une nuit, il engloutirait la connerie de quelques militaires et de tous les Lagardère avec "ses premières lames de l'univers" (1). Car cet océan Hugolien savait que "Si tu ne viens pas à Lagardère, Lagardère ira à toi." En garde !

C'est, entre autres, face à l'absence de militants français prêts à participer à l'inspection citoyenne de Biscarosse, près de Bordeaux, en 2006, que l'idée avait germé : organiser presque chaque mois des stages d'activisme non-violent orientés vers les pratiques de la désobéissance civile, de manière décloisonnée et ouverte. Peu à peu le projet est devenu une réalité et une belle réussite même. Le dernier stage en date des *Désobéissants* avait d'ailleurs lieu près de Biscarosse (2), durant les jours précédant l'inspection citoyenne. La boucle est bouclée.

Un désobéissant averti en vaut deux !

Mais qui sont-ils, ces "désobéissants" dont on raconte qu'ils se promènent la nuit avec un couteau (en guimauve) entre les dents ? Jean-Charles, ex-autonome, est devenu non-violent autant par fatigue des coups que par goût personnel. Il évoque un précédent stage à Marseille : "*Les gens de RESF ne se sont pas gênés pour créer de la bousculade*"(3). Ho peuchère ! La non-violence s'apprend quand l'Etat exerce quotidiennement une violence sur les citoyens.

Cette fois encore, découvrir son clown activiste, passer un grillage, connaître le fonctionnement des médias ou ses droits juridiques, tout y est passé pendant trois jours. De quoi se muer en quelques jours en un inspecteur citoyen non pas parfait mais un minimum averti…

L'objectif est de se lancer dans l'action quelques heures plus tard : un chapelet de saucisses et une peluche à l'effigie de tinki-winki offerts à celui ou celle qui parvient à laisser des traces de rouge à lèvres sur la paroi métallisée du Missile M51, inoffensif joujou de l'armée française destiné à porter une charge équivalente à 20 fois Hiroshima…



Guillaume De Crop

Brigade activiste des clowns : "Arrêtons les guerres".

(1) Lire éventuellement *Le Bossu* de Féval, roman populaire de cape et d'épée.
(2) Biscarosse (Landes), station balnéaire, abrite sur une partie de ses plages le centre d'essais des Landes, le CEL, une base militaire d'où sont tirés des missiles vers le large… parfois comme pour le missile M51 jusqu'au large de la Guyane à 6000 km plus à l'ouest.
(3) RESF : réseau éducation sans frontière, qui agit contre les expulsions de sans-papiers.

Guillaume De Crop

Prolifération nucléaire l'Etat français hors-la-loi

Samedi 22 septembre 2007, à Biscarosse, un rassemblement devant l'entrée de la base militaire des Landes a pour but de demander officiellement aux autorités concernées l'accès d'une délégation à la base, afin de vérifier le respect par la France du Traité de non-prolifération Nucléaire (TNP). Son article n°6 engage les signataires à ne pas développer d'armement nucléaire mais au contraire à le démanteler pour ceux qui en ont déjà. On appréciera la probité de l'Etat français par rapport à ses engagements.
Toute attaque atomique constitue un crime contre l'humanité. En développant son potentiel atomique militaire, la France prépare activement de tels crimes. Or les grands procès qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale ont permis de dégager un principe important de droit international : avoir connaissance qu'un crime contre l'humanité se prépare et ne rien faire pour le dénoncer ou l'empêcher, c'est être soi-même complice de crime contre l'humanité.



Guillaume De Crop

Xavier Renou a lancé un appel pour qu'il puisse racheter un sous-marin capable de rentrer sans violence dans la base. Plus sérieusement, on peut lui envoyer son pécule de bidasse à l'ordre de l'UPF, chez Xavier Renou, 49, rue de Neuilly, 92 110 Clichy.

Pour en savoir (beaucoup) plus sur les inspections citoyennes : www.nonaumissileM51.org et sur les formations : www.desobeir.net.

Portail contre porte-avions

Le rassemblement de ce jour réunissait pour tout dire assez peu de monde : quelques centaines de quidams de tous bords et poils, souhaitant manifester leur refus de se porter complices de ce sommet de bêtise et de cynisme militaro-industriels. Le rassemblement se passe bien, chacun fait son boulot, les militaires en clowns tristes d'un côté, les manifestants et les clowns en fiers gardiens de la sécurité collective et du droit international de l'autre. Certains se sentent des ailes (de colombes) et enjambent le grillage d'entrée de la base ; plus bas quelques manifestants secouent le portail… qui s'effondre du haut de sa solidité, tel un expert nucléaire qui vous dit que les centrales sont les endroits les plus sûrs au monde. Mon brave Sancho, si tu voyais la tête des moulins de nos jours !
Dans sa chute accidentelle le portail blesse (fracture) un gendarme à la jambe. Les trois enjambeurs de barrière, eux, se retrouvent bien vite au poste de police à l'intérieur du centre d'essai.

Boussoles contre hélicos

19 inspecteurs citoyens ont réussi à pénétrer durant la journée sur le Centre d'Essai Militaire. Certains sont repêchés par la soldatesque quelques secondes seulement après avoir franchi la frontière du camp. D'autres ont le temps de se balader durant des heures dans le campement militaire avant de rencontrer âme qui vive.
Extrait d'un dialogue à la nuit tombante, dans la forêt du camp militaire : Le gendarme (presque gêné) : "Vous savez, je suis là pour faire respecter le droit civil". L'inspecteur citoyen (très à l'aise malgré ses menottes) : "Et moi je suis ici pour faire respecter le droit international".
Déjà en juin 2007, un groupe s'était introduit dans la base d'essais de tirs et l'année dernière pendant le précédent festival, plus de quarante Bomb Spotters belges pénétrèrent le site, cherchant à se faire arrêter. En juin 2007, à peine trois bateaux de la marine, des hélicoptères transportant des commandos et seulement 11 voitures de la DST étaient déployés sans parvenir à empêcher huit activistes de pénétrer sur le site.

Peace or Love, il faut choisir…

Peace and Landes, c'est aussi un festival où s'échangent des idées et des alternatives, où l'on se prépare, s'organise, et où l'on fait la fête. C'est un moyen de toucher un public pas encore averti en matière de non-prolifération nucléaire et — idéalement — de faire rentrer des deniers dans la besace anti-nucléaire. Mais cette année le public n'est pas vraiment au rendez-vous… Le festival, c'est vrai, attire aussi son lot de "travellers", des acheteurs de badges des Klipsnot, fort peu curieux de lectures subversives, de teufers qui font "du son" à te dézinguer la tête et de quelques amateurs du groupe Ministère des Affaires Populaires. Mais le raz de marée pacifiste ne sera pas inscrit en 2007 dans les livres d'Histoire. Malgré cela, une certaine satisfaction est de mise : la manifestation a fait plus de bruit à 200 personnes que les 2000 de l'an dernier.

Christophe Goby et Guillaume Gamblin ■

Le Ministère des affaires populaires

Ces Lillois, rappeurs généreux du Nord, nous ont accordé un entretien avant leur concert au festival Peace and Landes (et après ma garde à vue).



PIB

Deux épiciers "arabes" coiffés d'une casquette et de la blouse des marchands de légumes sautent en l'air en scandant *"On veut pas des militaires, que des militants..."* et vous donnent envie de manger bio ou kasher comme dans leur chanson. C'est MAP, le Ministère des affaires populaires. Le violoniste a charmé tout le monde. Lui aussi porte la générosité des chanteurs du groupe qui prennent le temps de faire guincher leur public en empêchant les pogos violents. Leur entrée théâtrale, à la lampe torche dans la masse, tout émue de cette complicité, résonne comme un bal populaire. Pas de filles à poil sur des capots de bagnoles rouges ! Pas de visages tendus, des sourires vrais. Même leurs chansons n'emploient pas le verlan. De la finesse et des propos sensés.

Hashka m'explique ses habitudes alimentaires et celle de son cousin Dias : *"Les deux, on mange du bio, on est de la race des alters, pas terre à terre !"*. Portant un sourire indéfectible, il a hérité de la tchatche de son père, marchand de légumes à Roubaix. Après une licence de maths, le hasard l'a fait rencontrer des Lillois qui forment le groupe MAP en 2003. "*C'est un théâtre, le marché !*" lâche-t-il comme pour me parler de sa première école.

MAP s'est impliqué dans la candidature Bové parce "*qu'il y est allé vraiment. Faucheur d'OGM, il s'est rendu en Palestine voir Arafat ; le gars, il est allé en prison. Y a des gens, c'est des révolutionnaires de pacotille à côté de lui !*". Bové avait le bon profil. Quelqu'un qui ne venait pas des partis. Mais ajoute-t-il, "*On a chanté aussi pour le facteur*".

La désunion de la gauche populaire l'a sincèrement déçu. "*Ils ont raté une chance historique. L'outil a primé sur l'idéal*". Il continue sur Besancenot : "*Même avec 4% y a pas de quoi fanfaronner !*". MAP a une vision alternative, c'est certain, et dans le rap on en trouve peu comme eux ou comme Keny Arkhana à l'autre bout de la France.

"*La société devient inhumaine, les prises ADN, le spray anti-SDF à Argenteuil. L'actu c'est la chasse à l'homme*" déclare-t-il. La gauche classique l'épouvante encore plus que Sarkozy car elle utilise les pauvres comme la grande surface avec la clientèle : musique d'ambiance et promotions en trompe-l'œil. "*La droite nous ramenait les flics, la gauche les assistantes sociales*". "*Ceux qui nous parlent d'intégration, ils ont une génération de retard. La société, elle est multiconfessionnelle, on peut donner à Jean-Marie des adresses de psy !*"

Hashka préfère parler du peuple comme dans leur chanson tube *Bal populaire*. "*Le peuple c'est le mélange. populaire, c'est des gens qui renversent les codes, c'est un nouveau visage, celui de la culture immigrée par exemple*". Justement ils reviennent d'Alger où le rap prend doucement et où l'accueil fut chaleureux dans le pays de leurs parents. Ils leur rendent hommage dans *Menish Mela*. On s'aperçoit vite qu'au MAP, on est lillois sans ostracisme, on appartient aux quartiers populaires où ils habitent toujours, mais sans que ça ressemble à un discours de supporter de foot.

Ministère des affaires populaires, www.map-site.fr.



Greg Allaeys

Certaines chansons sont en passe de devenir des hymnes militants grâce à une poésie nuancée, mais aussi parce qu'Haskha a pigé que "*La tradition française c'est la rhétorique. Mais attention, le discours sert à mentir aussi !*". On évoque Guaino, le rimailleur de Sarko.
Question pratique, leur label est le même que Miossec, DIAS, "*On rentre dans une certaine économie*". En tout cas ils n'en veulent pas à ceux qui piratent leurs morceaux sur le net : "*Nous aussi on a été pirates. Par contre quand Bruel parle de ça...*"
Après avoir évoqué Kateb Yacine un instant, on revient à la politique : "*Notre but n'est pas de gagner plus, mais plutôt comment vivre ensemble*". Il ne pardonne pas à la gauche, coupable à ses oreilles des mêmes discriminations : "*Tu as vu la fascination des socialistes pour Sarko ?*" Il ajoute "*Il y a un retour aux classes sociales, on ne doit plus discuter des bons ou mauvais arabes*". Fadela Amara qui a changé de bord n'est pas à l'honneur : "*Le truc de Ni putes Ni soumises, c'est un truc de réac, c'est faire passer le mec des quartiers pour un islamiste barbu qui bat sa femme ! D'un autre côté, sémantiquement on passe de « Racaille » à « Glandouille » avec elle ! Y a un mieux !*". Rires.
Enfin on évoque SOS Racisme, laboratoire du PS selon lui, et Harlem Désir dont le souvenir est entaché de trahison ; son passage au PS n'est pas passé.
MAP exerce son ministère aux quatre coins de la France Profonde. Ils sont énormes, gargantuesques comme un autre dont le ministère était aussi populaire : François Rabelais.

Christophe Goby ■

ANNONCES

Gratuites : Les annonces de Silence sont gratuites pour les abonnés. Elles sont également gratuites pour les offres d'emplois. Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement. Taille des annonces. Nous vous demandons de faire le plus concis possible. Au delà de 500 signes, nous nous réservons le droit de faire des coupes. **Délais.** Les dates de clôture sont indiquées "*Quoi de neuf ?*" (page 2). Prévoir environ deux mois entre l'envoi d'une annonce et sa publication. **Domiciliées :** Silence accepte les annonces domiciliées à la revue contre une participation de 5 € en chèque. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe. Ecrire sur cette enveloppe au crayon les références de l'annonce, puis mettre cette enveloppe dans une autre et envoyer le tout à la revue. **Sélection :** Silence se réserve le droit de ne pas publier les annonces qui lui déplaisent.

Entraide

■ A la rencontre des Ami-e-s de S!lence a été fabriquée et offerte une ossature de yourte. Nous cherchons un financement pour la toile et l'isolation. Vous pouvez y contribuer en adhérant à l'association Le set de fleurs (12 €) ou en envoyant un don. *Association le Set de fleurs, Raviole, 47370 Courbiac, lecampdugeai.free.fr, tél : 05 53 40 72 24.*

■ Pour notre association (constructions de panneaux solaires thermiques, fours et séchoirs solaires), nous cherchons du matériel pour le travail du bois en priorité manuel (scie, ciseaux, rabot...) et des machines électriques (scie circulaire, scie sauteuse...). Toute aide est bienvenue. *Bioénergies, 60, chemin des Comminques, 30980 Langlade, tél : 09 51 78 44 88, bioenergies@free.fr.*

■ Les missions humanitaires peuvent manquer d'humanité. Pour publier un livre sur son expérience en Sierra Leone "La face cachée des cocotiers", Florence Blanchet cherche 150 souscripteurs. Le livre de 200 pages environ devrait sortir en février 2008. Souscription : 20 €. Chèque à l'ordre des *éditions Bellier, 41, cours Vitton, 69003 Lyon.*

Vivre ensemble

■ Henri et Sylvie, vidéaste et plasticien, avec projet culturel associatif souhaitent partager un écolieu dans l'Oise. Projet(s) agricole, élevage bio et intergénérationnel bienvenu(s). *Tél : 01 42 35 31 09 ou 06 87 74 57 91, hbokilo@yahoo.fr.*

■ Projet de "maison de retraite" alternative, solidaire, autogérée, écolo, cherche quelques personnes de bonne volonté, esprit libertaire, désirant vivre leur retraite — à venir ou présente — autrement. *Tél : 04 66 20 73 87, Olga.*

■ Colocation solidaire, une nouvelle façon de vivre à l'âge de la "retraite". Carrière professionnelle faite, enfants élevés, reste à vivre au mieux cette nouvelle période de la vie. La vie en solo, c'est cher, ça peut être triste. Ne plus rentrer dans un appartement vide, ne plus manger toujours seul, c'est possible tout en gardant l'indispensable espace privé, intime. La question économique est importante, mais c'est la solitude qui fait le plus souffrir. Alors vivre mieux en partageant une maison, un appartement, des joies, des soucis, mais aussi aborder intelligemment l'avenir... Si vous avez envie de vous exprimer sur le sujet, rencontrons-nous et parlons-en. A bientôt. *Tél : 06 33 30 49 20.*

Agir ensemble

■ Nous sommes un petit groupe de copains à nous réunir chaque mois autour du thème de la décroissance. Cela se passe à Rochefort-du-Gard, près d'Avignon. Il est possible de nous joindre au *04 90 31 79 51, courriel : begrignon@cegetel.net, http://decroissance.over.blog.org.*

Rencontre

■ JF 22 ans, maman d'un petit Mahël, végétarienne, adepte des toilettes sèches, pas trop encombrée par le matériel, je m'applique à progresser sur mon chemin de non-violence (communication, éducation) et à prendre ma part juste, ni + ni — sur Terre. Je cherche un compagnon dans cet état d'esprit. Ecrire à *Héloïse Legrand, rue de Chivière, 39320 Saint-Julien-sur-Suran.*

■ **Réf 352.01.** H 37 ans, musicien trad. (violon), simplicité volontaire, cherche femme ayant affinités, sans enfants à charge, pouvant venir me rejoindre dans localité proche de Rennes (35) pour vie à deux dans l'affection. Pas sérieuse s'abstenir. *Ecrire à la revue qui transmettra.*

■ **Réf 352.02.** Homme, 43 ans, célibataire, sans enfants, paysan, sensible, humble, aimable, militant, athée, voulant stopper la vie en solo, à la recherche de l'âme sœur, souhaite rencontrer compagne douce, indépendante, pour partager à la campagne le long chemin de la vie. Dépt 35 et limitrophe. 1 enfant bienvenu. *Ecrire à la revue qui transmettra.*

Emploi

■ Association recherche pour son activité Amap une personne motivée pour développer le lien producteur-consommateur et l'agriculture biologique dans le parc naturel du Morvan. Contact avec les producteurs, avec les consomm'acteurs, livraison, pesage des paniers, organisation logistique, secrétariat. CDI, 35h/semaine, emploi tremplin. Conditions : avoir le sens de l'organisation, connaître le fonctionnement de logiciels de traitement de texte et tableur, avoir le sens du contact. *Olivier Bon, pôle d'homéotélie, L'Ecole, 71550 Anost, tél : 03 85 82 76 16, www.poledhomeotelie.com.*

Logement

■ Couple + 2 jeunes ados, cherche à acheter, pour re-vivre, un lieu dans Drôme, Ardèche, Lozère ou Aveyron, terrain de 2-3 hectares minimum, dont une partie éventuellement constructible, ou avec bâtiments. Le but : vivre dans l'idée de décroissance et d'écologie, de l'agriculture, élevage, accueil de personnes... Ouverts à d'autres idées, nous souhaitons rencontrer des personnes intéressées par ce projet : pas de vie communautaire, mais partage des idées, et des énergies, du matériel, des outils... *Tél : 06 60 38 51 34.*

■ Femme seule avec enfant instruit en famille loue une chambre non fumeur dans sa maison. Allocation logement. *Tél : 05 53 40 72 24, Brigitte Tichané, le Camp du Geai, 47370 Courbiac.*

A vendre

■ Vends collection "La Hulotte" du n°6 au n°88, avec reliures et index, 180 €. *Tél : 03 85 25 84 44.*

Courrier

Peste des pesticides

On vient d'épandre sur nos têtes des pesticides (ou produits nocifs) sans même informer la population. Des épandages auraient même été faits le mercredi, jour où les enfants jouent beaucoup à l'extérieur. Je me sens pleinement concernée travaillant avec des enfants et je ne peux accepter cela sans réagir. Assez ! Assez d'être des marionnettes ! Je veux agir moi aussi afin que cela ne se reproduise plus, pas dans mon pays dit « démocratique ». Avec les conséquences que cela peut avoir comme on l'entend en ce moment en Martinique et en Guadeloupe. Y a-t-il à votre connaissance des initiatives dans ce sens auxquelles je pourrais me joindre ? Une goutte d'eau dans l'océan ne peut rien mais en se regroupant peut-être. Merci de bien vouloir m'épauler, je ne peux plus accepter qu'on joue avec nos vies. De toute façon, la société entière paiera un jour ou l'autre, il faudra prendre en charge les personnes ayant souffert de ces produits dangereux. Moi-même cette semaine j'ai ressenti une très grande fatigue, des maux de tête inhabituels, des démangeaisons… Je ne comprenais pas.

Chantal Ezan
Savoie

S!lence : *vous pouvez prendre contact avec le MDRGF, Mouvement pour le droit et le respect des générations futures qui organise chaque année en mars "la semaine sans pesticides" : MDRGF, 40, rue de Malte, 75011 Paris, tél : 01 45 79 07 59.*

Sans religion… ni raison ?

J'ai été scandalisé dans le n° 345 p.53 par l'article sur le livre de Michel Onfray *Traité d'athéologie*, que je caractériserai par un manque de lucidité, de recul, et un parti-pris évident de nier l'existence du religieux chez l'homme. J'apporterai simplement ce qu'en dit le mensuel de la libre pensée *La Raison* : dans son numéro de juin, ce journal anticlérical estime que le traité d'athéologie vise à dépasser la religion, non par la raison, mais par la destruction de la raison. « C'est un athéisme de type "nouvelle droite" (…), très imprégné du vocabulaire propre au réductionnisme biologique et à la rhétorique néofasciste ». Attention donc à ce genre de commentaire.

Denis Legros
Rhône

Construction éco-illogique

Que faut-il penser d'un président du CSTB (Centre scientifique et technique du bâtiment) qui déclare que c'est malheureux, mais nous avons perdu toute connaissance traditionnelle d'isolation ? Evidemment qu'il se fait applaudir par tous les marchands de clim' et autres pompes à chaleur sophistiquées présents dans la salle. Quand parallèlement à cela on découvre sur le site internet de Promotelec (association créée en 1962 pour promouvoir la sécurité et la qualité des installations électriques dans le bâtiment) qu'il faut réduire la climatisation coûteuse et appliquer des méthodes de climatisation naturelle, mais uniquement dans les Dom-Tom, il y a de quoi se poser des questions. (…) Mais quand on y réfléchit et qu'on se pose la question de savoir qui sont les clients…
Pour le CSTB tous les fabricants de matériaux de construction traditionnelle (béton, placo, polystyrène et autres laines de roche), il est clair que ces gens-là ne peuvent pas reconnaître les bienfaits de la construction écologique. Ça ne leur rapporte rien si on va acheter la paille chez l'agriculteur local et le bois dans la scierie du village d'à côté.
(…) Pour Promotelec qui teste tous les matériaux électro-techniques, idem. Mais là on veut bien admettre que ça existe et que ça peut être efficace, mais pas en France métropolitaine.
Evidemment une maison construite intelligemment et isolée par l'extérieur consomme moins d'énergie, ça n'est pas intéressant pour EDF. Par contre dans les Dom-Tom, comme le réseau est un peu limité on peut conseiller les méthodes de climatisation naturelle… C'est mon coup de gueule d'artisan qui voit la construction écologique stagner parce que des « déballe mentol » (consommateurs de bonbons à la menthe), cachés derrière leurs écrans, refusent d'agréer la construction paille-torchis-chanvre, donc pas de DUT, pas de garantie décennale possible et donc pas d'emprunt bancaire. Ces maisons écologiques sont pourtant déjà aux normes d'isolation de 2020. A partir du moment où des organismes qui sont les décideurs de ce qui peut se faire en construction en France adoptent une telle politique, on n'est pas près d'avoir des maisons à haute performance énergétique en France. Et tant pis pour l'environnement.

Roger Hubert
Pyrénées-Orientales

Vélo

(…) Tous les samedis, je m'achemine au marché bio de mon village, bien sûr à bicyclette (24km aller-retour), et je perds mes illusions constatant que parmi les « bios et écolos » du marché, pas un seul ne s'y est rendu à vélo, certains habitant à côté. (…) Le vélo possède d'immenses vertus. C'est un moyen de locomotion enchanteur, car il combine l'écologie, la convivialité, le sport, l'économie et l'épanouissement. Au même titre que l'alimentation bio intelligente, prendre son vélo constitue un geste élémentaire de respect de l'environnement et d'autrui. Pour les week-ends et les petits voyages en famille ou entre amis, c'est l'idéal. (…)

Alain des Courtils
Gironde

Le mangeur de hot dogs

Le 4 juillet 2007, à l'occasion de la fête nationale américaine, le concours du plus gros mangeur de hot dogs a été remporté par un jeune homme de 23 ans, lequel en a avalé pas moins de vingt-six dans le temps record de dix minutes (journal de 13h sur *France Inter*, 5 juillet 2007).
Qu'une humanité qui fabrique à tour de bras des obèses dans le clan des nantis quand elle accule les plus pauvres à la mort par inanition, soit capable de produire en prime ce genre de spectacle ne peut que laisser pantois tout être doué de conscience. Qu'à l'heure où tous les signaux d'alerte relatifs à la survie de ladite humanité sont au rouge (réchauffement climatique, effondrement de la biodiversité et des réserves halieutiques, perturbation notable du cycle de l'eau, dégradation pour partie irréversible de près de la moitié des terres fertiles de la planète…) un tel non événement se voit élevé au rang d'« information » sans le moindre commentaire critique, me semble d'ordre à engager la responsabilité collective de la presse dans l'accélération du désastre en cours. Des médiateurs aux émissions d'autocritiques où les membres de la profession tentent de mettre de l'ordre dans leur déontologie, les forums ne manquent pas où les journalistes s'interrogent sur leurs propres dérapages. Mais quand se questionne-t-on, non sur l'exception mais sur l'ordinaire ? (…) On ne manquera pas de s'étonner qu'à l'heure où les bétonneurs ou les marchands d'armes cherchent à museler la presse privée en l'achetant, des journalistes du service public participent de leur plein gré, peut-être sans même s'en rendre compte, à un tel effondrement de la pensée.
Ici la question se pose de savoir à quoi nous sert la presse ? Au réveil des consciences quand tant de périls nous menacent ? Ou à produire un effet anesthésique propre à nous engourdir à l'heure de notre agonie annoncée ? Bien sûr nul n'est obligé de croire que le pire est à venir, et nous serions bien candides d'attendre de ceux qui profitent de l'aubaine du pillage planétaire qu'ils tirent le signal d'alarme ; quand le Titanic heurta un iceberg dans le brouillard, on dansait dans les salons des premières classes. Mais ce qui se trouve ici en cause relève moins d'une apocalypse future que d'une horreur présente. Selon les statistiques de l'ONU, toutes les neuf secondes un enfant meurt de soif dans le monde, soit soixante-six enfants morts au cours des dix minutes que durèrent le concours. Deux enfants et demi par hot dog ! Dits ainsi les faits nous apparaissent sous un jour particulièrement cru. C'est-à-dire sous leur véritable jour. Toute autre formulation relève au pire du mensonge, au mieux d'une suggestion hypnotique propre à nous endormir. Il ne reste pas exclu que ceux qui participent d'un tel assoupissement généralisé dorment eux-mêmes depuis belle lurette du sommeil du juste. Attention, le réveil risque de ne ressembler que de très loin au baiser du prince charmant à sa Belle au bois dormant.

Hervé René Martin
Auteur de *Eloge de la simplicité volontaire*, Flammarion 2007
Aude

Courrier

Rallye automobile

Cette année encore le rallye automobile *Cœur de France* se déroulera avec l'appui et le soutien du conseil régional de la région Centre (de gauche) et du conseil général du Loir-et-Cher. A l'heure où les problèmes de pollution, de réchauffement climatique, de raréfaction des énergies fossiles sont de plus en plus criants, ces soutiens m'apparaissent totalement irresponsables. Qualifier de "sport" (même motorisé) ce genre de manifestation m'est un motif d'écœurement car il ne s'agit que d'un spectacle coûteux, dont la pratique est réservée à un petit nombre de vedettes "superfriquées" ou largement subventionnées, l'exact opposé d'une saine conception du sport. (…)

Jacques Deschamps
Loir-et-Cher

Petites annonces

A la lecture des "petites annonces" de ma revue préférée, je voudrais réagir aux textes de deux offres d'emploi du n°348. Ces textes en disent long sur l'état des relations sociales que vivent les chômeurs et certains salariés. En effet la première offre propose au futur candidat d'être polyvalent, faire du gardiennage et aussi du ménage, de l'entretien des espaces verts, jardinage, accueil des touristes, bricolage, tout cela en l'espace d'un mi-temps. En plus de cela le candidat doit être digne de confiance, dynamique, autonome et débrouillard (…). Pour ce qui est de la deuxième offre, le candidat doit avoir moins de 30 ans pour un emploi-tremplin avec la possibilité de prolongement en CDI au bout de cinq ans d'ancienneté. (…) Son travail consiste à effectuer les livraisons, assurer le contact avec les adhérents, les producteurs, organiser des visites à la ferme, gérer les abonnements. Travail de contact et communication. En plus ce candidat doit être rigoureux, doit connaître world et excel et avoir le permis B. Celui qui cherche à travailler plus c'est possible, quant à gagner plus, c'est la grande inconnue de ces textes.

Daniel Rulhes
Aveyron

Hymne à la joie

Allons, frère résigné,
Vers un monde
Où la richesse la plus insensée
Côtoiera la misère la plus sombre.

Soyons, camarades du silence,
Simplement armés
Pour sauver les divines apparences
De richesses enfin partagées.

Acceptons la grandeur technique
Des miradors et caméras
Qui rendent plus qu'hypothétique
La révolte de nos bras.

Suivons ces prêcheurs décomplexés
Qui ne veulent plus d'un monde
Meilleur mais nous apprennent
à rêvasser
Sans jamais briser la ronde
Infernale des aliénés.

Allons, frère résigné,
Vers un monde
Où la richesse la plus insensée
Côtoiera la misère la plus sombre.

Thierry Richard
Essonne

Vivre en yourte

Notre choix de vivre en yourte a été guidé par la conscience que seul un mode d'habitat simple et écologique en pleine nature pouvait nous faire expérimenter la décroissance de nos besoins et de notre consommation, en alliance avec notre environnement naturel.
Il y a un an nous avons quitté le confort de notre pavillon (…) et sommes venus nous installer dans les Cévennes. (…)
La yourte est un habitat merveilleux pour vivre dans la simplicité en accord avec les éléments et les saisons. Nous avons construit une toilette sèche avec des matériaux récupérés, un garde-manger et un coin cuisine. Nous nous douchons dehors avec l'eau chauffée au soleil. (…)
La ventilation par temps chaud est garantie par l'ouverture de la coupole (chapeau en plastique transparent, solide et souple) et d'une grande fenêtre qui s'enroule. La porte au sud et une fenêtre au nord complètent le système d'aération. Tous les visiteurs trouvent notre yourte magnifique. Le tissu imperméable a passé l'épreuve des plus gros orages. (…)
Du fait qu'il s'agit souvent d'autoconstruction, la yourte se révèle un habitat léger et économique qui offre un confort suffisant pour un couple avec un enfant ; pour plus, une deuxième yourte est nécessaire.

Marie-Ange Castella Levin
Gard

Décroissance côté femmes (dialogue)



Sandrine : J'ai lu dans S!lence que nous ne prenions pas assez la plume pour écrire sur la décroissance (…) ; j'ai remarqué, tout comme Jocelyne Fortin, l'auteure de la lettre (n°339, p.51), qu'il y a beaucoup moins de femmes que d'hommes qui écrivent sur la décroissance et dans les journaux écologistes en général.
Aurore : Pour moi, je ne raisonnerai par en termes d'opposition mais plutôt de complémentarité. J'ai l'impression que si nous ne sommes pas actives sur le plan de la "participation par l'écriture", nous sommes sûrement présentes et actives dans d'autres domaines de la décroissance. (…) Je veux dire que notre engagement ne prend pas forcément les mêmes formes que celui des hommes.
Sandrine : ce que tu dis me fait penser à nos engagements et à ceux de nos amies pour la décroissance et l'écologie. Je m'aperçois qu'on fait pas mal de choses : pour l'Amap, on était au tout début une équipe de trois femmes (…). Dans cet exemple donc, nous avons été à l'initiative, du moins à l'échelle locale. Notre activité sur ces terrains résulte peut-être de la sociologie de notre quartier, ou des thématiques en jeu, en tout cas elle atteste d'une implication remarquable.
Pour moi je comprends ce que tu veux dire par cette notion de complémentarité, qui recèle une certaine richesse, mais qui me gêne quand elle est prétexte à pérenniser l'ordre établi ; personnellement, j'ai l'intuition que l'amélioration de notre condition dépend aussi de notre volonté de prendre la parole et la plume. C'est pourquoi je te propose de transcrire ce dialogue et de l'envoyer au journal.
Aurore : Tout à fait d'accord, ma chère Sandrine.

Aurore Bounan, et Sandrine Mées
Paris

Décroissance côté femmes (bis)

Vous demandez qu'est-ce que les femmes peuvent apporter dans le débat sur la décroissance ? J'ai envie de dire : rien sur le débat, tout sur la décroissance, car je pense que nombre d'entre nous l'ont déjà commencé, petitement, tranquillement, discrètement peut-être, mais nous existons.
Je pense que la décroissance se fera par les femmes, tout simplement car ce sont elles qui le plus souvent disposent du budget et qui font les achats. Pour ma part, le premier changement a été amorcé il y a une trentaine d'années avec la lecture du livre « Le bonheur en plus » de François de Closets. A partir de ce livre et à son école, j'ai fait le calcul du nombre d'heures de travail par semaine qu'il me fallait effectuer pour payer la voiture (en tant qu'artisane, je gagnais peu) : cela représentait deux jours et demi par semaine : j'ai pris un vélo. J'ai fait ce même calcul pour le téléphone, les vacances. Les choix de vie devenaient faciles. Vous pouvez faire des grilles de calcul, rapides, suivant une échelle de revenus, c'est extrêmement parlant.
Un autre volet est la spiritualité, vous l'abordez de temps à autre. Il me semble évident qu'un changement est pratiquement indissociable d'une évolution des mentalités, et cela sera d'autant plus facile que l'on évolue vers une recherche de nos racines, vers une intériorisation, un équilibre personnel qui implique le respect de l'autre, et l'arrêt de la course à la consommation. Car je pense que la consommation est bien le reflet d'un mal-vivre. Plus une personne va vers son équilibre, plus elle va vers une vie simple. Cela est mon opinion, et aussi la résultante des observations faites autour de moi. Je ne suis pas féministe mais simplement une femme. Je préfère essayer de vivre au plus près de mes idées mais cela est difficile. Je vous remercie des efforts que vous faites par votre revue et par l'acceptation de l'échange.

Tann Bardo
Gironde

Décroissance côté femmes (ter)

Ça y est ! Je viens de finir l'article de Françoise Chanial intitulé "La générosité masculine" dans le n° 350. Je l'ai fait à cœur ouvert, avec "générosité" justement mais j'ai eu du mal ! Oui, d'accord, il y a des hommes gentils, doux, intelligents (j'en ai épousé un). Oui, d'accord, le système les exploite aussi et des milliers laissent leur peau au travail. Ça, il faut le changer. Mais, sous prétexte de ne plus attaquer les hommes aveuglément, sous prétexte de reconnaître toute leur contribution positive, est-il vraiment bien nécessaire de retomber dans le cliché de la petite femme passive qui s'affaire surtout dans les coulisses parce qu'elle n'est pas capable (!) de faire mieux "biologiquement et culturellement" ? D'où Françoise Chanial tire-t-elle la certitude qu'il y a moins de femmes que d'hommes "capables" d'assurer le premier rôle ? Dans un monde suffoqué par le sexisme, comment peut-on même savoir ce dont les femmes sont vraiment capables, elles qui sont conditionnées dès le plus jeune âge pour les rôles de soutien et de décoration ? Elles à qui on fait comprendre, lorsqu'elles sont petites filles, que les garçons sont plus forts (on ne fait pas l'infanticide des garçons) ? Quand les femmes demandent l'accès aux postes de responsabilité, ce n'est pas tant le droit aux gros salaires et aux honneurs qui les motivent, mais aussi la possibilité, enfin, de prendre des décisions. Car c'est bien beau de se satisfaire de "coller des enveloppes", mais c'est celui qui ouvre la bouche qui va être entendu !
"Je pense que les femmes doivent reconnaître ce que leur donnent les hommes", demande Françoise. Cela fait des millénaires qu'on impose aux femmes de survivre grâce au bon vouloir des hommes (et des fois, ils ne veulent pas !). Il faudrait maintenant qu'elles soient reconnaissantes de la position subalterne qu'on veut bien leur laisser ? C'est quand nous aurons l'égalité, la vraie, que nous pourrons choisir notre gratitude, et pas avant !
Je pense soudain à ces récents efforts honteux de repeindre le colonialisme en blanc, parce que, soi-disant, le colonialisme aurait eu du bon. La pilule était trop grosse pour passer, heureusement !

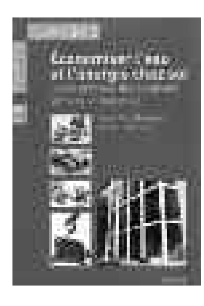
Jocelyne Fortin
Grande-Bretagne



Les livres (et seulement les livres et BD) chroniqués dans ce numéro sont disponibles auprès de la librairie **Quilombo/Silence, 23, rue Voltaire, 75011 Paris**. Il suffit de remplir sur papier libre, vos coordonnées, les ouvrages que vous souhaitez vous procurer, d'inscrire le montant des livres (notés sous les titres de chaque livre), de rajouter 10% du prix total pour les frais de port. Règlement par chèque (à l'ordre de Quilombo Projection). Renvoyez le tout à l'adresse ci-dessus. Délai de livraison entre 10 et 15 jours.

Economiser l'eau et l'énergie chez soi

Jean-Paul Blugeon
Ed. Edisud
2007 - 192 p. - 19 €



Conseiller indépendant en habitat écologique, nous avions rencontré Jean-Paul Blugeon lors de notre spécial *Alternatives en Poitou-Charentes* : il a en effet équipé sa maison avec de très nombreuses installations solaires et économes, il anime au niveau de son département une dynamique association de promotion des énergies renouvelables et il écrit régulièrement des articles pour la revue *La maison écologique*. Richement illustré par Jef, dessinateur de cette revue et de photos, le livre présente les démarches "négawatt" que l'on peut faire dans sa "troisième peau" (la maison, la deuxième peau étant les vêtements). Cela fourmille de "trucs" simples : réflecteurs derrière les radiateurs, choix des lampadaires, chasse aux veilles inutiles, marmite norvégienne pour finir les cuissons, récupération des eaux de pluie, toilettes sèches, réducteur de débit... une fois pris en compte tous ces bricolages accessibles à la plupart d'entre nous, vous aurez déjà considérablement diminué vos besoins... qu'il vous restera à combler avec des ressources renouvelables. Le temps d'amortissement de ce livre se fera en quelques heures ! A votre boîte à outils. MB.

Les bagnes d'enfants et autres lieux d'enfermement

Paul Dartiguenave
Editions Libertaires
2007 - 280 p. - 15 €

Où l'on apprend que les problèmes liés à la pauvreté ont de tout temps été résolus de la même manière : l'enfermement des "coupables" de vol de pain, d'œufs, de lait... Aujourd'hui, on nous parle de centres de

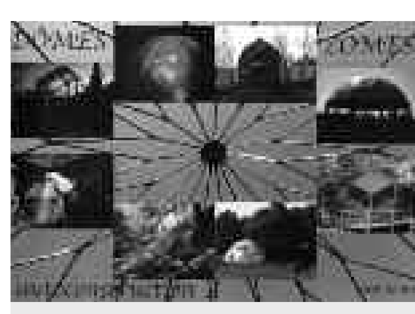


rétention pour les mineurs, cet ouvrage très documenté nous dresse un portrait historique de la répression des enfants pauvres (filles et garçons). L'enquête minutieuse de l'auteur commence en gros avec la Révolution française. Les bagnes d'alors étaient des lieux sans hygiène aucune, sans confort et vecteurs de nombreuses maladies. Les prisonniers étaient entassés sans séparation aucune et sans distinction quant aux causes de l'enfermement. La plupart de ces jeunes servaient de main-d'œuvre peu onéreuse pour les établissements pénitentiaires et l'autorité qui s'exerçait dans ces lieux a souvent été source de handicap physique quand ce n'était pas la mort.
Actuellement, nous nous trouvons dans une situation politique qui risque de faire la part belle à l'enfermement des mineurs, et de toute personne ayant commis un délit de survie, cet ouvrage est un témoignage quant à l'inutilité de ce type de sanctions. Où l'on s'aperçoit que c'est bien la pauvreté qu'il faut combattre et non l'insécurité. JP.

La haine à l'état d'antiquité

Günther Anders,
préfacé par Philippe Ivernel
Ed. Payot & Rivages
2007 - 92 p. - 15 €

La parution en traduction française d'un livre de Günther Anders est toujours une bonne nouvelle. Il faut dire que l'auteur n'est pas n'importe qui : philosophe juif allemand, il a été l'élève de Heidegger et le premier mari de Hannah Arendt. Il se réfugia en France puis aux Etats-Unis en 1933 pour fuir le nazisme. Son œuvre philosophique s'est consacrée à dénoncer le nazisme, puis, après-guerre, il fut "co-initiateur du mouvement contre la bombe atomique" comme l'exprime justement le préfacier du livre. Son ouvrage principal, dont seul le premier tome est paru en français, est titré "l'obsolescence de l'homme" et montre comment l'être humain devient un rouage imparfait du système technique qu'il a créé. Ce petit ouvrage (moins de cent pages) se présente sous un titre *a priori* déroutant : "La haine à l'état d'antiquité". Ceci demande un mot d'explication : cet essai est extrait d'un recueil collectif sur le thème de la haine. Quant à l'antiquité, c'est celle des sentiments humains en ce temps où l'homme devient obsolète. C'est en effet le cœur de la philosophie de l'auteur.
Le texte est divisé en trois "fragments", de taille et de structure inégales, ce qui est tout à fait dans le mode d'écriture de l'auteur et contribue à rendre sa lecture si suggestive. Le premier fragment est constitué d'une succession de courtes réflexions sur la haine. Les deux autres fragments sont structurés autour d'un dialogue entre un philosophe et un tyran fictifs.
Je ne suis jamais sorti intact de la lecture d'un texte d'Anders, et celui-ci ne déroge pas à la règle. Son expression est claire, son raisonnement rigoureux, son style est inhabituel mais élégant ; le livre est donc facile à lire, mais sa lecture pas anodine. Mais quel bonheur intellectuel que de lire Anders.
Un seul reproche à l'éditeur : 15 € pour pas même cent pages, la facture est un peu lourde, surtout pour un éditeur de la taille de Payot. Tant pis, achetez-le à plusieurs ou faites-vous le prêter, mais lisez ce livre. Jean-Marc Luquet.



Dômes, zomes, autoconstruction 2

Jean Soum,
Marquet, 09130 Carla Bayle
2007, 72 p. - 20 € port compris

Tout en couleur, un deuxième tome présentant de nouvelles maisons autoconstruites dans la mouvance écolo, en s'appuyant sur une technique qui fait la part belle aux calculs d'ordinateur pour obtenir des structures légères que l'on monte comme un jeu de construction. De quoi rêver et avoir envie de passer à la pratique. Le premier tome (46 pages) est toujours disponible contre 14 €, les deux tomes 30 €.

La corruption du meilleur engendre le pire

Ivan Illich & David Cayley,
Entretiens traduits de l'américain par Daniel de Bruycker et Jean Robert,
Coll. Spiritualité,
Ed. Actes Sud (Arles)
2007 - 345 p., 26 €

Décidément, Ivan Illich (1926-2002) ne cesse de nous surprendre, même à titre posthume. Ce livre paru en 2005 au Canada vient d'être traduit en français ; il reprend deux entretiens entre Illich et Cayley qui ont eu lieu en 1997 et 1999. David Cayley a réalisé les entretiens et mis en forme le livre. Il a rédigé un court avant-propos et une longue introduction, riche, documentée et donnant notamment des indications sur la biographie d'Illich que je n'ai pas lu ailleurs. La préface nous renseigne sur le thème principal de l'ouvrage : ce livre tourne autour de l'idée que "la singularité fondamentale de la société moderne doit se comprendre comme le résultat d'une tentative perverse pour institutionnaliser l'Evangile chrétien, et que le mal sans pareil engendré par cette corruption de ce qu'il y a de meilleur ne peut se comprendre entièrement qu'en remontant à la source" [p. 16].

Il s'agit donc essentiellement d'un livre de théologie. C'est inattendu car Illich, s'il a fait des études de théologie (il était prêtre), s'est toujours déclaré historien et non théologien. D'un autre point de vue, les idées exposées dans ce texte restent celles d'Illich, avec son style inimitable, sa façon d'aborder plusieurs idées à la fois tout en restant cohérent, qui donne une densité impressionnante à certains de ses livres, et c'est ici typiquement le cas. C'est dire qu'on trouvera sans chercher de riches réflexions sur de nombreux sujets, qui dépassent (et complètent) l'interrogation théologique qui a motivé ce livre. A titre d'illustration, le lecteur intéressé par l'origine de la technologie consultera avec profit le chapitre 4, puis le chapitre 13, intitulé "l'âge des systèmes", pour comprendre pourquoi, selon l'auteur, "l'âge des outils, ou des techniques, a pris fin au cours des vingt dernières années" [p.213]. D'autres lecteurs seront peut-être plus intéressés par le chapitre 8 : "santé et salut", riches considérations basées sur un jeu de mot en espagnol, langue dans laquelle les deux termes se disent "salud". Ce ne sont que de petits exemples des nombreux butinages possibles pour aborder ce livre.

La façon classique consistant à lire l'ouvrage du début à la fin reste bien sûr possible, voire recommandée à tout lecteur intéressé par les questionnements de fond abordés dans ce livre. Il y trouvera notamment des réflexions remarquables sur l'Incarnation, la contingence et la "criminalisation du péché", titre du chapitre 5. Rappelons qu'Illich historien était un spécialiste du douzième siècle, il connaît donc bien les "pères de l'Eglise".

Dans ce livre, l'expression est très claire et sa lecture ne présente donc pas de difficulté. C'est l'intérêt d'un livre d'entretiens. Je ne suis toutefois pas sûr que le lecteur qui n'a jamais lu Illich doive commencer par cet ouvrage (encore que ce soit faisable), mais c'est un complément qui intéressera toute personne qui a déjà lu et apprécié Ivan Illich. Jean-Marc Luquet.

Chronique d'un empoisonnement annoncé

Le scandale de la Chlordécone aux Antilles françaises

1972-2002
Louis Boutrin et Raphaël Confiant
Ed. L'Harmattan
2007 - 240 p. - 21 €

Enquête très documentée sur une situation environnementale catastrophique aux Antilles françaises justement nommées par les auteurs de zones DOMinées.

A travers l'histoire de l'économie bananière, les auteurs nous dévoilent l'utilisation massive de pesticides, dont le Chlordécone substance cancérigène, depuis une trentaine d'années. Les faits sont révoltants : "Sur seulement 4 km² de bananeraies, c'est près de 174 tonnes de pesticides – dont 54 tonnes de Chlordécone – qui ont été déversées chaque année. Quand on sait que la culture de la banane y a été pratiquée sur plusieurs décennies, on se rend bien compte du cocktail de polluants chimiques dont on a fait usage. Dans l'eau, 100% des prélèvements dépassaient la norme de 0,10 µg/l de Chlordécone avec un pic de 10,30 µg/l (103 fois la norme)".

Tout au long de cet ouvrage, nous voyageons dans l'histoire de ces DOM dont la population reste soumise à l'esclavage, situation qui perdure depuis des siècles. Les békés ou créoles blancs, ayant réussi le tour de force de garder la main sur ces colonies françaises dans le seul but de s'enrichir sur le dos de la population. Et aujourd'hui il est également question de pollution à grande échelle : les sols sont contaminés, les sources sont polluées... et les cancers se développent. Les quantités employées sont hallucinantes : en 1998, les importations de pesticides en Martinique représentaient 7 kg de produit commercial rapporté à l'habitant et 120 kg rapportés à l'hectare cultivé.

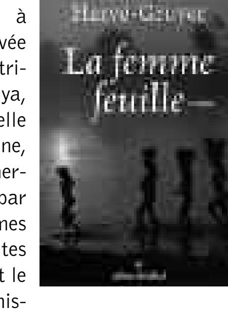
Et l'Etat français ferme les yeux face à ce scandale et tout est fait pour noyer le poisson, repousser les échéances, ne pas publier les études scientifiques, masquer les faits et continuer cette exploitation industrielle des Antilles... au plus grand bénéfice des latifundistes locaux.

Cet ouvrage est un signal d'alarme et les auteurs espèrent enfin être entendus par les pouvoirs politiques, mais au vu du pouvoir détenu par les propriétaires terriens, la question d'une réponse et d'une réaction de la métropole reste en suspens. C'est loin les Antilles ! JP.

Romans

La femme-feuille

Charles Hervé-Gruyer
Ed. Albin Michel
2007 - 19,90 €



Magalie, étudiante en ethno rejoint sa famille en Guyane où son père est gendarme à Kourou. Une occasion rêvée pour elle de découvrir les tribus indiennes. Avec Arakoya, un indien qui zone en ville, elle part dans son village d'origine, se trouve confrontée aux chercheurs d'or, est recueillie par les mythiques "hommes feuilles" qui vivent aux limites entre la Guyane, le Brésil et le Surinam. A travers cette histoire, l'auteur, lui-même ethnologue, nous initie progressivement aux rites et au langage de ces Indiens, à leur vision du monde, à leur unité avec la nature. Magali, la femme-feuille, sera finalement retrouvée par son père et, de retour à Paris, avec une fille née dans la jungle, elle ne rêvera qu'à repartir... jusqu'à sa rencontre avec un conservateur du Musée de l'Homme (l'auteur lui-même ?) qui la fera réfléchir sur cette volonté de vivre autrement, le risque de déculturation que posent les contacts avec les Indiens. Lors de débats dans la campagne normande, il lui proposera une autre alternative. Une très belle histoire sur la fragilité de ces peuples amérindiens, sur la destruction de la forêt amazonienne par nos démarches colonialistes et une belle interrogation dans le domaine de la spiritualité sur le sens de la vie et du bonheur. Formidable. MB.

Les bisons du Cœur-Brisé

Dan O'Brien
Ed. Au Diable Vauvert
(30600 Vauvert)
2007 - 364 p. - 23 €



Récit autobiographique pour cet écrivain naturaliste qui un jour fait le choix de réintroduire le bison sur ses terres, dans les plaines du Dakota. Il s'endettera totalement pour mettre en place son projet... mais réussira à faire revivre un troupeau sans tomber dans les pratiques d'élevage habituelles. Il les élèvera "à l'indienne", les laissant divaguer sur de grands espaces et ne prélevant que quelques bêtes chaque année. L'occasion dans ces grands espaces du centre des Etats-Unis, de nous faire revivre l'histoire du bison, des Indiens et de leur anéantissement par les colons européens. FV.

Chronique des jours à venir

Ronald Wright
Ed. Actes Sud
2007 - 430 p. - 23 €

L'auteur imagine que la machine à voyager dans le temps du roman d'H. G. Wells s'est matérialisée un siècle après l'écriture du roman... fin 1999. Un archéologue, David Lambert, qui a étudié les romans de cet auteur s'interroge sur la véracité d'un document qui annonce cette apparition. Il découvre la machine, avec à l'intérieur des vêtements encore chauds. Sachant qu'il est atteint d'une maladie incurable (Creutzfeld-Jacob), il remet en état la machine et se projette dans l'avenir... en 2500. Il découvre là un monde complètement perturbé par le réchauffement climatique, l'extinction de la biodiversité, les manipulations génétiques. Nous laisserons le lecteur le plaisir de découvrir cet univers, lequel, comme pour les bons romans de science-fiction, semble très vraisemblable et devrait nous inciter à prendre aujourd'hui les mesures nécessaires pour éviter une telle dérive. Le héros, archéologue, se trouve en effet devant une situation inédite : rechercher les traces du passé (entre 2000 et 2500) en connaissant parfaitement l'origine de ce passé. Le roman est mené à bon rythme

suite page 54

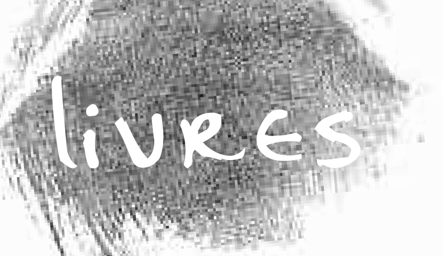


le livre du mois

Pour une politique de la décroissance

Sous la direction de Baptiste Mylondo
Ed. Golias (Lyon)
2007 - 123p. - 12 €

La décroissance se distingue d'une démarche individualiste et collectiviste de simplicité volontaire en cherchant à investir le champ politique et les débats sur le changement socio-économique. Ce petit livre à voix multiples permet d'interroger les ouvertures envisageables aujourd'hui en ce sens. Baptiste Mylondo commence par exposer les raisons politiques de limiter cette exploration à la « gauche ». Bruno Clémentin interroge la capacité des gauches françaises à entrer en décroissance, en mettant notamment en lumière le niveau de vie actuel relativement confortable de nombre de ceux qui ont constitué les « bataillons de la gauche », niveau qui ne les incite guère à remettre en cause la croissance économique. S'ensuit un balayage des courants qui essaient de défendre une politique de décroissance au sein de divers mouvements politiques de gauche, du parti communiste au parti socialiste avec sa motion Utopia, en passant par les Alternatifs. Si certaines propositions d'Utopia peuvent interroger, notamment lorsqu'il est question de proposer de « fixer un nombre global d'heures de travail à effectuer dans sa vie », un entretien avec deux objecteurs de croissance hors-appartenance témoigne d'une sensibilité plus libertaire. Le « Vert » Bernard Guibert interroge quant à lui les stratégies possibles pour faire avancer une politique de décroissance : social-libéralisme ou réformisme radical ? puis Serge Latouche et Paul Ariès s'interrogent l'un après l'autre sur la manière adéquate d'entrer en politique pour faire valoir une décroissance. Leurs constats divergent sur l'opportunité actuelle de fonder un parti politique et de participer au jeu électoral pour ce faire, ou encore de miser sur un engagement local. De la tentation électoraliste et ses dangers de fourvoiements ou de l'enfermement dans un mouvementisme social, lequel est le plus un piège à éviter ? On saluera un ouvrage qui ouvre le débat en laissant à chacun-e le soin de conclure, et qui témoigne d'une incontestable entrée de la décroissance dans le débat politique actuel – même si elle reste encore discrète. De nombreuses pistes pour penser une décroissance politique et, bien sûr, pour agir. GG



pendant les deux premiers tiers, la fin est un peu moins efficace. L'ensemble propose une vision de l'avenir que certains trouveront sans doute trop pessimiste... mais qui s'appuie sur la connaissance des civilisations disparues, l'auteur étant un spécialiste des cultures précolombiennes. MB.

Technosmose

Mathieu Terence
Ed. Gallimard
2007 - 232 p. - 15 €

Dans un futur proche, une jeune femme purge une peine dans une prison modèle enterrée réputée inviolable. En parallèle et plus tard, un jeune homme est embauché par l'architecte de la prison, et découvre que la jeune fille a officiellement disparu. Deux mondes en alternance, prétexte pour un long débat sur l'évolution des techniques et de l'architecture, à l'image d'un monde qui après les attentats du 21 septembre 2001, commence à enterrer ses centrales nucléaires, avant d'enterrer les humains. Si le monde carcéral est bien décrit, les longs développements sur le body-building sont peu seyants. Cela se lit bien car il y a un bon suspense, même si la réussite de l'évasion reste pour le moins... évasive. FV.

Les actifs corporels

Bernard Mourad
Ed. J'ai Lu
2007 - 250 p. - 5,60 €

Ce roman s'appuie sur une idée remarquable : quitte à tout marchandiser, l'auteur envisage qu'on puisse introduire en bourse une personne... sous forme de société individuelle. Alexandre Guyot, brillant consultant devient le premier être humain introduit en bourse. Avec un style efficace, l'auteur explore ce qu'il pourrait alors arriver : chaque événement de la vie du héros provoque alors hausse ou baisse boursière. Cela va alors évoluer jusqu'à l'absurde, avec des spéculations, des rachats de part, des risques de faillite et des OPA. L'auteur, banquier de métier, a le grand mérite de nous présenter à travers ce roman, le fonctionnement de la bourse... et d'en livrer une critique féroce. Tout à fait réjouissant. FV.

C . D .

Peau de SOS

Monsieur Bidon
Ed. L'enfant et la pluie (42000),
04 77 37 83 56,
site monsieurbidon.com
2007 – 15 titres - 54'

Dans leur précédent album, ils étaient deux, dans celui-ci ils se retrouvent à quatre. Ce qui donne à l'ensemble une contenance plus festive, plus chatoyante. Ce voyage musical se fait en références aux grandes légendes de la chanson française où se seraient immiscés des artistes plus contemporains mais non moins talentueux. C'est la garantie d'un album de qualité aux sons et aux tons variés, cocasses, sarcastiques. Qu'elles soient coquines, amoureuses, humoristiques, ou plus engagées, voire libertaires ou anticléricales, pour la défense des gens du voyage, pour les squats, contre les dictatures, il émane de ces chansons un vent salutaire de fraîcheur et de liberté. MJ.



Mort aux Ludwig von 88

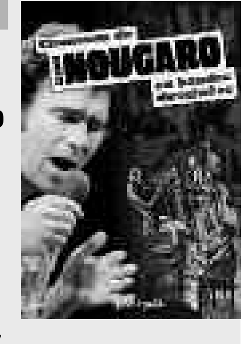
Crash disques, 21 ter, rue voltaire, 75011 Paris crshdisques.org
2006 - 2 cd (40 titres en tout) - 21 €



Ce coffret de deux cds est un hommage aux Ludwig von 88, groupe punk engagé, mais aussi humoristique, fleuron du milieu des années 80. Un certain nombre de leurs titres est repris ici par la constellation punk d'aujourd'hui. Les arrangements personnalisés et réactualisés ne devraient pas trop dépayser les inconditionnels et les héritiers. Quant aux autres... il leur reste heureusement encore pas mal d'autres choix musicaux. MJ.

B . D .

Chansons de...
• Claude Nougaro
• Nino Ferrer
• Jacques Higelin
• Jacques Brel



Collectif
Ed. Petit à petit
(76162 Darnetal) 2007
96 p. 15 € chacun

Les éditions Petit à petit poursuivent la mise en BD du répertoire de chanteurs confirmés en confiant le dessin à de multiples jeunes talents. Dans chaque ouvrage, entre 11 et 13 chansons mises en images... avec à chaque fois la contrainte pour le dessinateur de ne mettre en texte que les paroles de la chanson. En introduction à chaque chanson, un court texte qui présente le contexte et la biographie du chanteur. Et vous lisez la BD en chantant pour peu que vous en connaissiez la musique.
Sur le même principe, ils éditent aussi des albums moins fournis (6 chansons, 48 pages, 9,90 €) sur des chanteurs plus jeunes : Louise Attaque, Mickey 3D, Raphaël) et également des textes littéraires (Flaubert, Beaudelaire, Hugo...). Un concept fort plaisant. FV.

Nous avons également reçu...

■ **ABC de la PNL**, *Mireille Durand, éd. Grancher, 2007, 168 p. 16 €.* La PNL, programmation neurolinguistique propose un modèle de communication et de changement utilisé au niveau personnel et dans les entreprises depuis 25 ans. Comment être conscient de modes de communication.

■ **Peut-on échapper au meilleur des mondes ? 3 volumes)** précédé de **Que faire de soi sur terre et de l'écologie sur la politique**, *A. H. Hezek, éd. Edin, 2007, 600 p. au total, 42 € le tout (3 x 12 € + 6 €).* Ceci n'est que l'amorce d'un long débat prévu pour durer entre 2000 et 3000 pages... Bavardage hétéroclite étrange qui ne donne pas envie de se plonger dans la lecture.

■ **Quand le corps a soif**, *Christopher Vasey, éd. Jouvence, 2007, 160 p. 14,50 €.* L'eau est le premier constituant de notre corps et son renouvellement est primordial pour notre santé. Un ouvrage pour tout savoir sur le cycle de l'eau dans le corps humain, ce qu'est la déshydratation, la soif et des conseils pour choisir ses boissons.

■ **Le bicarbonate, saveurs et vertus**, *Martina Krcmar, éd. Grancher, 2007, 128 p. 14 €.* Connu comme digestif ou comme poudre à lever pour les gâteaux, le bicarbonate de soude a bien d'autres propriétés décrites dans cet ouvrage.

■ **Calendrier des semis 2008**, *Mouvement de culture bio-dynamique, 5, place de la Gare, 68000 Colmar, 2007, 104p. 10 € + 3 € de port.* De l'influence des astres sur les cultures et des conseils sur le jardinage en biodynamie.

■ **Calendrier lunaire 2008.** *Calendrier lunaire diffusion, 6, rue des Prés Verts, 39120 Chêne-Bernard, 2007, 114 p. 7,40 € + 1,40 € de port.* De l'influence de la lune sur les cultures et des conseils de jardinage.

■ **Connaissez-vous Nicolas Sarkozy**, *Les Renseignements généreux, 2007, 28 p. commandable à faible coût sur www.les-renseignements-genereux.org.* Sous forme d'un questionnaire, testez vos connaissance sur le nouveau président... et découvrez les réponses, ainsi que les multiples sources pour en savoir plus. Une bonne introduction sur l'art de la politique du N°1 dans les médias.

■ **Jaurès, notre horizon**, *René Vérard, éd. Corsaire (Orléans), 2005, 120 p. 14 €.* Jaurès, journaliste, fondateur de l'Humanité, syndicaliste, politique, assassiné à la veille de la guerre de 1914... un discours de gauche toujours d'actualité dans de nombreux domaines.

■ **Vivre relié à l'essentiel**, *Forum Terre du ciel, éd. Jouvence, 2007, 142 p. 9,90 €.* Huit entretiens sur la spiritualité avec des personnes engagées dans différents domaines.

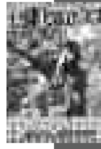
■ **Une écologie du paysage urbain**, *Philippe Clergeau, éd. Apogée (Rennes), 2007, 142 p. 17 €.* La densité urbaine laisse peu de place aux équilibres écologiques. L'auteur aborde un sujet peu connu : la place du vivant en milieu urbain, avec une baisse de la diversité, mais parfois une hausse du nombre d'individus pour les espèces présentes. L'auteur analyse le rôle des plans d'urbanisme et la possibilité de créer des continuités dans la ville, des corridors, pour favoriser le lien entre espaces verts et avec l'extérieur, permettant une réintroduction — limitée — du vivant dans la ville.

■ **Génocidé, Révérien Rurangwa**, *éd. J'ai Lu, 2007, 187 p. 4,80 €.* A 13 ans, l'auteur assiste au massacre de sa famille et de ses amis au Rwanda. Aujourd'hui, vivant en Suisse, il raconte l'horreur et la difficulté de survivre.

■ **Quel avenir pour les biocarburants ?** *Paul Mathis, éd. Le Pommier, 2007, 64 p. 4,50 €.* L'auteur après une longue explication de ce que sont les "bio"carburants, aborde les limites de ceux-ci avec quelques chiffres clés, notamment sur la concurrence avec l'alimentation. Les conclusions restent timides sur les vrais choix qui sont d'aller vers une politique des transports moins coûteuse en énergie... l'auteur n'allant pas jusqu'à ouvrir le débat sur la nécessité d'augmenter sans cesse notre mobilité.





Commander un ancien numéro

Anciens numéros - Seuls les numéros présentés ci-après sont disponibles. Ils sont à commander uniquement en France (4 € l'exemplaire). Les frais de port sont de 2 € pour un ex ☐, 3 € pour 2 ex ☐, 4 € pour 3 ex et plus ☐.

Numéros régionaux

☐ **272-273 Rhône**

☐ **285-286 Isère**

☐ **291-292 Aquitaine**

☐ **312-313 Poitou-Charentes**

☐ **318-319 Drôme et Ardèche**

☐ **325-326 Nord-Pas-de-Calais**

☐ **331 Ariège et Hautes-Pyrénées**

☐ **337 Paris**

☐ **342 Var et Alpes-Maritimes**

☐ **348 Centre**

Autres numéros

☐ **311 OGM Violence marchande**
Jeûne sortir du nucléaire. SEL : échec économique, réussite sociale.

☐ **314 Le réseau REPAS**
Croissance/décroissance. SEL : de la monnaie au temps comme mode d'échange.

☐ **315 Décroissance et non-violence**
Transport fluvial. Les restes du festin. OGM : faucheurs volontaires.

☐ **316 Réflexions fêtes**
Vivre sans nucléaire : après le jeûne. Nord/Sud : les prix du sang. Agriculture bio.

☐ **317 Vivre à la campagne sans voiture ?**
Nord/Sud : Vaccins et colonialisme. SEL : Analyses internes ou récupération.

☐ **320 Ecologie et alternatives**
Pétrole et géologie politique. Imaginer une banque transparente. Bureautique et économies d'énergie.

☐ **323 L'écologie au quotidien**
Décroissance : diminuer notre vouloir d'achat. Constitution : vers une Europe militaire !

☐ **324 Voyages au pays de chez soi**
La bio au cœur de l'écologie. Eolien : du vent sur la maison qui brûle. La pile à combustible.

☐ **327 De nos [in]cohérences**
REPAS : les Nouveaux Robinson. Energie : L'éolien détrône le nucléaire.

☐ **328 Décroissance, social et emploi**
Téléphone portable. Economie alternative : Perche Activités, La Péniche.

☐ **329 Désobéissance civique**
Ecozac à Paris. La maison de l'Ecologie de Lyon.Téléphone portable (2).

☐ **330 Des entreprises solidaires**
Le micro-crédit : contre les femmes ? Illich, école et décroissance.

☐ **332 Créons des médias alternatifs**
Résistance au Lyon-Turin. Faucheurs volontaires. Auroville : une utopie en marche.

☐ **334 Terre, terroir,territoire**
Tchernobyl. Autonomadisme contre libéralisme. Dix ans de sevrage radiophonique.

☐ **335 Résistances à la Françafrique**
Capitalisme : sauver la gratuité ? Biocarburant. Grenoble : nanotechnologies non merci !

☐ **336 Décroissance : penser la transition** Lyon-Turin : Gérard Leras. Mouvement anti-CPE.

☐ **338 Technologies contre autonomie**
Migrations : quelle empreinte ethnique ? Paris : Co-errances, Ecobox.

☐ **339 Handicap et alternatives**
Seveso.L'action non-violente ça s'apprend ! Déboulonneurs, Massage café, Alternative Santé.

☐ **340 Pour des innovations frugales**
Inspection citoyenne. Paris : La Maison des Femmes. Le café du soleil. OK Chorale.

☐ **341 Décroissance et santé**
Nord/Sud : déchets-cadeaux. Paris : le Petit Ney, la petite Rockette. Commerce équitable.

☐ **343 Changeons la recherche !**
Politique : Paul Ariès, révolution et décroissance. Paix : Parole et démocratie participative.

☐ **344 Maghreb à quand l'indépendance ?**
Belgique : Chasse aux bombes. Chauffe-eau solaire. Association d'éducation populaire. Jean Van Lierde.

☐ **345 Les nouveaux horizons paysans**
Politique : La déliquescence. Energie 21. Après la fin du pétrole.

☐ **346 Quelles relations Sud-nord ?**
OGM: procès des faucheurs volontaires. Paix : guerre et nouvelles technologies. Décroissance : dissidence de la broussaille.

☐ **347 Libertés : le combat continue**
Biocarburants : impossible à grande échelle. Irradiation des aliments : combien de fraudes ? Munich : la bio protège l'eau.

☐ **349 Quand l'écologie fait la foire**
Japon : le réacteur ne résiste pas au séisme. Education : Célestin et l'école moderne.

☐ **350 Décroissance côté femmes**
Famine : manger ou conduire, il faut choisir. Contrôle : passe Navigo et vie privée. Politique : des voies pour une régénération.

☐ **351 : 25 ans de silence**
Voyageurs des possibles. Ecologie politique en questions. Fausses solutions. Excès de vitesse.

☐ **Devenons des médias alternatifs**, éditions du *P'tit gavroche*. 2006, 370 p, 10 € (+ 3 € frais de port)

s'abonner à S!lence

France métropolitaine

☐ Découverte 1er abonnement	6 n°	20 €
☐ Particulier	1 an	46 €
☐ Institution	1 an	92 €
☐ Soutien	1 an	60 € et +
☐ Petit futé	2 ans	74 €
☐ Groupés par 3 ex	1 an	115 €
☐ Groupés par 5 ex	1 an	173 €
☐ Petit budget	1 an	28 €

Suisse

☐ Découverte 1er abonnement	6 n°	45 FS
☐ Particulier	1 an	85 FS

Autres pays et Dom-tom

☐ Découverte 1er abonnement	6 n°	27 €
☐ Particulier	1 an	55 €
☐ Institution	1 an	100 €
☐ Soutien	1 an	60 € et +
☐ Petit futé	2 ans	85 €
☐ Petit budget	1 an	35 €

je règle un total de :

NOM

Prénom

Adresse

Code postal

Commune

France : règlement à Silence, 9, rue Dumenge, 69317 Lyon cedex 04 CCP 550-39-Y Lyon
Virements bancaires : CCP 550 39 Y LYON

Belgique : règlement à Brabant-Ecologie, 33 route de Renipont B - 1380 Ohain tél : 00 32 2 633 10 48 CCP 000-15-19-365-54

Suisse : règlement à Contratom CP 65 - CH 1211 Genève 8 tél : (41) 22 740 46 12 CCP 17-497696-4

Courriers : 9 rue Dumenge, F 69317 Lyon Cedex 04 **Abonnements :** 04 74 07 08 68 mardi 8h30-11h et 13h30-16h ou le 04 78 39 55 33 jeudi 10h-12h et 14h-17h **Rédaction :** 04 78 39 55 33 mercredi 10h-12h et 14h-17h **Stands, dépositaires :** 04 78 39 55 33 lundi et mardi 10h-12h et 14h-17h. Les textes sont sous la responsabilité de leurs auteurs. Les brèves sont des résumés des informations que l'on nous communique. *Textes* : sauf mention contraire, la revue autorise, sous réserve de citer la source, la copie illimitée à usage privé des textes. Les utilisations à usage pédagogique sont également autorisées. Tout usage commercial est soumis à notre autorisation. *Illustrations* : Les photos et dessins restent la propriété de leurs auteurs. **N° de commission paritaire :** 0910 G 87026 **N°ISSN** 0756-2640 **Date de parution :** 4e trimestre 2007 **Tirage :** 8200 ex **Editeur :** Association Silence, permanence : lundi 10h-12h et 14h-17h tél : 04 78 39 55 33 **Administrateurs :** Myriam Cognard, Esteban Montoya, Mimmo Pucciarelli **Directeur de publication :** Mimmo Pucciarelli **Secrétaires de rédaction :** Michel Bernard et Michel Jarru **Gestion et abonnements :** Michel Jarru **Maquette :** Patrice Farine **Stands, lieux de dépôts :** Dorothée Fessler **Rédaction :** Matthieu Barbaroux, Michel Bernard, Guillaume Gamblin, Esteban Montoya, Mimmo Pucciarelli, Francis Vergier. **Dessinateurs :** Lasserpe **Correcteurs :** Emmanuelle Pingault, Sara Martinez, Sylvie Michel, Raymond Vignal, Françoise Weité **Photographes :** Kate Adelle, Greg Allaeys, Guy Calvo, Marie Clem's, Guillaume de Crop, Tim D., Esteban, Greenpeace, H.Léglise-Bataille, ONU, PIB, Carole Pourchet, Diego Tavares, Toni VC, Florian Vignal, Raymond Vignal, Pierre-Emmanuel Weck **Et pour ce n° :** Marguerite Descamps, Deun, Christophe Goby,Theodore John Kaczynski, Alexandre Khadavali, Vincent Martin, Paulette Mazoyer, Jean Monestier, Mireille Oria, Reine Rosset, Myriam Travostino, Bernard Valette **Couverture :** merci à Stéphanie et à l'atelier de réparation de vélo Pignon sur Rue à Lyon (photo Esteban)

Imprimé sur papier 100 % recyclé blanchi sans chlore par Atelier 26 - Loriol Tél : 04 75 85 51 00



Louer une place de stationnement n'oblige pas à y mettre une voiture. Cette année, pour la journée sans voiture, le 21 septembre 2007, plusieurs groupes de Los Angeles (Californie) ont occupé légalement des places payantes pour en faire des lieux agréables à vivre.

"Parking day 2007"